

Le numéro un soviétique à Londres

M^{me} Thatcher et M. Gorbatchev font assaut de compliments

LONDRES
de notre correspondant

Le couple Gorbatchev-Thatcher est plus solide que jamais. Tel est le principal enseignement d'une visite qui a donné lieu à un duo impressionnant. Le premier ministre britannique et ce dernier lui a renvoyé l'ascenseur avec une fougue de jeune homme. Rien n'a véritablement bougé sur les grands dossiers, en particulier celui de la modernisation des armées nucléaires à courte portée de l'OTAN, qui inquiète tant les Soviétiques, mais M. Gorbatchev peut se flatter d'avoir désormais dans son dialogue difficile avec la nouvelle administration américaine, sinon une alliée, du moins une avocate de poids en la personne de la « Dame de fer ».

M^{me} Thatcher est persuadée qu'il faut aider M. Gorbatchev parce que celui-ci est ce que l'Union soviétique a produit de mieux depuis la révolution de 1917. Elle dit son admiration avec une simplicité qui coïncide avec la volonté de transparence du président soviétique. « Les changements intervenus en URSS constituent une révolution tranquille », affirme-t-elle. Le mérite en revient à l'« audace » et à l'« imagination » de M. Gorbatchev.

Le premier ministre britannique ne précise pas dans quels domaines elle entend manifester son soutien aux réformes en cours. Il faut sans doute comprendre que l'aval politique et moral qu'elle a donné à son illustre visiteur se suffit à lui-même. M^{me} Thatcher est certes prête à inciter les firmes britanniques à participer aux projets d'économie « mixte » du Kremlin, mais, en bonne libérale, elle laisse le soin aux industriels eux-mêmes de choisir leur meilleur intérêt.

Elle est surtout fière d'avoir été la première, en décembre 1984, à avoir décelé l'effort du réformateur chez celui qui n'était alors que le numéro deux du régime derrière l'éphémère Constantin Tchernomerkov. Elle l'avait alors longuement et chaleureusement reçu à sa résidence de campagne de Chequers. Elle a rappelé cette rencontre initiale lors du dîner qu'elle a offert jeudi à son hôte au 10 Downing Street. M. Gorbatchev se souvient lui aussi très bien de ce premier contact « si prometteur ». Et d'ajouter : « Nous gardons en mémoire le fait que le gouvernement britannique a été un des premiers à l'Ouest à discerner l'approche de grands changements en Union soviétique ».

« Romantisme »

M. Gorbatchev et M^{me} Thatcher s'admirent mutuellement. Ils prennent plaisir à confronter leurs idées et leurs positions, et le degré de confiance qu'ils ont atteint leur permet d'établir, de façon amicale, leurs « divergences ». Le président soviétique croit qu'il est possible de se débarrasser, d'ici à l'an 2000, de toutes les armes nucléaires. Il est sincèrement convaincu, et il le répète en tout cas à chaque occasion avec un robuste enthousiasme. M^{me} Thatcher, qui a déjà entendu sa chanson, l'écoute en souriant, sans le suivre dans cette voie.

Lors du dîner de jeudi, chacun a réaffirmé cette différence doctrinale fondamentale. « Je suis un adversaire endurci de l'arme nucléaire et je propose leur élimination », M^{me} Thatcher estime qu'il y a une bonne dose de romantisme dans son attitude. Mais ce n'est pas le cas, une position réfléchie simplement la dure réalité de la guerre nucléaire, de notre temps, a déclaré M. Gorbatchev. La « Dame de fer » est attendrie par ce « romantisme », mais elle n'est pas convaincue : « S'il y a une chose que nous ne ferons jamais, dit-elle, et vous non plus d'ailleurs, c'est de prendre nos désirs pour des réalités lorsqu'il s'agit de déterminer la base de notre action politique. (...) Nos deux pays savent, à la suite d'une expérience amère, que les armes classiques n'empêchent pas la guerre en Europe, tandis que les armes nucléaires y sont parvenues depuis plus de quarante ans. Rien ne peut remplacer la dissuasion nucléaire ».

Il s'agit d'une divergence de taille. M. Gorbatchev n'arrive pas à ébranler le scepticisme sans faille de M^{me} Thatcher. Il n'a pas davantage réussi à la convaincre d'infléchir sa position très ferme en faveur de la modernisation des missiles nucléaires à courte portée de l'OTAN. Il n'a pas voulu en dire plus en public, mais tous les témoignages concordent : les Soviétiques sont à la fois inquiets et déçus. Ils attendaient une réponse plus positive de l'Alliance en général, et des Britanniques en particulier.

M. Guennadi Guerasimov a été très sec à ce propos. Le porte-parole soviétique a affirmé que le mot de

« modernisation » constituait une tromperie et qu'il s'agissait en réalité de « la création d'un nouveau système d'armes ». Il a tourné en dérision l'attitude des Britanniques qui n'ont pas compris, selon lui, que le temps de la course aux armements était passé.

Les Sukhoï-24 à la Libye

M. Guerasimov a d'autre part confirmé, de façon un peu tortueuse, que les Soviétiques avaient bien livré à la Libye plusieurs Sukhoï-24, des chasseurs bombardiers à géométrie variable et à longue portée. Il a fait au détour d'un commentaire plutôt acide sur l'origine et le « timing » de cette information qu'il possédait pour sa part, dit-il, depuis des mois. Renseignements pris, les Sukhoï-24 ont été livrés en vertu d'un accord soviéto-libyen vieux de trois ans qui était apparemment connu de certains spécialistes. M. Guerasimov a suggéré que les Israéliens et les Américains s'étaient entendus pour « sortir » cette nouvelle au moment où M. Gorbatchev mettrait le pied pour la troisième fois au Royaume-Uni. Les Sukhoï-24 sont en effet capables, à partir de la Libye, d'atteindre le territoire britannique.

Le porte-parole soviétique a cherché cependant à minimiser tout ce qui pouvait nuire à l'image quelque peu idyllique des rapports soviéto-britanniques que cette visite tend à promouvoir. Il s'est déclaré en panne d'adjectifs pour décrire l'atmosphère des entretiens de jeudi matin et du déjeuner de travail qui a suivi. M. Guerasimov n'exagérât nullement. Les Britanniques ont confirmé la cordialité et la spontanéité des échanges non seulement entre M^{me} Thatcher et M. Gorbatchev, mais aussi entre Sir Geoffrey Howe et M. Chevardnadze qui se voyaient, faut-il le préciser, pour la quinzième fois.

M. Guerasimov a voulu faire passer le message suivant : le dialogue politique entre Londres et Moscou est désormais d'excellente qualité. La direction soviétique a « beaucoup de respect pour la Grande-Bretagne » et reconnaît volontiers « son rôle dans les affaires mondiales ». Les Soviétiques n'en sont que plus désireux d'obtenir de M^{me} Thatcher qu'elle interdicte en leur faveur auprès de la nouvelle administration américaine afin que celle-ci accélère un peu son processus de prise de décision en matière de politique étrangère.

Le propos est délibérément insolent à l'égard du président Bush et des divers responsables de la diplomatie américaine. Les officiels soviétiques présents jeudi à Londres ne cachent pas leur préoccupation devant ce qu'ils considèrent comme une apathie américaine sur les grands dossiers du désarmement nucléaire et conventionnel. Ils demandent à M^{me} Thatcher d'intervenir. Cette dernière est trop fine pour répondre en public à une telle offre, mais elle est certainement ravie de l'hommage qui est ainsi rendu à ses capacités et à son influence au sein du monde occidental.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Signature d'un protocole commercial

A l'occasion de la visite de M. Mikhail Gorbatchev à Londres, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique ont signé, le jeudi 6 avril, un protocole commercial visant à encourager la création de sociétés mixtes dans l'industrie chimique, le bois et la construction. En outre, plusieurs accords ont été signés le même jour entre des entreprises des deux pays, dont un portant sur la création par le groupe britannique Maxwell Communications et l'Institut d'information scientifique et technique de l'Académie des sciences de l'URSS d'une société de services scientifiques en langue anglaise.

• Vente de bombardiers soviétiques à la Libye : inquiétude israélienne. — Le ministre israélien des affaires étrangères a exprimé, jeudi 6 avril, la « profonde inquiétude » d'Israël à la suite de l'annonce de la vente de chasseurs bombardiers soviétiques Sukhoï-24 à la Libye. Un porte-parole du ministère s'est déclaré « surpris » que l'Union soviétique livre du « matériel militaire offensif » au régime du colonel Kadhafi, qui ne cache pas son intention d'attaquer Israël, au moment où elle affirme chercher à désamorcer les situations de confrontation dans le monde, notamment au Moyen-Orient. — (AFP.)

La visite du premier ministre israélien aux Etats-Unis

Mission accomplie pour M. Shamir à Washington

WASHINGTON
de notre correspondant

M. Itzhak Shamir peut s'estimer satisfait de son séjour à Washington et de ses entretiens avec les responsables de la nouvelle administration américaine. Il n'a encouru aucun reproche public, subi aucune pression manifeste de la part de ses hôtes : mieux, il a réussi à apparaître comme un homme porteur d'une idée « nouvelle » et à la faire accepter par les dirigeants américains comme la « base » de progrès futurs.

Le premier ministre israélien n'a pourtant fait aucune concession. Il a réitéré son refus absolu et définitif de toute négociation avec l'O.L.P. et exécuté avec la même détermination toute perspective de création d'un Etat palestinien. Sa proposition essentielle — l'élection de représentants des populations palestiniennes de « Jérusalem, de Judée et de Gaza » — est-à-dire des territoires occupés — est assortie de conditions qui rendent très hypothétique et lointaine la tenue d'un tel scrutin : un terme devra d'abord être mis à l'intifada (les élections devront être « libres de la violence, de la terreur et de l'intimidation de l'O.L.P. »).

Le but du scrutin est étroitement défini : désigner des représentants qui n'auront aucune autorité autre que celle de négocier avec les Israéliens, « une période intérimaire d'administration autonome », qui, elle-même, ouvrira la voie, si « le test » est positif, à un « règlement permanent ».

« Toutes les options proposées seront examinées pendant ces négociations » (pour un règlement permanent), a ajouté M. Shamir, et le président Bush a relevé cette phrase avec la plus grande satisfaction, en la sortant de son contexte. Mais M. Shamir a déjà fait savoir publiquement, depuis son arrivée aux Etats-Unis, qu'un statut d'autonomie interne était « le maximum » qu'Israël était disposé à concéder aux Palestiniens.

Un seul élément de ce plan présente en fait une certaine souplesse, laisse une marge de manœuvre : « La détermination des modalités de ces élections et de la participation », qui, selon M. Shamir, « devra être discutée ».

« Pas de garantie aux Arabes »

Mais, dans une intervention devant l'American Enterprise Institute de Washington, M. Shamir a singulièrement restreint le champ des possibilités. Comme on lui demandait si ces élections pourraient être organisées sous la supervision des Nations unies, il a répondu : « Nous ne pensons pas qu'une supervision internationale soit nécessaire, car Israël a une longue tradition de démocratie. » C'est cependant sur ce chapitre que le ton de M. Shamir a été le moins catégorique.

Le premier ministre israélien a aussi été interrogé sur l'attitude qu'il adopterait au cas où seraient élus des personnalités favorables à l'O.L.P. Il a semblé exclure cette hypothèse, expliquant que tous les candidats devraient s'engager à

l'avance à respecter le schéma défini par Israël (négociations en vue d'un accord intérimaire), qui est à l'opposé des objectifs de l'organisation palestinienne.

Enfin, quand on lui a demandé quelles mesures Israël comptait prendre pour faire baisser la tension et inciter les Palestiniens à envisager avec une certaine confiance ces élections, M. Shamir a répondu sans s'embarrasser de fioritures : « Nous n'avons pas à donner de garantie aux Arabes, nous n'avons pas à prendre de mesures pour établir la confiance ».

Il est douteux que le plan Shamir — qui continue à traiter l'O.L.P. en pestiférée — ait comblé les attentes des responsables américains qui, eux, ont engagé un prudent dialogue avec la centrale palestinienne (selon un sondage ABC/Washington Post, 80 % des Américains estiment que la paix est impossible au Proche-Orient sans dialogue direct entre Israël et l'O.L.P.).

Mais tout indique que les Américains ont estimé opportun de féliciter M. Shamir pour ses efforts, même très modestes, dans l'espoir qu'il traiterait un peu plus loin.

M. Bush a lui-même paru donner sa bénédiction à l'idée centrale du « plan » Shamir : « Des élections dans les territoires peuplés par des Palestiniens peuvent être conçues de manière à contribuer au processus politique de dialogue et de négociation », a déclaré le président américain.

Les Etats-Unis enjoignent donc Israël et les Palestiniens à « parvenir à une formule mutuellement acceptable pour des élections ». Quels sont ces Palestiniens qui, si l'on com-

prend bien, devraient négocier la « formule » des élections ? Washington ne le dit pas, mais propose apparemment ses services pour jouer les intermédiaires. « Nous allons discuter ces questions avec Israël et les autres parties [non spécifiées] au cours des semaines et des mois à venir », a indiqué le haut responsable de l'administration, qui a explicité les propos du président.

Si M. Bush a choisi d'insister publiquement sur le côté encourageant, selon lui, des propos de M. Shamir, il n'a pas pour autant gommé toutes les divergences. Ainsi, le président américain a répété que les Etats-Unis « ne soutenaient pas » la création « d'un Etat palestinien indépendant », mais, a-t-il ajouté dans un même souffle, ils ne sont pas non plus en faveur « de la souveraineté israélienne sur la Cisjordanie et Gaza ni leur occupation permanente ».

Au printemps 1987, M. Shamir s'était arrangé pour enterrer le plan Shultz tout en évitant de dire ouvertement non à l'ancien secrétaire d'Etat. Qui se souvient de la sévère mise en garde de M. Reagan, adressée à « ceux qui refuseraient » le plan américain et devraient en répondre « devant leur propre peuple » ? L'administration a changé, et M. Shamir, conforté entre-temps par une victoire électorale, est revenu à Washington, où, cette fois, on l'avait fermement pressé d'apporter « des idées nouvelles ». Il l'a fait — ou du moins MM. Bush et Baker ont fait semblant de le croire. Mission accomplie.

JAN KRAUZE.

Dans la presse israélienne

Un sursis

JERUSALEM
de notre correspondant

Dans un entretien à la radio israélienne, après sa rencontre avec le président Bush, le premier ministre a déclaré que « malgré certaines divergences il avait le sentiment que la coopération israélo-américaine allait se poursuivre ». Effectivement, si l'objectif primordial de M. Shamir était de désamorcer une crise dans les relations avec Washington et de préserver la traditionnelle amitié entre les deux pays, il a sans doute largement réussi.

« L'affrontement a été évité », titrent la plupart des quotidiens israéliens. M. Shamir peut aussi se targuer d'avoir évité une épreuve de force à l'intérieur de son gouvernement d'union nationale. « Les propositions que j'ai soumises à la Maison Blanche ont été approuvées par les travaillistes », a-t-il dit dans cette même interview à la radio israélienne. Il est vrai qu'il s'agit essentiellement d'une idée préconçue, prédisant, par le ministre travailliste de la défense, M. Itzhak Rabin, des élections en Cisjordanie et à Gaza pour que les Palestiniens de ces territoires désignent leurs représentants à des négociations sur un régime transitoire d'autonomie.

A cet égard, il n'y a pas eu de sursis.

Depuis des semaines, le premier ministre s'était efforcé d'entourer d'un certain mystère les « propositions nouvelles » qu'il emportait à Washington. Le seul élément inédit est sans doute que M. Shamir n'approuve plus cette idée d'élections « du bout des lèvres », mais qu'il en a fait le véritable levier d'une relance du processus diplomatique au Proche-Orient.

La plupart des commentateurs estiment cependant que M. Shamir a certes échappé à une « douche froide » à Washington, mais qu'il ne bénéficie, peut-être, que d'un sursis. Le bilan de la rencontre Bush-Shamir doit en effet être nuancé. Pour le quotidien *Haaretz*, ce bilan comporte trois éléments : les « carences », avec en particulier la petite phrase du président Bush contre la création d'un Etat palestinien indépendant ; la « pif », avec le rappel par le chef de la Maison Blanche qu'il s'opposait à la poursuite de l'occupation israélienne en Cisjordanie et à Gaza ; et enfin le « sursis ». Le sentiment qui prévaut à Jérusalem est que, dans les semaines à venir, le gouvernement israélien sera sommé de donner corps à cette idée d'élections en Cisjordanie et à Gaza. — (Interim)

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

Mise en place du plan « nature »

Brasilia. — A la suite de l'offensive des écologistes du monde entier qui protestent contre la dévastation de l'Amazonie, le président brésilien José Sarney a annoncé, jeudi 6 avril, la mise en place officielle du programme brésilien de préservation de l'environnement baptisé « Notre nature ». Ce plan prévoit notamment la suppression des aides à l'exploitation par le défrichement, la fin de l'exportation de grumes, la réglementation de l'exploitation de l'or, la fin de l'utilisation de mercure dans les piscicultures aquarielles, la création de l'Institut brésilien de l'environnement, la mise en place d'actions de reboisement ainsi qu'un programme de cartographie avec l'aide de la FAO. Le président Sarney avait annoncé la mise en œuvre de ce plan le 12 octobre dernier. — (AFP.)

Etats-Unis

Reconduction des sanctions économiques contre Panama

Washington. — Le président américain, George Bush, a annoncé, jeudi 6 avril, qu'il reconduisait pour un an les sanctions économiques à l'encon-

tre de Panama. Le gouvernement américain, qui tente d'obtenir le départ du général Noriega, inculpé de trafic de drogue aux Etats-Unis, avait coupé en juillet 1987, son aide économique et militaire au Panama, puis, le 8 avril 1988, interdit aux entreprises et particuliers américains présents dans ce pays d'effectuer tout paiement au gouvernement panaméen. — (AFP, Reuter.)

Salvador

Nouvelle proposition de la guerrilla

San Salvador. — Le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), qui poursuit ses offensives contre plusieurs villages salvadoriens, a dans le même temps, proposé jeudi 6 avril qu'une nouvelle élection présidentielle soit organisée. Ce scrutin — devrait avoir lieu « six mois après le début d'un cessez-le-feu ». En attendant une réponse à cette proposition, le FMLN « continuera à intensifier ses actions en concentrant ses attaques contre des objectifs économiques », a déclaré un responsable du Front, M. Salvador Sanabria.

Ce même jeudi, le médecin personnel du président José Napoleón Duarte, M. José Luis Saca, a indiqué que la santé du chef d'Etat, atteint d'un cancer du foie depuis près d'un an, s'était améliorée et que son état était « assez grave ». — (AFP.)

De la difficulté d'être journaliste palestinien

Les autorités israéliennes ont libéré près de cinq cents détenus palestiniens, dans une initiative qui coïncide avec la visite aux Etats-Unis du président du conseil, M. Itzhak Shamir. Ces libérations ont été décidées en réponse aux pressions exercées par les Etats-Unis pour amener Israël à assouplir la répression du soulèvement en cours depuis seize mois dans les territoires occupés. (Reuter.)

JERUSALEM
de notre correspondant

Etre journaliste palestinien dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza n'a jamais été facile, et tout particulièrement depuis le soulèvement : interdictions diverses, censure et condamnations à la détention administrative ne sont pas rares. Parfois, cela va jusqu'à la campagne d'intimidation, comme ce fut le cas la semaine passée à l'encontre d'un journaliste de Gaza, Taher Shriteh, correspondant local du quotidien israélien *Jerusalem Post*, de l'agence de presse Reuter, de la chaîne de télévision américaine CBS et collaborateur occasionnel de quelques journaux européens.

C'est une carte de visite qui témoigne d'un certain sens des responsabilités.

Comme le territoire de Gaza est fréquemment soumis au couvre-feu, Taher Shriteh est souvent sollicité, et il faut croire que les autorités militaires ont dû récemment lui offrir un ombre. Un jour, une quinzaine de soldats font irruption au domicile de M. Shriteh, sans raison ni explication et sans le moindre mandat, puis s'en vont après que l'un d'eux, raconte le journaliste, lui ait braqué sur la ventre le canon de son arme. Le lendemain, nouvelle descente de soldats en pleine nuit pour lui demander de déplacer sa voiture stationnée devant la porte de son domicile. Une autre fois, on lui refuse les autorisations nécessaires pour se rendre en vacances en Egypte. Ou encore : on le somme de se présenter au gouvernorat, où, là non plus, on ne lui donne jamais aucune explication sur cette requête — simple mesure préventive. Au début du soulèvement, un haut responsable de l'administration militaire de Gaza avait menacé de « briser les os » de M. Shriteh.

Taher Shriteh est d'ailleurs accrédité auprès des autorités. A chaque raid à son domicile, une seule question était posée : « Pourquoi travaillez-vous avec la presse étrangère ? » Il se trouve que c'est son métier.

ALAIN FRACHON.

Jean-Pierre VERNANT

L'individu, la mort, l'amour

Soi-même et l'autre en Grèce antique

Bibliothèque des Histoires

GALLIMARD

Proche-Orient

LIBAN : le conflit entre chrétiens et Syriens

La population s'organise dans l'attente de la prochaine bataille

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

Il est des signes qui ne trompent pas. Alors que la vie reprend timidement à Beyrouth, jeudi 6 avril, dans les rues d'Achrafieh, les habitants renforcent leur défense, accumulant sacs de sable et parpaings dont les prix ont connu une hausse vertigineuse, devant leurs magasins ou les entrées d'immeubles. Outre pour assurer leur ravitaillement, les Libanais ont surtout mis ce répit à profit pour s'organiser dans l'attente de la prochaine bataille.

Personne ne croit valablement à ce cessez-le-feu et, les premiers obus qui sont tombés jeudi sur le port de Beyrouth, sur le quartier d'Achrafieh, puis sur le littoral du Metn et du Kesrouan, ont quasi instantanément vidé de nouveau la ville et les routes du pays chrétien. L'armée et la milice chrétienne des Forces libanaises de nouveau unies par le danger en ont aussi profité pour rehausser leurs barrières de terre et renforcer leur défense.

(Publicité)

ARABIE SAOUDITE :
L'ARCHÉOLOGIE
LIVRE SES
TRÉSORS

Plusieurs dizaines de sites mis au jour racontent l'histoire antique de la péninsule et fournissent un matériel de premier ordre. Un reportage en couleurs. Dans le numéro d'Avril d'Arabie.

en kiosques et en librairie
78, rue Joffroy, 75017 Paris
Tél. : 46-22-24-14

Ignorant officiellement, sur le plan politique, le cessez-le-feu annoncé mercredi par le président du comité arabe sur le Liban et ministre koweïtien des affaires étrangères, le cheikh Sabah El Ahmed El Sabah, le général Aoun, chef du gouvernement militaire chrétien, a, de son côté, adressé un appel solennel à travers les médias à « notre peuple et notre armée en zones occupées ». S'adressant ainsi au camp musulman pour la première fois depuis le déclenchement « de la guerre de libération contre l'occupation syrienne », le 14 mars, le général Aoun rompt un silence que beaucoup lui reprochaient. Ce message à « nos frères libanais, nos partenaires en citoyenneté, en droit, en devoir et dans le destin », le général l'a voulu, à la fois, appel à « un dialogue libre entre Libanais sans qu'aucune partie ne se fasse fort d'un appui étranger contre l'autre » pour « l'établissement de principes sérieux de réformes », et appel à la résistance contre les « occupations ».

Appel à l'armée
« de l'Ouest »

« Nous devons tous être égaux devant notre lutte de libération. Plus importante sera la contribution au prix de la libération et de la récupération du pays, plus effective sera l'égalité dans les décisions, le pouvoir et les droits à tous les niveaux », a-t-il dit, avant d'ajouter : « Nous avons subi la même humiliation pendant quarante ans et nous devons être aujourd'hui à l'égalité pour participer aux responsabilités, à la libération et à la restauration de la dignité ».

S'adressant, enfin, tout particulièrement aux soldats et aux officiers

servant hors du pays chrétien, le général Aoun, commandant en chef de l'armée depuis 1984, leur a rappelé : « Nous sommes deux peuples unis par un même serment, un même droit et une même dignité. Nous devons nous tenir dans la même tranchée parce que c'est à nous, en premier, qu'incombe la responsabilité de préserver l'unité du territoire, du peuple et de l'honneur national ».

Cet appel à la résistance de l'armée, dirigée par le général Sami Khabib, nommé à la demande de Damas par le gouvernement à majorité musulmane de M. Selim Hoss, réitérait d'autant plus l'attention que l'on ne fait plus mystère, dans l'entourage du général Aoun, que l'on compte sur l'armée de l'Ouest pour opérer quelques actions de « résistance ».

Certes, nous disait lui-même le général Aoun, « les soldats sous occupation ne peuvent résister qu'individuellement ». Mais il est vrai que le général chrétien, qui a su réorganiser et surtout redonner depuis 1984 un corps et une dignité à une armée trop longtemps méprisée, bénéficie à l'Ouest, dans les rangs de celle-ci, d'un préjugé très favorable. La sixième brigade à majorité chiite, basée à Beyrouth-Ouest, par exemple, n'a jamais participé aux combats. De plus, les brigades à majorité chrétienne du général Aoun bénéficient, de la part de leurs « frères d'armes » de l'autre côté des lignes de front, d'un grand nombre de renseignements... Cet esprit de corps inquiète d'ailleurs les alliés de Damas.

F. C.

Damas et ses alliés libanais critiquent vivement Paris

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

Déclaration quasi quotidienne de M. Mitterrand. Déclaration quotidienne de M. Roland Dumas, envoi à Beyrouth de M. Jean-François Deniau : la brusque montée en première ligne du gouvernement français à propos du Liban a suscité, jeudi 6 avril, à Damas et chez les alliés libanais de la Syrie à Beyrouth, des réactions pour le moins négatives.

Le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Charah qui, il y a un peu plus de deux semaines, lors de son voyage officiel à Paris, avait évoqué une convergence de vues entre la France et la Syrie sur le Liban, a changé de ton jeudi. Dans une déclaration à la presse, le chef de la diplomatie syrienne a en effet affirmé que « certaines déclarations irresponsables à Paris n'aident pas à faire sortir le Liban de sa crise. Elles ne sont pas équitables et sont motivées par des positions partiales », a ajouté M. El Charah.

Répondant implicitement à M. Mitterrand, qui avait parlé de la « solidarité instinctive de la France avec le Liban qu'elle n'a jamais abandonné » et affirmé que « la France est l'ami de tous les Libanais, mais aujourd'hui, ce sont les Libanais chrétiens qui sont menacés dans leur vie et leur sécurité », M. El Charah a poursuivi : « Cette campagne française hostile ne repose sur aucun fondement réaliste et elle est motivée par des prises de position émotives et dépassées. Le bombardement par le général Aoun

des régions nationales et musulmanes, notamment Beyrouth-Ouest, a-t-il ajouté, qui fait des dizaines de morts et de blessés, n'a pas été les auteurs de cette campagne qui n'ont exprimé des sentiments qu'envers une seule partie ».

La relance du dialogue franco-syrien, amorcée par le voyage de M. El Charah à Paris et l'invitation faite au président Assad, aura donc été de courte durée.

Dans le camp musulman à Beyrouth, les critiques se sont faites acerbées. M. Selim Hoss, chef du gouvernement à majorité musulmane, a déclaré pour sa part qu'il « attendait de la France qu'elle soit l'ami de l'ensemble du peuple libanais et non d'une seule de ses sept communautés ». C'est-à-dire des chrétiens maronites. M. Hoss a d'autre part réaffirmé son refus de la convocation du Conseil de sécurité émise par M. Dumas sur la question libanaise en déclarant que « l'internationalisation de la crise libanaise la soumettrait au gré de l'entente entre les grandes puissances dont nous ne maîtrisons ni la volonté ni les priorités ». M. Hoss a encore ajouté : « Qui garantirait l'application d'une éventuelle résolution du Conseil de sécurité alors que la résolution 425 (stipulant le retrait d'Israël du Liban-Sud) est restée lettre morte depuis onze ans ? »

Le Parti socialiste progressiste, à majorité druze, de M. Joumblatt a, pour sa part, souligné que « le président Mitterrand se montre objectif ». La France, a-t-il dit, de son porte-parole, se considère comme protectrice et responsable d'une seule communauté, dans une claire allusion aux maronites.

C'est dans cette atmosphère de crise franco-syro-libanaise que l'émissaire du gouvernement français, M. Jean-François Deniau, a achevé sa mission au Liban. M. Deniau, qui s'est entretenu jeudi matin une nouvelle fois avec le général Aoun, s'est montré discret sur les chances réelles de sa mission. Interrogé sur l'attitude du général Aoun, face à l'appel au cessez-le-feu, l'émissaire français a cependant déclaré : « Le général Aoun n'a pas à refuser ou à accepter ce nouvel appel au cessez-le-feu puisque sa position est claire : il ne fait que riposter ».

Alors que le bruit de la canonnade était nettement perceptible de la résidence de l'ambassadeur de France, M. Deniau, se départissant quelque peu de sa réserve, a ajouté : « Le camp pro-syrien a commencé à tirer les premiers obus et le général Aoun a, jusqu'ici, refusé de riposter ». Sans illusion d'ailleurs sur la durée de ce cessez-le-feu, M. Deniau a affirmé : « La déclaration de Damas n'a réglé aucun problème de fond, mais la France a contribué à offrir un répit aux Libanais, même s'il n'est que de courte durée ».

Qu'elle le veuille ou non, la France, en flèche aujourd'hui sur l'affaire libanaise, va avoir du mal à se démarquer de l'accusation proférée par Damas et ses alliés de partialité en faveur des seuls chrétiens. Ceux-ci d'ailleurs ne s'y sont pas trompés et déjà, jeudi soir, les habitants du petit village de Kabaleh, sur le front de la montagne chrétienne, réclamaient des drapeaux tricolores et des posters du président Mitterrand. La position française est louée dans tout le pays chrétien qui reprend espoir, et toutes les télévisions et radios de Beyrouth-Est ont donné un très large écho aux différentes déclarations de Paris.

Comment toutefois la France, qui ne bénéficie plus du paravent que représentait en quelque sorte le comité de la Ligue arabe qui a nettement pris partie pour les alliés de Damas, va pouvoir répondre à l'attente qu'elle a fait naître ? Il est sans doute encore trop tôt pour le dire.

L'essentiel de l'initiative française semble se ramener à la saisie du Conseil de sécurité appelé surtout, dans l'esprit de Paris, à remplacer plus ou moins la Ligue arabe. En internationalisant au maximum la crise libanaise — un défi direct à Damas — Paris a pris des risques. Certes, la France aurait pu entendre au général Aoun qu'elle ne pourrait guère aller au-delà. Mais, pour ce dernier, c'est déjà un appui appréciable, d'autant que M. Mitterrand a tenu le rôle que l'action diplomatique et humanitaire de Paris aura valeur d'entraînement. Mais la bataille engagée ne sera pas facile et il serait dangereux d'avoir fait naître à grand bruit des espoirs pour les éteindre à la moindre accroche.

FRANÇOISE CHIPAUX.

M. Dumas : la mission de M. Deniau a « atteint son but »

Rentré jeudi 6 avril du Liban, M. Jean-François Deniau, vice-président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a aussitôt été reçu par M. Roland Dumas, à qui il a rendu compte de sa mission. A l'issue de cette rencontre, un communiqué du Quai d'Orsay a indiqué que le ministre avait « estimé que cette mission avait atteint son but ».

M. Dumas, qui a « salué le courage » de M. Deniau, lui a demandé de « conserver un étroit contact avec toutes les parties en cause dans le conflit libanais », dans le cadre de la mission qui lui a été confiée et qu'il se poursuit.

On indiquait toutefois vendredi matin, de source française sûre, que la mission de M. Deniau au Liban consistait à faire se rencontrer le général Aoun et son homologue musulman, M. Selim Hoss. Si le premier en était d'accord, précise-t-on de même source, M. Hoss « n'était pas en mesure de le faire ». En outre, toujours selon cette source, l'Espagne — qui préside actuellement la CEE — la France et la Grèce (la « troïka » européenne) ont décidé jeudi soir de dépêcher des hauts fonctionnaires à Damas pour y demander au gouvernement syrien un cessez-le-feu immédiat. Madrid a été chargé de contacter Damas à cette fin.

D'autre part, les deux navires d'assistance médicale et humanitaire dont le ministre des affaires étrangères a annoncé, mercredi, le départ pour le Liban (le *Monde* du 7 avril) devraient appareiller vendredi. Le navire-hôpital la *Ramée*, qui mouillera au large du port de Jounieh (en secteur chrétien), « pour y soigner les blessés de toutes les régions du Liban », dispose de quatre-vingt-dix lits, d'une salle d'opération, d'un équipement médico-chirurgical, de cinq tonnes de médicaments et de dix tonnes d'aliments destinés à la population civile. Le deuxième bâtiment envoyé au Liban portera du matériel médical, de l'aide alimentaire ainsi

que du pétrole destiné au ravitaillement d'une centrale électrique.

De l'étranger, deux appels au cessez-le-feu ont été adressés jeudi aux parties en conflit au Liban, l'un par l'Union soviétique et l'autre par la RFA. Dans son appel, Moscou, qui exprime sa « profonde préoccupation », demande à « tous les Libanais de rechercher conjointement un règlement de la crise prenant en compte les intérêts de toutes les communautés ».

A Paris, les sénateurs RPR ont demandé à M. François Mitterrand de « bien vouloir expliciter plus clairement la position de la France » vis-à-vis du Liban et affirmé que Paris devait « s'engager encore plus avant pour dénoncer, avec fermeté, l'asservissement d'un Etat souverain et le génocide d'un peuple ami de la France ». Les sénateurs condamnent « l'action coupable menée par la Syrie » et demandent « le retrait immédiat de toutes les forces étrangères au Liban ».

Parallèlement, trois organisations humanitaires, Médecins sans frontières, Médecins du monde et Aide médicale internationale, ont décidé de s'associer pour organiser un envoi de médicaments et de matériel médical au Liban. Dans un communiqué commun, les trois organisations précisent que cette aide est destinée à « l'ensemble des victimes » du conflit et sera « acheminée vers Beyrouth-Est (chrétien), Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane) et le sud du Liban ». « Un avion est en cours d'affrètement pour un départ lundi à destination de Chypre, où le matériel sera transféré sur deux bateaux qui l'emporteront vers les ports de Jounieh et de Tyr », indique le communiqué.

De leur côté, d'autres associations, comme le Secours populaire français ou la Croix rouge européenne du raid, lancent des appels à « la solidarité » avec les populations libanaises.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINUTEL 36.15 CODE A37 puis OSP

VENTE sur saisie immobilière au Palais de justice de PARIS le JEUDI 20 AVRIL 1989, à 14 h 30
UN PAVILLON de 6 PIÈCES à GAGNY (93220)
38, rue du 11-Novembre
M. à P. : 665 500 F
S'adresser à M. Michel MAAREK, avocat, 35, rue d'Ély, PARIS (16^e) - Tél. : 45-53-43-13.

VENTE sur saisie immobilière, Palais de justice PARIS, le JEUDI 20 AVRIL 1989, à 14 h 30
UN LOGEMENT de 2 P. PRINC.
au 1^{er} étage, ent. A, bêt. A, porte d'entrée
CAVE au sous-sol - A PARIS (20^e)
14, RUE DE MENILMONTANT
Mise à prix : 90 000 F
S'adresser à SCP ERSTEIN-LANGEVIN et BAPT, avocats à PARIS (15^e)
201, rue de la Convention - Tél. : 48-28-49-41.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de justice d'EVRY, rue des Mazures le mardi 18 avril 1989, à 14 heures
UN IMMEUBLE à BALLAINVILLIERS (Essonne), 9, rue des Ecoles
à usage de locaux industriels, comprenant 4 bureaux, sanitaires, salles de stockage, terrain à usage de parking
Mise à prix : 100 000 F
Consignation indépendante pour enchérir. Pour tous renseignements, s'adresser à SCP ABOURN, FLOUQUET, TRUQUET, avocats à EVRY - Tél. : 60-79-33-45

SERVICE DES DOMAINES
Adjudication le JEUDI 27 AVRIL 1989, à 14 heures, à BOBIGNY, Préfecture
EPINAY, 31, avenue Gallieni
MAISON DE MAÎTRE
à deux pas de la rue d'Epigny, sur 445 m² de terrain clos de murs, élevée sur sous-sol aménagé.
Bour-de-chaussée : vaste salon, salle à manger 40 m², bibliothèque, cuisines, w.c.
2^e étage : 12 chambres dont une avec salle d'eau, w.c.
TOUT CONFORT - Garage
MISE A PRIX : 1 200 000 F
Cautionnement pour enchérir : 5 % de la mise à prix, par chèque certifié à l'ordre du Trésor public.
RENSEIGNEMENTS : tél. 40-36-00-12, poste 216 ou 217.
DETAIL DE CETTE VENTE : BULLETIN DES DOMAINES, abonnement 130 F par an. Entrée SCP, 17, rue de la Seine, 75436 PARIS CEDEX 09, ou tél. 42-66-93-46, poste 204.

Vente au Palais de justice de NANTERRE, le JEUDI 27 AVRIL 1989, à 14 heures
EN UN SEUL LOT
UN APPARTEMENT DE 5 PIÈCES
au 2^e étage
UN APPARTEMENT d'une pièce au rez-de-ch.
et une cave (occupée par les sautes) dans un em. immob. sis à
PUTEUX (Hauts-de-Seine)
8 à 14, rue des Pavillons
MISE A PRIX : 700 000 F
S'adresser à M. Alain PRICAUD, avocat au barreau des Hauts-de-Seine
2, bd Saint-Denis, 92400 COURBEVOIE - Tél. : 47-88-26-92
Visite le vendredi 21 avril 1989, de 14 heures à 15 heures

Vente au Palais de justice de PARIS, le jeudi 20 avril 1989, à 14 h 30
En 3 lots
à MONTLUÇON (Allier)
UNE BOUTIQUE avec réserves au sous-sol
49-51, rue du Faubourg-Saint-Pierre
LIBRE - Mise à prix : 200 000 F
UN IMMEUBLE à usage commercial et industriel
1, rue Saint-Jean, LOUË - Mise à prix : 100 000 F
Quartier NERDRE, Terrasses de Saint-Jean
TROIS MAISONS inachevées - LIBRES
Mise à prix : 200 000 F chacune
S'adresser à M. Yves TOURAILLÉ, avocat à PARIS (9^e), 48, rue de Clichy - 48-74-45-85
M. BELLISSANT, mandataire à PARIS, 144, rue de Rivoli

Vente sur saisie, Palais de justice de Paris, jeudi 20 avril 1989, à 14 heures
APPARTEMENT à PARIS (17^e)
avec POIX et bois, pers. guich. - 1519, RUE DE LA DUCHE
escalier 15, 2^e étage, porte guich. 5 pièces principales avec balcon
M. à P. : 250 000 F
S'adresser à M. R. BOISSE, avocat - Tél. : 43-29-48-53, 9, bd Saint-Germain, à Paris (5^e).

Vente au Palais de justice de MEAUX, le jeudi 30 avril 1989, à 10 heures
MAISON D'HABITATION à NANTOUILLET (Seine-et-Marne), 8, place du Château
Dépendances, cour et jardin, le tout d'une contenance de 371 m²
MISE A PRIX : 341 000 F, outre les charges
S'adresser pour les renseignements à : SCP TOURAULT DUREUX PERRET
société d'avocats à MEAUX - Tél. : 64-33-27-25

Vente sur saisie immobilière, au Palais de justice de PARIS le jeudi 20 avril 1989, à 14 heures
LOCAL COMMERCIAL à PARIS (10^e)
83, rue du Faubourg-Saint-Denis
Mise à prix : 300 000 F
S'adresser pour renseignements à la SCP ELIAH-STIERRE, avocats, 13, rue Duphot, 75001 PARIS
Tél. : 42-60-39-13 - Visites sur place le lundi 17 avril 1989, de 14 h 30 à 15 h 30.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de justice à NANTERRE le JEUDI 20 AVRIL 1989, à 14 heures
UN LOGEMENT de 2 P.P. à CLICHY-LA GARENNE (92), 4, rue Georges-Boissac, au rez-de-chaussée (47 m² env.) - CAVE
M. à P. : 145 000 F
S'adresser à M. DENNEY-HALPHEN, avocat, 12, rue de Paris, à BOULOGNE (92) - 46-60-36-44; M. BOUDRIOT et VIDAL DE VERMOREL, avocats à PARIS (8^e), 55, bd Malesherbes, tél. : 45-22-04-36; 18 avocats près TOI NANTERRE; sur place pour visiter, le 18 avril 1989, de 9 h 30 à 10 h 30.

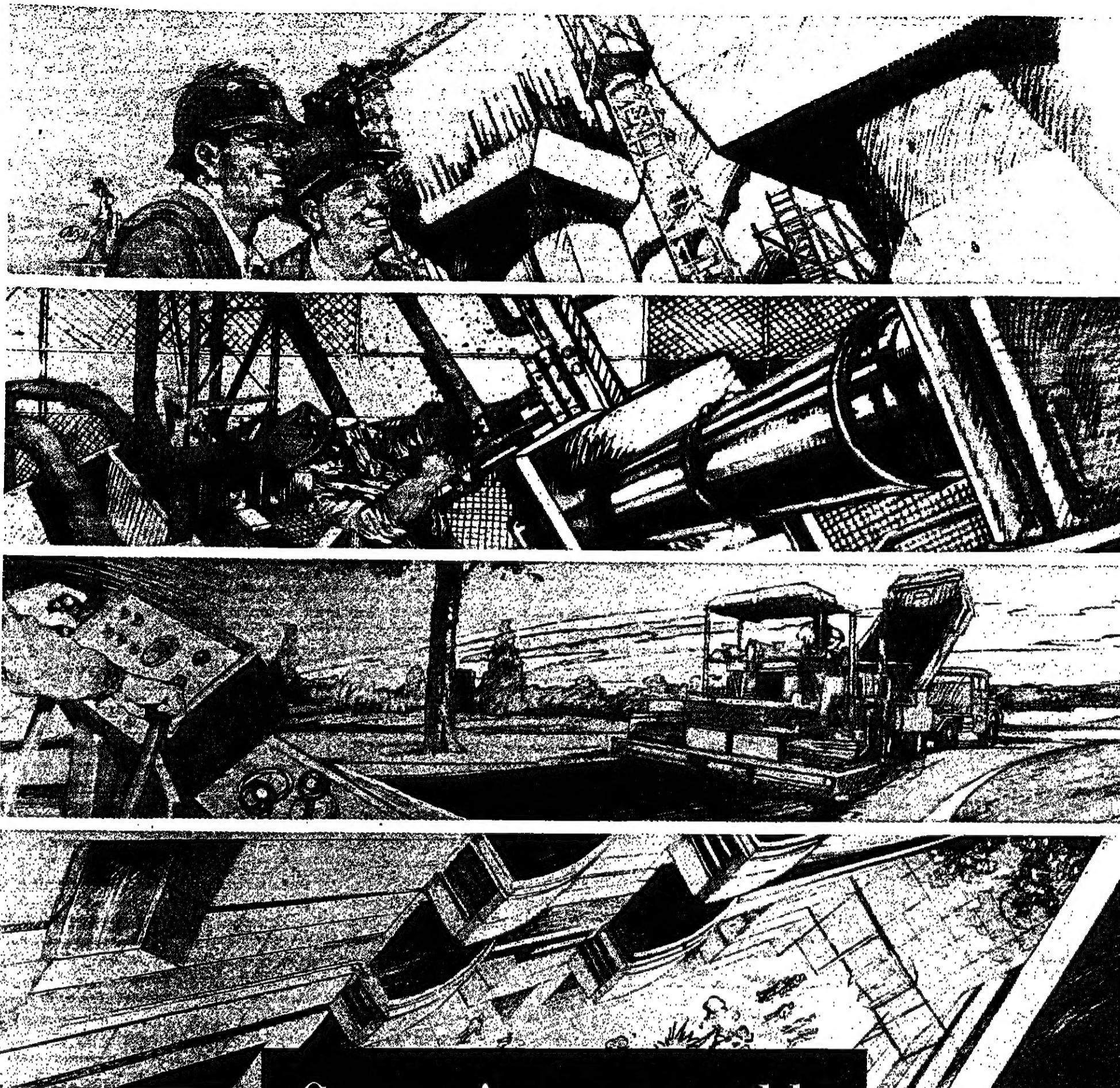
Cabinet de M. Jean-Claude BRENIER, avocat au barreau d'EVRY le MARDI 25 AVRIL 1989, à 14 heures
APPARTEMENT à CHILLY-MAZARIN (91)
au 1^{er} étage du bêt. D : entrée, 2 pièces, cuisine, salle de bains, w.c., rangement, dégagement
CAVE - PARKING EN SOUS-SOL
MISE A PRIX : 50 000 F
VISITE : jeudi 13 avril 1989, de 9 heures à 10 heures
Pour tous renseignements, s'adresser : au greffe du Tribunal de grande instance d'Evry, où le cahier des charges est déposé; auprès de tous avocats du barreau d'Evry.

Vente au Palais de justice de PARIS, le jeudi 20 avril 1989, à 14 h 30
UNE PROPRIÉTÉ DE 13 hectares
comportant bâtiments à usage de colonies de vacances
à SAINT-VICTOR-DE-MONTVIANEIX (Puy-de-Dôme)
LIBRE - Mise à prix : 300 000 F
M. Yves TOURAILLÉ, avocat à PARIS (9^e), 48, rue de Clichy - 48-74-45-85
M. Alain PRICAUD, avocat à PARIS (14^e), rue de Rivoli
Visites : M. M. SERRIER pour r.a. 73-94-32-16

Vente sur saisie immobilière, au Palais de justice de PARIS le JEUDI 20 AVRIL 1989, à 14 h 30
GRAND LOCAL AMÉNAGÉ
salle de bains, w.c. et 5 pièces
PARIS (9^e)
16, rue de La Tournelle
MISE A PRIX : 250 000 F
S'adresser à M. Gilbert FAVIE, avocat à PARIS (6^e)
30-32, rue de Fleury, tél. : 45-44-75-10
Sur les lieux ou une visite sera organisée.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de justice de VERSAILLES (Yvelines) 3, place André-Mignot, le mercredi 19 avril 1989, à 9 h 30
En un seul lot
PROPRIÉTÉ à usage d'HABITATION
LA CELLE-SAINT-CLOUD (Yvelines)
31, avenue de Croissy
Celle dont l'affectation semble avoir été modifiée selon PV de description de M. HERRIN, ministre, qui précise que les locaux ont été partiellement aménagés en commerces, locaux commerciaux étant fermés, cadastrés section AL n° 153 et 152 pour 7 a 7 c a
Mise à prix : 650 000 F
Cabinet de M. Xavier SALON, avocat, 19, rue Sainte-Sophie, 78000 VERSAILLES
Tél. : 39-30-01-29

Jeudi 20 avril 1989



Construisons ensemble le monde de demain

Le Groupe SGE est l'un des premiers acteurs de la construction. Avec une activité de plus de 33 milliards de francs, il est présent à l'échelle mondiale et internationale, sur tous les continents, réalisant des grands ouvrages, travaux routiers, immobiliers. Le Groupe SGE rassemble plus de 250 filiales, dont les SOGEA, Campon Bernard, Freyssinet International, Sabia, Entreprises Saurin-Duval, INEE, Warner, Loti, G + H Montage en RFA, Cachery-Bouquin Chausse et Viabilité. Le Groupe SGE construit, dirige et équipe des services aux collectivités locales. Il est le partenaire privilégié des grands projets d'infrastructure en France et dans 50 pays. Il est présent de la planification à la construction, l'ingénierie financière et financière, la conception technique, la construction, l'entretien, les travaux industriels et secondaires de plomberie, isolation et climatisation, gestion de services urbains. Au total, plus de 63 000 personnes qui partagent une même passion pour le service client, la qualité et le respect des délais. Sans cesse, le Groupe SGE innove un monde de techniques en proposant produits, procédés et services nouveaux. Ses hommes, dont le savoir-faire a été acquis durant les quarante dernières années, sont engagés dans la compétition européenne internationale. Des professionnels qui ont la réputation de réaliser tous vos projets, petits et grands, et qui sont prêts à relever tous les défis pour construire avec vous le monde de demain.



LA FORCE D'ENTREPRENDRE

Afrique

L'islam en fièvre (V)

Maghreb : de la clandestinité au légalisme

En Tunisie, le « pays ami » vanté en France par son office du tourisme pour sa tolérance et sa douceur de vivre, il s'est trouvé quelques imams pour approuver, dans leur préche du vendredi, l'appel au meurtre iranien contre Salman Rushdie. Mais, dans l'ensemble, la mouvance islamique a eu une attitude analogue à celle du président Ben Ali, qui, tout en dénonçant « l'acharnement gratuit à l'égard de l'islam », juge « inacceptable » le comportement des ayatollahs.

Deux dirigeants du Parti de la renaissance, l'ancien Mouvement de la tendance islamique (MTI), ont condamné l'auteur des *Versets sataniques*, l'un, M. Abdelfatah Mourou, en termes mesurés, l'autre, M. Rachid Ghannouchi, de façon véhémente, mais aucun n'a demandé la mort pour l'« apostat ». Cette attitude de leur formation, la plus connue au Maghreb, reflète la tendance majoritaire des islamistes nord-africains : tenir un discours acceptable par le pouvoir en place, rassurer la partie de la population qui est sensible à la parole religieuse mais qui redoute le radicalisme.

Avant de changer de nom pour obtenir sa légalisation — parce que la Constitution interdit notamment aux partis de se référer à une religion — le Mouvement de la tendance islamique avait déjà endossé la couleur « islamisme », mouvement d'inspiration religieuse, comporte un projet global de transformation de la société, voire la conquête du pouvoir, mais ne se reconnaît pas nécessairement dans le fondamentalisme prônant un retour à l'écriture considérée comme seul fondement de l'action,

et encore moins dans l'intégrisme, dont l'interprétation des textes sacrés est la plus littérale, la plus réactionnaire.

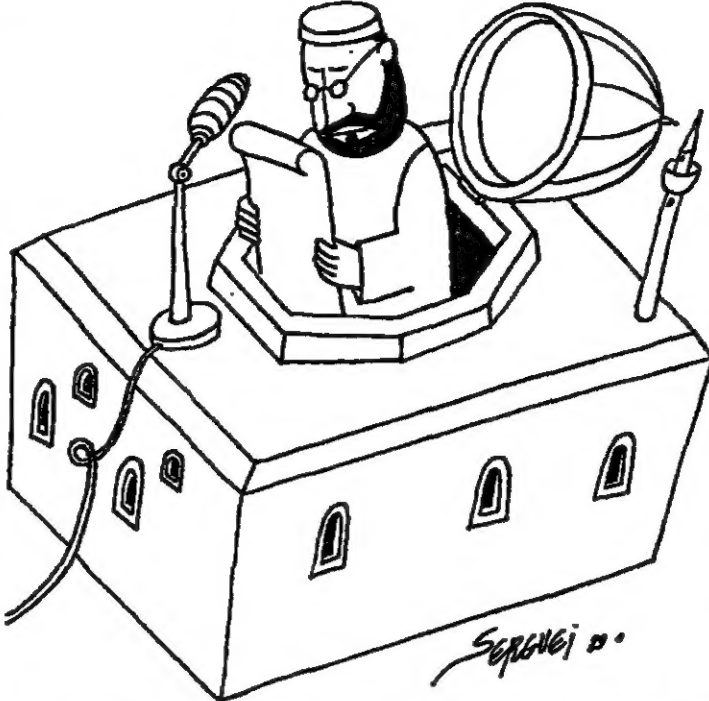
Dans son passé de militant clandestin, M. Ghannouchi a sans doute été le représentant des Frères musulmans en Tunisie, mais continuer à lui coller cette étiquette est aussi abusif que l'attitude des autorités algériennes, qui désignent naguère les islamistes par les deux lettres « FM », ce qui évoquait d'ailleurs l'arme de guerre que la confrérie néo en Egypte. Des militants du MTI ont peut-être trempé dans un complot militaire qui visait à renverser l'ex-président Bourguiba par la force, mais M. Ghannouchi assure ne pas se reconnaître dans ces hommes-là.

Au demeurant, pourquoi recourir à la violence et au terrorisme comme l'ont fait quelques activistes de la constellation intégriste ? Les islamistes sont indirectement à l'origine de la chute du « Combattant suprême » : le général Ben Ali s'est en effet décidé à destituer le chef de l'Etat dès lors que l'entêtement de celui-ci à vouloir faire pendre les chefs du MTI constituait une insupportable menace de guerre civile, tant était visible leur emprise, sur une partie de la population, par les seuls moyens pacifiques.

Aujourd'hui, M. Ghannouchi pense que M. Ben Ali peut « communiquer avec le réveil islamique, le rationaliser et l'intégrer à toutes les forces nationales ». Il ne demande pas explicitement la révision du code du statut personnel, le plus favorable à la femme au Maghreb, adopté sous M. Bourguiba mais garanti par la nouvelle Constitution. Même l'encouragement officiel au contrôle des naissances paraît toléré par la majorité des islamistes tunisiens.

Le rejet de l'obscurantisme est déjà en filigrane dans cet article de M. Ghannouchi publié en 1974 par la revue *Al Maarifa* : « La généralisation de l'enseignement dans le monde islamique a permis à la nouvelle génération de savoir que la force de l'Occident réside dans ses techniques, et que ces dernières sont à la portée de tous les hommes. »

Tout en voulant ramener à l'avant-garde de la modernité, « l'Occident qui



n'est plus cette force géante dominant le monde sans qu'on sache pourquoi », l'« Emir » du MTI sait au besoin reconnaître ses mérites et dialoguer avec lui. Voici quelques mois, il rendit visite au Monde pour remonter le journal d'avoir souligné la faiblesse des charges avancées contre lui et ses amis lors des grands procès organisés par Bourguiba.

Le Parti de la renaissance n'a pas participé en tant que tel aux élec-

tions du 2 avril. Mais ses candidats présentés sur des listes « indépendantes » ont remporté un grand succès (le Monde du 5 avril). Longtemps clandestin, le MTI avait survécu à la répression grâce au cloisonnement de ses cellules militantes. Une fois légalisé, il pourra faire la preuve de son audience, en même temps qu'il aura pris le risque de dévoiler tous ses hommes et tous ses moyens.

Effervescence algérienne

L'évolution vers la stratégie légaliste se dessine aussi en Algérie à la faveur de l'ouverture politique imposée par les événements d'octobre 1988. Jusqu'à cette date, les islamistes s'étaient manifestés par plusieurs grands rassemblements malgré les interdictions et par l'action violente de quelques désemparés. Employant la manière forte pour anéantir leurs commandos, les autorités avaient eu la sagesse de ne pas se montrer trop sévères lors des procès.

En fait, on mesurait l'influence des islamistes au succès de certains prédicateurs et à leur travail d'action sociale — santé, éducation, secours matériels — à l'ombre des minarets. Apparus maintenant au grand jour, ils montrent des visages divers et pas toujours sympathiques.

Ainsi même que la loi sur les partis n'était pas encore adoptée par l'Assemblée nationale, des milliers de personnes ont assisté le vendredi 11 mars, à la mosquée Ibn-Badja de Kouba, dans la banlieue d'Alger, à

la formation du Front islamique du salut, dirigé notamment par Ali Belhadj, un prédicateur turbulent de Bab-el-Oued, et Abbassi Madani, un professeur de sociologie que bien des Algérois considèrent comme un intégriste au plein sens du terme.

Publiée en France par des proches de M. Ben Bella, la *Tribune d'octobre* vient de donner la parole à M. Madani. « C'est l'islam qui nous a libérés de Rome, déclare-t-il, c'est aujourd'hui notre seule boussole pour nous libérer des menées intellectuelles occidentales. [...] Nous ne sommes pas contre le travail de la femme tant que son honneur et sa religion restent saufs. La question n'est pas tant le travail féminin en soi que la situation de la femme au travail. Pourquoi ne pas lui réserver des moyens de transport à part ? [...] La voile est le protecteur de la femme lorsqu'elle se déplace. Il protège sa beauté parce que les attributs féminins sont réservés à son époux. » Au nom de ces principes, les étudiants ont lancé une campagne contre la mixité dans les universités, allant jusqu'à interdire aux filles l'accès du restaurant universitaire d'Annaba.

Une Association algérienne pour l'émancipation de la femme, créée à la faveur de la grande effervescence algérienne, dénonce les comportements qui « entravent la moitié du potentiel humain » du pays. Une « coordination » s'élève contre « les menées des intégristes, qui s'opposent à une société moderne, placent les premiers fruits de la révolution de novembre ». Les barbes, qui ont constitué récemment un

Rassemblement pour la culture et la démocratie (le Monde du 15 février), savent que cet événement a été présenté dans certains médias comme une occasion d'orgies et de libations alcooliques.

Le grief majeur contre les barbes est leur volonté de faire réviser un code de la famille pourtant beaucoup plus rétrograde que le dispositif législatif de la Tunisie. Il n'est pas du tout sûr que le pouvoir soit prêt à les suivre sur ce terrain-là. Tout en condamnant certains excès intégristes, il cherche plutôt à canaliser le courant religieux avec une Ligue de la *da'awa* (appel) islamique créée sous l'égide du cheikh Ahmed Sahnoun.

Celui-ci affiche sa volonté de riposter « aux campagnes d'occidentalisation et de christianisation », ce qui est surprenant dans un pays où tout prosélytisme est interdit aux catholiques et aux protestants étrangers, mais il passe pour plus pragmatique que d'autres islamistes avec lesquels il a été reçu par le président Chadli le 10 octobre 1988.

Dernier-né, un Mouvement populaire pour le renouveau algérien se présente comme un « groupe islamiste modéré », opposé aux « groupillons de l'intolérance » et aux « nouveaux inquisiteurs et Ku Klux Klan islamistes de façade ». Si les autorités ne parviennent pas à nouer un courant islamiste dominant, leur intérêt sera de laisser rivaliser entre elles les différentes tendances qui profitent du débat permanent ouvert depuis peu en Algérie.

Spécificité marocaine

Finalement, le Maroc, seul pays converti au multipartisme depuis plusieurs années, est aussi le seul où les formations islamistes n'ont pas pignon sur rue. Différents groupements se sont signalés lors de manifestations : des extrémistes, peut-être manipulés, ont assassiné en 1975 Omar Benjelloun, rédacteur en chef d'un journal de gauche ; mais aucune grande figure n'émerge à l'exception d'Abdellah Yassine, sorti de prison en 1986, six ans après avoir envoyé une lettre fort impertinente au roi : « Quelle que soit ta réponse, mon cher roi, je ne pourrai pas te laisser la parole de vérité et de justice que je proclame. »

Commandeur des croyants, Hassan II a réussi le tour de force de couper l'herbe sous le pied des intégristes tout en menant la politique la plus hardie en matière d'ouverture sur l'extérieur. Il a imposé la prière dans les écoles, il annonce ses grandes décisions après avoir consulté un Haut Conseil des ulémas, mais il est aussi celui qui, en août 1985 à Casablanca, a organisé un accueil populaire pour le pape Jean-Paul II, son « très saint et illustre ami ».

En raison de nombreux abus — sanctionnés, assurent les autorités,

— la collecte pour la construction de la grande mosquée de Casablanca a été plutôt contre-productive, mais, en soi, l'idée d'associer tout le pays à l'entreprise était bonne, dans la mesure où elle prenait de court certains activistes sur leur propre terrain. Il y a eu de la rumeur et de la grogne chez des souscripteurs récalcitrants, mais, pour autant qu'on sache, les islamistes n'ont pas osé exploiter la situation.

L'apparition d'un ou de plusieurs partis d'inspiration religieuse en Algérie et en Tunisie donnera-t-elle des idées aux Marocains ? M. Ghannouchi nous a assuré qu'à l'époque de la clandestinité il n'avait pas de contacts avec les « frères » des pays voisins. Aujourd'hui, les régimes en place exaltent la construction d'un Maghreb uni, et les partis traditionnels dialoguent par-delà les frontières. Il serait étonnant que cela ne serve pas d'exemple aux islamistes qui choisissent l'action politique au grand jour. Mais une telle concertation, de nature à mieux faire prendre la mesure de leur importance, pourrait bien effrayer d'autres Maghrébins, toujours très méfiants malgré l'entreprise de séduction menée notamment en Tunisie.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

LE MONDE diplomatique

Avril 1989

L'HEURE DE L'AUDACE AU PROCHE-ORIENT

L'Initiative dure depuis dix-sept mois dans les territoires occupés, où la répression a déjà causé plus de 400 morts et quelque 20 000 blessés. Après les initiatives diplomatiques de l'OLP — proclamation d'un Etat palestinien, reconnaissance d'Israël, — toute la scène politique se réorganise au Proche-Orient. L'Egypte retrouve son influence régionale, l'URSS renoue les contacts avec Israël, et les Etats-Unis dialoguent directement avec l'OLP.

Amnon Kapeliovitch, Samir Kassir et Mohamed Sid-Ahmed expliquent pourquoi l'heure est à l'audace : pourquoi l'intransigeance de M. Shamir et les archaïsmes du conflit libanais restent les principaux obstacles à la paix.

Egalement au sommaire :

- SOCIÉTÉ : Intolérance et droits de l'homme, par Didier Foucault, Sakya Daoud, Mustapha Chérif et Stanislas Maillard.
- ETATS-UNIS : Le « complexe militaro-commercial », par David C. Morrison.
- CUBA : Divergences entre Moscou et La Havane, par Alain Gresh et Françoise Barthélémy.
- ITALIE : La Mafia relève la tête, par Claude Mignot.
- TEMOIGNAGE : Dans une prison péruvienne...

En vente chez votre marchand de journaux

(Publicité)

PARIS

A été créé en date du 31 mars 1989

LE COMITÉ POUR LA SAUVEGARDE DU LIBAN qui a pour objectifs :

- 1 — Le soutien du gouvernement libanais.
- 2 — L'arrêt des bombardements contre la population civile au Liban.
- 3 — Le retrait de toutes les troupes non libanaises du Liban, autres que la Force intérimaire des Nations unies.

Ce comité a pour activité immédiate d'informer les amis du Liban et défenseurs des droits de l'homme en France et en Europe du problème libanais.

LE COMITÉ POUR LA SAUVEGARDE DU LIBAN

B.P. 166 75263 Paris Cedex 06
C.C.P. n° 20.383 31 H Paris

Minitel 3615
code RJLIBAN

Libye : Kadhafi, l'« hérétique »

Pas plus en religion qu'en politique, le colonel Kadhafi ne peut se résoudre à la norme, se soumettre aux règles communément admises.

Musulman convaincu, le chef de la révolution libyenne n'en est pas moins la « bête noire » de l'établissement religieux de son pays, qu'il a refusé à s'aligner à la fin des années 70 et auquel l'opposant, depuis, d'incessantes joutes. Cette petite guerre, à l'occasion, débordait du strict débat théologique pour dégénérer en affrontement direct, au meurtre de partisans du régime, à l'arrestation, voire à l'exécution, d'islamistes, au contrôle strict et même à la fermeture de mosquées ou d'instituts islamiques.

Au cœur de la discorde, dont les organes de presse officielle se sont faits — et continuent de se faire — largement l'écho, une « hérésie » du colonel : son rejet de la Sunna, la Tradition, c'est-à-dire le récit des faits et gestes ainsi que des paroles du Prophète, qui constitue l'une des deux sources — avec le Coran — de la loi islamique.

Un nouveau calendrier

L'interprétation très souple et toute personnelle de la religion à laquelle se livre ainsi Mouammar Kadhafi dans son célèbre « Livre vert » a amené les islamistes à juger ce recueil contraire à la charia (la loi islamique) et à la comparer à « une pestilence » vaine à l'extérieur, rouge à l'intérieur. C'est une accusation dont se défend le colonel. A ses yeux, l'authenticité de la Sunna est simplement trop incertaine pour qu'on lui accorde foi aveuglément. Et celui qui, ayant mené une révolution « progressiste », ne cache pas ses ambitions « nationaliste » panarabes (ne se considère-t-il pas comme l'héritier de Nasser ?) s'est fait un plaisir de secouer la tradition pour imposer ses vues.

D'abord l'islam, tout en étant religion officielle, ne doit pas, selon le colonel, s'ingérer dans

les affaires de l'Etat. Ensuite, l'islam doit s'adapter à l'époque. Ainsi Kadhafi s'en prend, dans le droit fil des Jeunes-Turcs, à quelques « tabous » bien ancrés dans les sociétés islamiques, comme ceux ayant trait au statut des femmes. Il ne se contente pas de jeter leur voile aux orbes et de les sortir de leur « esclavage », mais, suprême provocation, il va jusqu'à les enrôler dans sa garde personnelle et poser complaisamment pour les photographes, entouré de ses fameuses « amazones ».

Le calendrier lui-même n'a pas résisté à la fougue du « guide » : la Libye a le sien propre, seul pays arabe à ne pas le faire débiter avec l'Hégire (le départ de Mahomet de La Mecque pour Médine, que la tradition situe en 622 de l'ère chrétienne) mais avec le mort du Prophète, en 632. Explication : le colonel considère cette dernière date comme sûre, tandis que celle de l'Hégire l'est beaucoup moins.

Cette série de coups de poignet dans la tradition ne pouvait qu'indisposer les docteurs de la loi. Après la lune de miel qui avait marqué les débuts de la révolution, ils n'ont plus caché leur mécontentement. Une sorte de compétition s'est alors engagée — souvent âpre, quelquefois sanglante. Il y a deux mois encore, l'organe des comités révolutionnaires — les *pillars* du régime — mettait en garde la jeunesse libyenne contre les tentatives de minime des religieux sur elle, l'avertissant de ne pas succomber au charme de certains prêches.

Cette « course » engagée avec les islamistes, dans laquelle Kadhafi s'est souvent ingéniéré à afficher une attitude provocatrice, prenant des risques certains pour ne pas laisser le champ libre à ses adversaires, n'est pas sans danger pour le colonel. Nul doute que l'islamisme peut représenter aujourd'hui, à côté des difficultés économiques que traverse la Libye, l'un des principaux motifs d'inquiétude du « guide ».

YVES HELLER.

BIBLIOGRAPHIE

Les déçus de l'indépendance

Le ministère français des affaires étrangères a bien fait d'apporter son concours à la publication de cet ouvrage. Comme le constate son auteur, attaché à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman d'Alger-Provence, les Occidentaux, pour s'informer sur le phénomène islamiste, s'en remettent trop souvent à « ceux dont il menace les convictions et, parfois, le statut » : les responsables politiques issus des indépendances et les grandes bourgeoisies nationales, tous ceux qui « paradoxe de l'histoire, ont pour mieux combattre l'incursion du nationalisme, adopté à l'heure des nationalismes une partie de nos références, latentes notamment, et se l'entendent aujourd'hui reprocher par leurs propres fils ».

Pour François Burgat, le regain de l'islamisme au Maghreb s'explique grandement par les déceptions enregistrées après les indépendances. Après l'exaltation nationaliste, puis l'illusion socialiste, il constitue le « troisième étage de la fusée de la décolonisation », et l'on n'a pas fini d'en mesurer la poussée.

Achévé en 1988, ce livre ne prend que partiellement en compte les récents événements d'Algérie et de Tunisie. Son objet est d'ailleurs un examen en profondeur, au-delà des péripéties. On y trouve de précieuses biographies des principaux chefs de

l'islamisme maghrébin et la transcription de leur fort instructives conversations avec l'auteur.

Sans occulter l'action des extrémistes, François Burgat refuse l'attitude consistant à « ne voir dans l'islamisme que la toute dernière des pathologies du tiers monde ». « Rien ne permet d'affirmer aujourd'hui que cette nouvelle voix du Sud apportera des réponses moins adaptées que ne l'ont été en leur temps celles des acteurs aujourd'hui faigués de la grande époque nationaliste », conclut-il. Il reste à souhaiter que les islamistes manifestent à l'égard de l'Occident un souci de connaissance et de compréhension égal à celui dont un tel livre donne l'exemple.

J. de L.G.

* L'islamisme au Maghreb, de François Burgat, éditions Karthala, 310 p., 110 F.

Demain

Sahel : tentations intégristes

— Dans la série « L'islam en fièvre », le Monde a publié : I. — Allah contre Satan (4 avril) ; II. — Egypte, Soudan, Arabie saoudite, Bahreïn (5 avril) ; III. — Irak, Syrie, Oman (6 avril) ; IV. — Israël et les territoires occupés (7 avril).

Je m'inscris

Afrique

ALGÉRIE : la mise en place des réformes politiques

L'Assemblée populaire supprime la Cour de sûreté de l'Etat

ALGER
de notre correspondant

L'Assemblée populaire nationale (APN), la Chambre des députés, siège à nouveau, depuis lundi 3 avril, pour sa session ordinaire de printemps. Deux lois ont été adoptées au cours de la première séance plénière. Les députés, tous issus du FLN, ont voté la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat et l'abrogation de la loi de répression de la déviation. « Il était tout à fait naturel que pareille juridiction d'exception soit écartée de notre droit », a indiqué le ministre de la justice, M. Benflis, dans une déclaration à la chaîne-3, radio algérienne d'expression française, précisant que dorénavant « nous revenons aux juridictions ordinaires devant lesquelles toutes les voies de recours ou de la défense sont garanties ».

Comme la suppression de la Cour de sûreté, le ministre a estimé que l'abrogation de la loi de répression de la déviation « renforce l'Etat de droit ». M. Benflis a également annoncé qu'en usant du pouvoir que lui confère le code de la rééducation de 1972, il avait décidé « dans le cadre de libérations conditionnelles de remettre en liberté l'immense majorité des détenus, au cours des deux mois écoulés ». Il ne reste que « quatre ou cinq cas de rélégués dont les affaires sont pendantes devant la Cour suprême », a expliqué le ministre de la justice, en affirmant que « ceux-là seront automatiquement élargis dès l'abrogation de la loi ».

L'APN siège traditionnellement en deux sessions de trois mois, au printemps et à l'automne. Entre les deux réunions du Parlement, le président de la République était auparavant habilité à légiférer par ordonnance. La nouvelle Constitution adoptée par le peuple algérien lors du référendum du 23 février dernier garantissant la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, n'accorde plus cette latitude au chef de l'Etat.

Le très officiel quotidien en langue française *El Moudjahid*, en annonçant l'ouverture de la session parlementaire de printemps, distingue les projets de loi inscrits à l'ordre du jour de ceux qui sont programmés mais dont les textes n'ont pas encore été déposés. Les députés

se prononcèrent sur les premiers avant le début du mois sacré de ramadan — qui commence vraisemblablement vendredi 8 avril — et sur les seconds après la fin du carême, c'est-à-dire, dans le meilleur des cas, en mai.

Ce retard est à l'origine de nombreuses interrogations au sein de la population qui y voit « de grandes manœuvres ». Les uns pensent que le « cercle présidentiel », promoteur de toutes les réformes, est en train de temporiser pour que ces lois indispensables soient votées le plus tard possible afin d'empêcher la création de partis politiques et la présentation de candidats aux élections locales qui auront lieu à la fin de l'année.

Les autres, à contrario, estiment que les réticences sont encore vives au sein de ce qui reste de l'appareil du Parti unique et de ses appendices (organisations de masse), et qu'elles freinent l'élan du président et du gouvernement, contraints d'avancer lentement pour être sûrs de faire adopter les projets de loi tels qu'ils les ont conçus.

« Gare à la colère de l'UGTA »

La session extraordinaire du comité central du FLN qui s'est ouverte il y a dix jours continue ses travaux. Les secrétaires exécutifs du CC ont rencontré les membres du gouvernement. Il fut longuement question des problèmes sociaux à l'intérieur du pays et de l'attitude de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), le syndicat unique sous tutelle directe du FLN, farouchement opposé à toute idée de pluralisme syndical.

Le secrétaire national chargé de l'information de l'UGTA, M. Mohamed Lakhdar Lakhdar, dans un article publié par *El Moudjahid* conseillait à ceux qui prônent le multipartisme et le pluralisme syndical d'entreprendre « un voyage dans la galaxie pour recueillir des syndiqués. Car les travailleurs algériens n'accepteront jamais de brader l'histoire de leur organisation syndicale et de rompre le serment qui les lie à leurs martyrs », et concluait sur un ton plutôt vindicatif : « Gare à la colère de l'UGTA ! ».

FREDERIC FRITSCHER.

NAMIBIE : violentes escarmouches dans le Nord

Washington organise un pont aérien pour acheminer les « casques bleus »

Les Nations unies ont accepté l'offre de Washington d'assurer le transport, par pont aérien, des « casques bleus » finlandais. Ce bataillon d'infanterie, équipé de matériels lourds, deviendra le premier des trois bataillons du Groupe d'assistance des Nations unies pour la période de transition (GANUPT) à devenir opérationnel. De leur côté, les chefs d'Etat des pays de la ligne de front (1), réunis jeudi 6 avril, à Luanda, ont demandé au secrétaire général de l'ONU d'envoyer six bataillons de « casques bleus » afin de renforcer le GANUPT.

Le bureau de coordination des pays non alignés a violemment critiqué, dans un communiqué, les dirigeants de l'ONU, se déclarant scandalisés d'avoir appris que le GANUPT n'était pas du tout prêt à assumer ses opérations à compter du 1^{er} avril. Avoir maintenu cette date alors qu'elle ne pouvait pas être respectée a été, selon lui, « un acte d'irresponsabilité et de naïveté ». Quant aux Douze de la CEE, ils ont exprimé, dans un communiqué, leur « profonde préoccupation » après « les événements en Namibie » qui constituent, selon eux, une « violation » des résolutions des Nations unies. Ils ont renouvelé leur appui « inconditionnel » au secrétaire général de l'ONU.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

A l'occasion de sa rentrée au Parlement, le chef de l'Etat sud-africain a évoqué la situation en Namibie, estimant qu'« il n'y a aucun doute que la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) est fautive ». « Craignant, a-t-il ajouté, de participer à une procédure démocratique et de faire campagne de façon démocratique, la SWAPO a choisi de se comporter comme une puissante organisation d'intimidation... Elle a fait un mauvais calcul ».

Pour M. Pieter Botha, la direction du mouvement indépendantiste « devra être tenue pour responsable du carnage. Elle devra expliquer pourquoi elle a bafoué l'autorité du Conseil de sécurité des Nations unies ». En conclusion, le chef de l'Etat a fait remarquer que « si une des parties est maintenant autorisée à violer ses obligations, le processus tout entier d'indépendance de la Namibie s'écroulera », notant au passage que l'Afrique du Sud avait, pour sa part, « scrupuleusement honoré ses engagements ».

Réunion d'urgence de la commission conjointe

Le président Botha a annoncé que l'Afrique du Sud avait demandé une réunion d'urgence de la commission conjointe prévue par le protocole de Brazzaville. Celle-ci, composée de Sud-Africains, de Cubains, d'Angolais ainsi que d'observateurs soviétiques et américains doit se réunir, samedi 8 avril à Windhoek. M. P. Botha, ministre des affaires étrangères, s'est déclaré confiant dans la possibilité de trouver une solution.

M. B. R.

(1) Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

RFA

Hésitation à Bonn devant la grève de la faim des détenus de la Fraction armée rouge

BONN
de notre correspondant.

L'attitude à adopter vis-à-vis des terroristes de la Fraction armée rouge (RAF) actuellement en prison et qui réclament leur regroupement dans une prison, une fois de plus, la classe politique ouest-allemande.

Vingt et un des quarante-neuf militants de la RAF incarcérés dans dix Länder différents ont entamé une grève de la faim pour faire entendre leurs revendications. D'autres menacent de suivre. Deux d'entre eux, Karl Heinz Dellwo et Christa Eckes, qui refusent de s'aligner depuis le 1^{er} février, seraient dans un état critique. Les informations sur l'état de santé des prisonniers sont parfois controversées. Tandis que, selon certaines sources, Karl Heinz Dellwo serait déjà au lit, d'autres, comme Christa Eckes, poursuivraient des activités « normales », recevant même des visites.

Les sympathisants des terroristes multiplient les déclarations à la presse, distribuant des lettres rédigées par les prisonniers dans lesquelles ces derniers se plaignent des conditions de détention : isolement total et brimades quotidiennes sont évoqués dans ces messages. Dans la nuit du mercredi 5 au jeudi 6 avril, des partisans de la RAF ont saccagé les locaux du parquet de la ville de Göttinger ainsi que ceux de l'Union chrétienne-démocrate.

Tandis que M. Kohl déclare que « l'Etat ne doit pas céder au chantage », d'autres se demandent, dans l'entourage du chancelier, s'il ne serait pas plus habile d'accéder au désir des militants de la RAF, ne serait-ce que pour éviter une vague de violences et pour ne pas ériger en martyrs les terroristes qui succomberaient à leur refus de s'alimenter. Personne n'a oublié en Allemagne la mort de Holger Meins, décédé dans sa cellule en 1974 après cinquante-huit jours de jeûne. Vingt-huit heures après sa disparition, le président de la cour d'appel de Berlin, Günter von Drenkmann, était assassiné.

Chargé de la médiation entre les grévistes de la faim et l'Etat, M. Klaus Kinkel, secrétaire d'Etat au ministère de la justice, a rencontré Brigitte Mohaupt, condamnée à la prison à perpétuité. L'entretien, qui a duré deux heures, n'a pas réussi à débloquer la situation.

L'ancien chancelier Helmut Schmidt (social-démocrate) — sous le gouvernement de chancelier — a été commis la plupart des attentats de la RAF — a lancé un appel au gouvernement suggérant à M. Kohl de prendre conseil auprès de tous les partis pour tenter de débloquer la situation. — (Interim.)

CHYPRE

Impasse dans les négociations intercommunautaires

Le président de Chypre, M. George Vassiliou, et le leader chypriote turc, M. Rauf Denktaş, sont tombés d'accord jeudi 6 avril, à New-York, pour préparer d'ici au mois de juin une conférence de règlement du conflit intercommunautaire et présenter cette ébauche au secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar.

Les deux dirigeants ont pris cette décision au cours d'un bref sommet marqué par un déjeuner de travail et une réunion avec M. Perez de Cuellar. Dans les milieux diplomatiques, on estime que ce maigre résultat camoufle en fait l'échec des pourparlers intercommunautaires menés depuis sept mois à Nicosie. En effet, ce sommet chypriote, sous l'égide du secrétaire général de l'ONU, devait durer deux jours, mais les discussions ont été rapidement écourtées.

A l'issue de la réunion, M. George Vassiliou a de nouveau affirmé qu'il était possible de parvenir à un accord global avec « de la violence politique » et qu'il était personnellement favorable à la tenue d'une conférence internationale sur Chypre. Dans sa conférence de presse, M. Denktaş s'est contenté de paraphraser les termes du communiqué final. Selon des sources informées, les divergences de vues entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs restent profondes, et l'on voit mal comment les deux parties pourraient trouver un terrain d'entente d'ici au mois de juin. — (AFP.)

● GRÈCE : trois cent mille fonctionnaires en grève. — La Fédération des fonctionnaires (ADEDY), forte de trois cent mille adhérents, a appelé à une grève, jeudi 6 et vendredi 7 avril, pour protester contre le refus du gouvernement de satisfaire ses revendications, notamment salariales. Ce mouvement touche le trafic aérien, les ports, les douanes, les ministères, les hôpitaux publics, les bureaux d'impôts et l'enseignement public.

Europe

POLOGNE : Après la signature de l'accord avec le pouvoir

M. Walesa multiplie les appels à l'aide économique

Au lendemain de la signature, à Varsovie, de l'accord final de la table ronde, prévoyant la légalisation de Solidarité et l'entrée de l'opposition au Parlement, l'administration Bush a fait savoir le jeudi 6 avril, qu'elle préparait un ensemble de mesures destinées à encourager les autorités polonaises à mettre en œuvre les réformes démocratiques. De leur côté, M. François Mitterrand et le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl ont déclaré vouloir « contribuer au processus en cours » en Pologne en « renforçant la coopération bilatérale et en déployant des efforts concertés au niveau international ». Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, est attendu à Varsovie la mi-avril.

M. Walesa a fait clairement comprendre, au cours d'une conférence de presse tenue jeudi à l'université de Varsovie, que la Pologne comptait maintenant sur l'aide occidentale. « Sans une réduction substantielle du service de la dette, l'économie polonaise n'a aucune chance de tourner à plein régime », a-t-il dit. « Nous allons demander à l'Est et à l'Ouest de nous aider et nous nous efforcerons de démontrer que la Pologne peut être un partenaire sûr ».

Le quotidien du gouvernement soviétique, les *Izvestia*, s'est félicité du « compromis » obtenu en Polo-

gne. M. Lech Walesa a d'ailleurs émis le souhait de se rendre en URSS, « non pas pour irriter, faire de l'agitation ou perturber la perestroïka, mais pour y trouver de la compréhension pour les réformes en Pologne. J'aimerais visiter ce beau pays, y apprendre quelque chose, parler aux gens ». A-t-il dit, avant d'ajouter devant un parterre de journalistes hilares : « Et puis, bien sûr, j'aimerais en revenir ». Selon son entourage, une visite du président de Solidarité à Moscou n'est pas encore organisée, car il reste notamment à déterminer quelle organisation l'inviterait. En attendant, M. Walesa a l'intention de voyager en Occident, en Italie pour quatre jours à partir du 19 avril, à Strasbourg le 10 mai, invité par le Parlement européen, puis aux Etats-Unis.

« Je traverserai l'Europe et je supplierai l'Europe et le monde d'aider la Pologne à les rattraper » économiquement, a-t-il dit.

Selon le gouvernement polonais, le syndicat Solidarité devrait être formellement légalisé le 15 avril, et Solidarité-Rural, le 20. Les responsables de Solidarité ont cependant eu à cœur, jeudi, de ne pas crier victoire après la signature de l'accord avec le pouvoir. Pour M. Bronislaw Geremek, conseiller de M. Walesa, « il ne faut pas trop exagérer l'importance de cet événement ». « Il faut se rendre compte que le sentiment de lassitude est aujourd'hui prépondérant dans la société polonaise, a-t-il ajouté sur RFI. Ce dont on se rend compte maintenant, c'est de la dimension de la catastrophe économique ».

● URSS : des cendres des victimes de Katyn remises à la Pologne. — Une urne contenant des cendres d'officiers polonais victimes, pendant la deuxième guerre, du massacre de Katyn, près de Smolensk (ouest de Moscou), a été remise mercredi 5 avril à des officiels polonais, au cours d'une « cérémonie funéraire solennelle ». a annoncé l'agence TASS. Achevées en Pologne, ces cendres ont été déposées dans une église de Varsovie avec de la terre rapportée de la forêt de Katyn. — (AFP, Reuters.)

● RDA : les slogans du 1^{er} Mai boudent l'URSS. — Pour la première fois dans l'histoire de la RDA, les slogans et les mots d'ordre pour la fête du 1^{er} Mai annoncés jeudi 6 avril par le comité central du SED (PC est-allemand) ne font plus référence à l'URSS. Encore en 1988, le SED avait consacré deux slogans au Parti communiste de l'URSS et à l'Union soviétique vantant « l'indestructible alliance de lutte entre le SED et le PCUS ». — (AFP.)

AUTORISATION PREFECTORALE (loi du 30.12.1906)

30 AVRIL 1989 FERMETURE DEFINITIVE

DES FOURRURES GEORGE V

40, Av. George V. Paris

ESCOMPTE
de 50% à 85% SUR
TOUS
LES PRIX

SAMEDI 8, DIMANCHE 9, LUNDI 10 AVRIL ET LES JOURS SUIVANTS

MANTEAUX			
VISON dark	24750 ⁰⁰ - 50%	12375 ⁰⁰	CASTOR col Renard 55000 ⁰⁰ - 70% 16500 ⁰⁰
VISON dark Saga	28750 ⁰⁰ - 50%	14375 ⁰⁰	CANADA PUTOIS 38750 ⁰⁰ - 60% 15500 ⁰⁰
VISON Lunaraïne	28750 ⁰⁰ - 50%	14375 ⁰⁰	MARMOTTE 26850 ⁰⁰ - 85% 4000 ⁰⁰
VISON Ko-hi-noor	55000 ⁰⁰ - 75%	13750 ⁰⁰	CASTOR longs poils 24750 ⁰⁰ - 75% 6150 ⁰⁰
VISON fantaisie	65000 ⁰⁰ - 80%	13000 ⁰⁰	RAGONDIN longs poils 9850 ⁰⁰ - 75% 2450 ⁰⁰
VISON (paste) Lunaraïne	55000 ⁰⁰ - 75%	13750 ⁰⁰	CHAT Nankin 7850 ⁰⁰ - 75% 1950 ⁰⁰
COYOTE	33750 ⁰⁰ - 70%	10125 ⁰⁰	ZORINOS 4850 ⁰⁰ - 75% 1200 ⁰⁰

VESTES			
VISON blanc	55000 ⁰⁰ - 75%	13750 ⁰⁰	RENARD Virginie 18750 ⁰⁰ - 80% 3750 ⁰⁰
VISON lustré	35000 ⁰⁰ - 65%	12000 ⁰⁰	CHAT Nankin 9250 ⁰⁰ - 85% 1350 ⁰⁰
COYOTE et Renard	14850 ⁰⁰ - 85%	2200 ⁰⁰	MARMOTTE 14750 ⁰⁰ - 85% 2200 ⁰⁰

<u>Manteaux longs du soir</u>			<u>Haute Fourrure</u>		
VISON blanc	95000 ⁰⁰ - 85%	14250 ⁰⁰	VISON blanc	75000 ⁰⁰ - 65%	26250 ⁰⁰
VISON Lunaraïne	65000 ⁰⁰ - 85%	9750 ⁰⁰	LYNX canadien	95000 ⁰⁰ - 85%	14250 ⁰⁰
VISON Ranch	65000 ⁰⁰ - 80%	13000 ⁰⁰	ZIBELINE russe	31000 ⁰⁰ - 75%	77500 ⁰⁰
RENARD roux/noir	85000 ⁰⁰ - 85%	12750 ⁰⁰	PEKAN	95000 ⁰⁰ - 65%	33250 ⁰⁰
RENARD Magellan	85000 ⁰⁰ - 80%	9000 ⁰⁰	RENARD argenté	95000 ⁰⁰ - 60%	38000 ⁰⁰
Capes Renard bleu	85000 ⁰⁰ - 85%	12750 ⁰⁰	Etoiles Vison blanc	55000 ⁰⁰ - 75%	13750 ⁰⁰

HOUSSE DE PROTECTION POUR TOUT ACHAT

Articles annoncés disponibles jusqu'à épuisement des stocks

à 2 pas des Champs-Élysées...
40, Av. George V.

Asie

JAPON : le scandale Recruit-Cosmos

Arrogance et complaisance du pouvoir

(Suite de la première page.)

Quant à M. Takeshita, il a dû reconnaître que Recruit contribuait à financer son propre clan.

Le Japon traverse une crise de confiance qui se mue en crise politique. Le scandale Recruit lui-même, imbriqué de tractations boursières et de trafic d'influence, en est sans doute plus un détonateur que l'élément central. Les Japonais sont habitués à ce genre d'affaires, qui se répètent comme un rituel depuis trente-quatre ans que le Parti libéral démocrate (PLD) est au pouvoir (neuf sur dix-huit premiers ministres ont été mêlés à des scandales). Certes, il touche cette fois une bureaucratie que l'on croyait intègre, mais s'il indigne davantage une partie de l'opinion, c'est surtout qu'il coïncide avec d'autres facteurs de mécontentement très concrets.

A l'introduction d'une TVA impopulaire conjuguée à une réforme fiscale qui, présentée par ses adversaires comme défavorable aux revenus modestes, aggrave l'amertume déjà engendrée par une plus grande disparité des revenus, s'ajoute une ouverture des marchés agricoles dont la paysannerie ne veut à aucun prix. Le Parti conservateur craint que ce mécontentement ne se fasse sentir aux élections sénatoriales prévues pour l'été.

Le « casse-tête » des conservateurs

Il est fort possible que le PLD perde ces élections. Mais cette défaite sera moins l'expression d'un vote franc pour l'opposition que celle d'un sentiment de frustration. Une partie des électeurs entendent sans doute « sanctionner » le PLD, mais rares sont ceux qui imaginent un autre parti au pouvoir, ou même un gouvernement de coalition. L'ampleur de la défaite sera donc vraisemblablement faible. L'électorat japonais est d'une étonnante stabilité : depuis le début des années 70, il n'y a pas eu de transferts de voix du Parti conservateur à l'opposition (des mouvements s'opèrent en revanche au sein de l'opposition) ; aussi, le nombre des sièges est-il déterminé par le taux d'abstention.

Les dernières consultations (sénatoriales partielles et désignation de deux gouverneurs), marquées par un recul du PLD, n'ont en rien infirmé cette tendance : à Chiba par exemple, si le candidat communiste à l'élection du gouverneur a failli l'emporter, ce n'est pas qu'il a obtenu plus de voix que par le passé, mais parce que le taux d'abstention chez les conservateurs a été plus important. C'est ce qui risque de se produire pour le renouvellement du

Sénat. Hypothèse qui n'entraînera pas un bouleversement du paysage politique : dans le passé, le PLD a déjà perdu la majorité à la Haute Assemblée. Il dut alors grignoter sur ses marges (les indépendants). Cette fois, si c'est nécessaire, il fera appel aux sociaux-démocrates, qui ne modifieront en rien son programme politique.

Ne craignant guère de perdre le pouvoir, le PLD cherche à limiter les dégâts : une défaite au Sénat signifiant le passage des commissions sous le contrôle de l'opposition. Au départ, M. Takeshita pensait faire des élections

doublets, dont les partis centristes (bouddhistes et social-démocrates) ne veulent pas, ou simplement au renouvellement de la Chambre haute.

Crise ? Malaise surtout, qui tient au sentiment diffus d'une paralysie du système politique et à l'absence de solution de rechange : en raison du monopole du pouvoir exercé par les conservateurs depuis la guerre, à l'exception d'un bref cabinet socialiste et de ses propres carences, l'opposition, divisée et gauchiste, n'a jamais fait figure d'alternative. Au demeurant, sa virulence pour dénoncer les indé-

M. Tanaka dans le scandale Lockheed).

Dans les jours qui viennent, les conservateurs devront décider s'ils continuent à protéger M. Nakasone (bloquant sa comparution devant le Parlement) ou s'ils le sacrifient. Non seulement le boycottage de la Diète par l'opposition les contraint à ce choix, mais aussi, et surtout, la crainte que le parquet ne les pousse à vitesse et ne procède à des arrestations.

Un sérieux détonateur

Les pressions en faveur de la démission de M. Takeshita se sont fortement accentuées. Mais il faudra un sérieux détonateur pour qu'elles se traduisent dans les faits. Trois facteurs pourraient obliger M. Takeshita à quitter ses fonctions. Tout d'abord, son implication directe dans le scandale ; ensuite, l'arrestation de M. Nakasone — hypothèse certes extrême mais qui n'est pas à exclure ; troisièmement, une défaite électorale telle que le premier ministre devrait en assumer la responsabilité.

Dans la seconde hypothèse, selon le scénario envisagé par les conservateurs, l'arrestation de M. Nakasone et la démission de M. Takeshita seraient suivies de la formation d'un cabinet intérimaire (avec à sa tête un des patriarches du PLD) qui gèrerait les affaires, et notamment les élections, jusqu'au retour de quelques mois plus tard de M. Takeshita. Quel qu'il arrive, celui-ci demeure l'homme fort de son parti.

Dans tous les cas de figure, même si les conservateurs essuient une défaite aux élections de l'été, la pérennité du pouvoir des libéraux démocrates ne semble pas devoir être remise en cause. L'unification l'automne dernier du mouvement syndical en une grande confédération, Sorongo, excluant les communistes, permettra sans doute une meilleure coordination électorale des partis d'opposition. Mais ceux-ci restent fondamentalement divisés et, d'ici les élections, le PLD aura vraisemblablement eu le temps de se ressaisir.

Le mécontentement des Japonais devant l'arrogance et la complaisance du pouvoir est aussi profond que leur embarras politique. D'où cet étrange théâtre d'ombres. Les députés conservateurs sont inquiets pour leurs sièges mais, ironiquement, les plus visés dans le scandale Recruit disposent de clientèles si solides qu'ils ne seront pas affectés. L'opposition fait de la « politique-fiction », se berçant de l'illusion d'être une solution de rechange à laquelle pourtant l'électorat ne croit pas.

Quant à M. Takeshita, il reste silencieux, naviguant au plus près pour gérer une crise d'immobilisme politique. Le sentiment de malaise se fait plus pesant au fur et à mesure que le fossé se creuse entre une classe politique paralysée et une opinion publique qui exige des comptes, notamment à travers des journaux dont certains, comme l'*Asahi*, dénoncent vigoureusement le gouvernement, sans croire à une solution de rechange.

PHILIPPE PONS.

AFGHANISTAN

Washington confirme la nomination d'un représentant auprès de la résistance

Washington a confirmé le 6 avril sa décision de nommer un représentant spécial auprès de la résistance afghane. Le porte-parole du département d'Etat a toutefois refusé de confirmer qu'il s'agissait de M. Peter Toman, actuellement en poste à Pékin. L'ambassadeur américain aura rang d'ambassadeur, mais il ne s'agit pas pour autant d'une reconnaissance formelle du gouvernement intérimaire afghan ni de l'établissement de relations diplomatiques.

Entre-temps, la proposition de trêve pour la durée du Ramadan émise par Kaboul (le Monde du 7 avril) n'a été suivie d'aucun effet sur le terrain. Les combats se sont poursuivis à Jalalabad, et la capitale afghane a reçu, de son côté, plusieurs roquettes. L'une d'elles, tombée sur un dépôt de pétrole, a mis le feu à treize camions remplis de carburants. — (AFP, Reuters.)

Le retrait vietnamien du Cambodge

Le prince Sihanouk demande à la France d'organiser une conférence internationale

Washington a préconisé, jeudi 6 avril, l'envoi, sous les auspices de l'ONU, d'une force de maintien de la paix au Cambodge. L'Australie a fait savoir, de son côté, qu'elle était prête à collaborer à une initiative de ce type. L'Inde et la Pologne ont, pour leur part, accepté de participer à la CIC (Commission internationale de contrôle) proposée par les Etats Indochinois, et le Canada — invité également à en faire partie — a donné son accord de principe.

PEKIN de notre correspondant

Après une première réaction négative mais modérée, le prince Norodom Sihanouk a répliqué sur un ton extrêmement hostile aux propositions vietnamiennes de retrait du Cambodge. Dans une déclaration diffusée en fin de journée à Pékin le jeudi 6 avril, il a rejeté « toutes les décisions prises ces derniers jours et dans les jours et les mois à venir » par Hanoi et ses partenaires indochinois « quand ces décisions sont contraires aux exigences légitimes de la nation khmère ». Il a en outre lancé un appel personnel à M. François Mitterrand pour qu'il organise à Paris, « à une date opportune », une conférence internationale sur le Cambodge dans « le but de faciliter et hâter la juste résolution » de la crise cambodgienne (nos dernières éditions du 7 avril). A cette conférence, le chef de la résistance anti-vietnamienne souhaite voir invités, outre les protagonistes indochinois, la France, le secrétaire général des Nations unies, la Chine, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Union soviétique, les six Etats non communistes d'Asie du Sud-Est (ASEAN), le Japon, l'Inde, l'Australie, la Nouvelle-Zélande. Liste qui, précise-t-il, « n'est pas exhaustive ».

Cet appel est précédé d'un « coup de sang » du chef de la résistance, qui dénonce en termes très vifs « tout ce qui est décidé par les soldats vietnamiens » comme « nul et non avenue » et « l'œuvre illégale du Vietnam, du Laos et du régime des Quisling (1) de Phnom-Penh ». Il

réitère son exigence de voir le contrôle international sur le retrait vietnamien placé sous l'autorité des Nations unies, et non de l'ancienne Commission internationale de contrôle fondée en 1954, comme le suggère Hanoi.

Si les vœux face de l'ancien monarque dans le passé déconcertaient, on en discernait toujours la logique. Cette demande solennelle faite à la France est, elle, de prime abord, incompréhensible. Le prince Sihanouk savait la France disposée à organiser une telle conférence à l'avenir, mais dans la mesure où des progrès notables auraient été enregistrés au préalable, en particulier lors de la nouvelle rencontre qu'il venait d'accepter d'avoir avec M. Hun Sen, le premier ministre de Phnom-Penh, à Djakarta le 2 mars.

En faisant ainsi remettre la barre des négociations, l'ancien monarque risque de condamner la réunion de Djakarta. Peut-être a-t-il été blessé par les propos de M. Nguyen Co Thach, le chef de la diplomatie vietnamienne, qui a déclaré mercredi que si le prince Sihanouk poursuivait son association avec les Khmers rouges, il aurait droit, dans la future administration khmère, à un poste « du même rang que celui de Pol Pot ». Mais en même temps, son appel place les Français dans une situation inconfortable : on ne voit pas très bien l'utilité d'une réunion internationale sur le Cambodge en l'état actuel des choses. Ce raisonnement avait d'ailleurs conduit le Quai d'Orsay à s'entremettre pour favoriser une reprise du dialogue entre Sihanouk et Phnom-Penh avant d'aller plus loin.

La Chine elle-même, sans marquer d'enthousiasme pour la reprise des négociations, paraissait vouloir faire contre mauvaise fortune bon cœur. Elle semble avoir été surprise par cette dernière déclaration. Peu auparavant, elle venait de s'aligner sur la position du prince Sihanouk concernant la nature du contrôle international sur le Cambodge. Dix-huit heures après la publication du nouveau communiqué du prince, l'agence officielle Chine nouvelle n'en avait pas encore soufflé mot.

FRANCIS DERON.

(1) Du nom du chef du gouvernement norvégien sous l'occupation allemande durant la dernière mondiale.

La visite de la « troïka » européenne à New-Delhi

L'Inde souhaite renforcer la coopération dans la lutte contre le terrorisme

Dans le cadre des contacts entrepris par la « troïka » européenne, M^{me} Edwige Avice, ministre déléguée aux affaires étrangères, vient de se rendre en Inde en compagnie de M. Francisco Ordonez, le chef de la diplomatie espagnole, et de M. Theodoros Pangalos, ministre adjoint grec aux affaires étrangères. Ils ont été reçus, le 28 mars, à New-Delhi, par M. Rajiv Gandhi. Cette entrevue a été consacrée, avant tout, à trois dossiers : le conflit afghan, les inquiétudes de la région face à l'intégration européenne et les perspectives de paix au Cambodge.

Dans l'ensemble, selon M^{me} Avice, les interlocuteurs indiens de la « troïka » ont manifesté un net intérêt pour une collaboration entre la CEE et le sous-continent indien dans la lutte contre le terrorisme. Au lendemain de la visite de M. Vassilios Aras à New-Delhi, les positions de l'Europe, du Proche-Orient, notamment sur le conflit israélo-arabe, ont également vivement intéressés.

EN BREF

● CHINE : le dissident Chen Jun en exil. — M. Chen Jun, trente et un ans, fondateur d'Amnesty 89, un groupe qui se propose d'enquêter sur les prisonniers politiques, a quitté Shanghai pour Hongkong, vendredi 7 avril, dans des circonstances non élucidées. Son épouse britannique a déclaré qu'il lui avait téléphoné depuis un poste de police à Shanghai pour lui annoncer qu'il allait être expulsé par avion, mais un porte-parole gouvernemental a assuré qu'il était parti de son plein gré. — (AFP.)

● INDO-PAKISTAN : le pape au Timor-Orient. — Jean-Paul II effectuera, du 9 au 14 octobre, une visite en Indonésie — le plus grand pays musulman du monde — et fera une étape dans l'ancienne colonie portugaise du Timor-Orient — à majorité catholique — a annoncé Mgr Darmasatmaja, président de la Conférence indonésienne des Eglises, le 6 avril, à Djakarta. — (Reuters.)

● PAKISTAN : huit morts dans des affrontements ethniques. — Au moins huit personnes ont été tuées et quarante blessées, le 6 avril, lors de nouvelles explosions de violence à Hyderabad (dans la province Sind, au sud du pays). Le couvre-feu a été ins-

Sur l'Afghanistan, les Indiens continuent de juger « essentielle » la participation du régime de Kaboul à un règlement politique. Ils estiment que les trois mois à venir seront « décisifs ». Ils parlent avec chaleur de M^{me} Benazir Bhutto et souhaitent une consolidation de la démocratie chez leur voisin pakistanais.

En ce qui concerne le Cambodge, tout en exprimant certaines réserves sur le projet de conférence internationale proné par la France, ils se montrent « assez optimistes » sur un règlement et estiment que la rencontre entre M. Gorbatchev et M. Deng Xiaoping, le 15 mai à Pékin, a une grande importance.

M^{me} Avice a également séjourné quarante-huit heures à Katmandou pour y discuter de la coopération franco-népalaise. Les domaines de l'irrigation et des télécommunications figurent parmi les dossiers abordés et ouvrent la possibilité, pour la France, d'y poursuivre ses efforts.

J.-C. P.

Le goût amer du saké de M. Takeshita

KAKEYA de notre envoyé spécial

« M. Takeshita est le fierté de notre commune », peut-on lire sur des panneaux à l'entrée de ce petit bourg perdu au creux des montagnes de la préfecture de Shimané, sur la mer du Japon. Mais c'est plutôt de la gêne qu'éprouvent aujourd'hui les habitants, raconte le docteur Shiratsuki, dont la famille vit depuis trois générations à Kakeya. Même au « pays », M. Noboru Takeshita n'est plus populaire.

Le dernier sondage du quotidien *Asahi*, le 18 mars, montrait que, sur le plan national, sa popularité était tombée à 15 % et que 68 % des personnes interrogées étaient opposées à son cabinet. Le scandale Recruit a fait des ravages jusqu'au fond des provinces, et il ne semble pas que la préfecture de Shimané soit prête à partir en guerre contre le reste du pays pour défendre son « enfant prodige », Noboru-chan (le petit Noboru) comme on dit encore familièrement ici, devenu premier ministre.

« Parler négativement de M. Takeshita est un tabou, et personnellement, dit du mal », commente le docteur Shiratsuki. Mais rares sont ceux qui apprécient encore le saké que produit la petite distillerie de sa famille : une manière peut-être d'exprimer des opinions politiques dans une commune de quatre mille huit cents habitants, dont quatre-vingt-dix votent communiste mais ne se sont jamais fait connaître... A Kakeya, où, depuis que M. Takeshita est devenu premier ministre, des touristes viennent par cars entiers acheter le « saké du pouvoir », dont la production a augmenté de 50 000 litres en quelques mois, Noboru-chan n'a jamais joui du prestige et du sou-

tien inconditionnel d'un Tanaka, l'ancien premier ministre impliqué dans l'affaire Lockheed, dans sa circonscription de Niigata.

« Même après le scandale, Tanaka était resté un kamisama (dieu) à Niigata », nous dit le patronne d'un auberge de Matsusé, la grande ville voisine. « Takeshita est devenu l'homme de Tokyo : il a oublié le pays. » Il n'est jamais venu depuis qu'il est premier ministre, reconnaît M. Yoshimura, directeur de la distillerie familiale, qui visiblement ne souhaite guère s'étendre sur le sujet.

Quatre siècles de pouvoir

Le long de la grande rue de la partie haute du bourg, adossée à une forêt de bambous vapoureux, la maison des Takeshita, de style traditionnel, austère et élégante avec son bois sombre et son jardin aux arbres savamment taillés, est aisément reconnaissable. On peut lire sur le mur de la distillerie attenant les énormes idéogrammes *Teshu* qui signifient « les meses » : c'est le nom que donna autrefois au saké familial la mère de M. Takeshita, qui avait des idées progressistes. Et puis, avec la notoriété de Noboru-chan, on le changea en *Izumo omari* (la fierté d'Izumo) : une appellation jugée de meilleur ton (Izumo, le sanctuaire le plus célèbre du Japon avec Ise, est situé dans la préfecture de Shimané).

C'est dans cette maison familiale où défilèrent les potentats locaux que le petit Noboru fit son apprentissage de la politique. Son père était le boss du village. Depuis quatre siècles, les Takeshita avaient été la famille la plus puissante de Kakeya, collecteurs d'impôts pour le seigneur. Lorsque le Japon se « démocratisa » à

l'époque Meiji, les vieilles structures ne s'en maintinrent pas moins, et les Takeshita restèrent les maîtres du bourg, ne passant la main qu'à un autre clan puissant, les Kageyama, dont le patriarche occupa vingt ans les fonctions de maire sans qu'il n'y ait jamais une élection.

Aucun candidat n'osait se présenter contre lui, et il fallut attendre qu'il se retirât, il y a deux ans, après une haute lutte menée par le docteur Shiratsuki. Son adjoint fut élu. Entre-temps, l'un des fils Kageyama était devenu secrétaire de M. Takeshita : « Avant l'incident », s'empresse-t-on d'ajouter, faisant allusion au scandale.

Nul n'ignore à Kakeya que M. Takeshita, comme la plupart des autres politiciens conservateurs, n'a pas les mains propres dans l'affaire Recruit. Mais les structures du pouvoir local sont telles que personne, dans toute la préfecture, ne peut critiquer ouvertement le premier ministre. Son association de soutien (*koenkai*), c'est-à-dire sa machine électorale, est si puissante et ses ramifications si diffusées que ne pas en faire partie signifie pour le « contestataire » se marginaliser : pour un petit entrepreneur, c'est courir à la catastrophe.

A Kakeya, beaucoup pensent que le scandale peut mal se terminer pour le premier ministre : « Le pauvre, c'est bien malheureux pour lui, comme pour nous », entend-on comme un leitmotiv. Dans ce petit bourg tranquille (de mémoire d'homme, on ne se souvient pas d'un seul crime) où les habitants estiment qu'ils ont contribué à l'ascension de M. Takeshita, le discrédit dont il est l'objet rejait sur toute la commune. Personne ne le critique, mais son saké à un goût de plus en plus amer.

Ph. P.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
45-55-91-82, poste 4330

Malgré les incidents et l'occupation de la préfecture de Bastia

Les négociations entre les préfets et les syndicats se poursuivent en Corse

BASTIA
de notre envoyée spéciale

Pression à l'intérieur de la préfecture, dans la salle de réunion et dans le hall. Pression à l'extérieur, le long des grilles et dans les rues. Autour de la table de négociations un dialogue de sourds. Les discussions entre les deux préfets de Corse représentant le gouvernement et les syndicats de la fonction publique, entamées le jeudi 6 avril, se déroulent dans une franche atmosphère de guérilla.

Deux préfets pour vingt-quatre syndicalistes : 4 CGT, 4 FO, 4 FEN, 4 CFTC, 2 SNUI, 2 CGC, 2 CFDT, 2 autonomes. Vingt-quatre officiellement, une quarantaine en fait : la CGT a réussi, jeudi matin, à introduire trois délégués supplémentaires dans les locaux et les autres syndicats n'ont pas voulu être en reste.

Le préfet de région, M. Jean-Gilbert Marzin, et le préfet de Haute-Corse, M. Bernard Bouchaud, croient ouvrir de courtoises discussions sur la prime de transport que le gouvernement a accepté d'octroyer aux grévistes. Ils se retrouvent face à une intersyndicale déterminée, rassurée, persuadée d'avoir une « mission historique » à accomplir.

La première journée a été harassante. Dix heures de discussions pour rien. Les syndicats ne tiennent aucun compte de l'ordre du jour prévu : montant de la prime de transport, indemnisation des journées de grève. Ils reviennent à leurs revendications des débuts : ils veulent que soit reconnu le principe de la vie chère en Corse, que le gouvernement cesse de mépriser ceux qui ont « tenu à bout de bras » les services publics pendant la période d'attente qui a conduit la Corse jusqu'à la trêve du 1^{er} juin dernier.

Le continent n'a encore rien compris : il croit que les grévistes réclament une prime d'insularité. Après six semaines de grève on apprend qu'ils se battent pour des « principes ». « Si le gouvernement croit que nous sommes là pour discuter chiffres, il se trompe », affirme Noël Zicchina de la CGT. En fait, sur le montant de la prime tous les syndicats ne sont pas d'accord alors que le principe de la vie chère fait l'unanimité.

A 18 h 30 jeudi, les préfets suspendent les négociations avec l'accord de Matignon. Les syndicalistes leur ont présenté leur définition de la prime de transport. A chaque fois que les repré-

Les négociations entre les préfets de Corse-du-Sud et de Haute-Corse et les délégués syndicaux se déroulent dans une ambiance tendue. Elles avaient été suspendues le jeudi 6 avril vers 18 h 30 par les deux représentants du gouvernement malgré le souhait des syndicats. Pour manifester leur volonté de continuer la discussion, les dirigeants de l'intersyndicale ont occupé toute la nuit le hall et la salle de réunions de la préfecture de Bastia. Cela a entraîné quelques incidents qui ont été le prétexte à

une suspension de séance lorsque les négociations ont repris le vendredi peu avant 10 heures.

En fin de matinée, les dirigeants syndicaux ont réclamé une nouvelle interruption afin de définir entre eux « une position commune face à l'intransigeance du pouvoir ». Dans le même temps, dans l'entourage des préfets, on prévenait que « les négociations ne survivraient pas au dialogue de sourds qui s'était instauré la veille ». En effet, face aux

représentants du gouvernement qui voulaient s'en tenir à l'ordre du jour (prime de transport et conditions de la reprise du travail) les délégués syndicaux voulaient obtenir en préalable la reconnaissance de la cherté du coût de la vie en Corse. Que ce soit autour de la table des négociations ou dans la rue, c'est la CGT qui s'est révélée la plus dure dans ses revendications et ses actions. Les aéroports de Bastia et d'Ajaccio restaient vendredi fermés au trafic.

sentants du gouvernement s'apparent à proposer un chiffre, le refus est obstiné. Les syndicats souhaitent que cette prime comporte un montant forfaitaire et une partie indexée sur le coût de la vie ; ils refusent de prendre en considération le précédent qui serait créé au niveau national ; ils répondent « en Corse et non plus en fonctionnaires », s'alarme la préfecture. Et le consensus insulaire fait que lorsque le plus offensif a parlé — en l'occurrence la CGT — tout le monde se range derrière lui.

Toujours les manifestants

Toute la journée plusieurs centaines de manifestants ont frappé

par intermittence sur les grilles de la préfecture, abattues il y a une quinzaine de jours dans des circonstances analogues. Un concert lancinant, relayé à chaque sortie de l'un des « officiers de liaison » qui vient informer la base du déroulement des négociations. Les manifestants ne veulent pas savoir que le gouvernement est prêt à parler chiffres, ils sont, par définition, ulcérés : « Il n'y a rien. Gouvernement de bandits ! ». Des automobiles s'arrêtent, s'informent et redémarrent : « Le gouvernement ne veut pas céder, il cherche les affrontements ».

Dans l'après-midi, quelques manifestants enfoncent la petite porte de la préfecture : les CRS chargent et lancent des grenades lacrymogènes. Une personne est

blessée au visage. Un photographe de l'agence Reuter est atteint par un éclat : il se trouvait, lui, à l'intérieur, de l'autre côté des grilles ; c'est un engin artisanal lancé par les manifestants qui l'a touché, « une sorte de grenade au plâtre avec un flou de chasse d'eau », disent les policiers, dubitatifs.

Séquestrez les préfets !

Les préfets ont le tort de proposer de reprendre la négociation à Ajaccio, « pour changer ». Les syndicalistes s'élèvent contre cette interruption « brutale » des conversations. Ils décident d'occuper les locaux. « Séquestrez les préfets ! », hurle la base. On crie

« Rocard, démission ! ». Une quarantaine de personnes s'installent pour une nuit surréaliste dans la préfecture. Les préfets occupent leur chambre, les syndicalistes le rez-de-chaussée, le hall et la salle de réunions. Entre les négociateurs, un cordon de CRS. La base fait parvenir à ses héros de quoi tenir un siège. Lorsque les préfets, consternés, viennent prendre la température, vers 22 heures, les militants jouent aux cartes, et les renvoient à leur ligne directe avec Matignon. Les syndicats demandent que les préfets soient mandatés pour discuter de l'indexation de la prime.

L'intersyndicale réclame des diuvers et des matelas. Les autorités essaient d'attirer leur attention sur le fait que la préfecture

« n'est pas un hôtel », mais on en vient aux mains. Les CRS tentent d'empêcher l'arrivée de sacs de couchage transmis de l'extérieur par les sympathisants. Une grenade lacrymogène est lâchée, selon les syndicalistes, à l'intérieur même du hall de la préfecture. Au cours de la bousculade, Noël Zicchina, qui porte déjà une minerve à la suite d'un incident il y a quinze jours sur le port d'Ajaccio, est de nouveau commotionné et on appelle un médecin du SAMU.

A l'extérieur, le début de la nuit est également agité : quelques dizaines de militants sont rassemblés autour de feux de camp, surveillés par les forces de l'ordre. Certains chantent l'Internationale le poing levé. Des jeunes, trop jeunes pour être fonctionnaires, se joignent à la danse avec leur équipement complet : lunettes de plongée, masques, pierres et boulets. Une course poursuite s'engage avec les CRS dans les ruelles qui descendent vers le port. Bilan : cinq interpellations. Trois sont gardés à vue : deux chômeurs et un tapissier. Les policiers récupèrent des vis de 20 centimètres de long en acier.

La pression s'exerce à Bastia et aussi à Ajaccio. Pendant que M. Marzin discute dans la matinée du classement de la Corse en zone de vie chère, il apprend que la tour de contrôle de l'aéroport d'Ajaccio est occupée par les fonctionnaires pour appuyer les revendications des personnels CGT Air France. Il s'agit d'un problème de droit du travail que la préfecture a déjà tenté de régler. Une inspection est en cours. Mais les syndicats veulent accélérer le cours des choses. La CGT, qui occupe l'un des deux standards téléphoniques d'Ajaccio, coupe le téléphone à la préfecture — sur dix lignes, deux seulement fonctionnaient encore jeudi soir. Les agents EDF occupent l'électricité.

C'est l'impasse. Le gouvernement souhaite, selon la préfecture, continuer à négocier, mais sur un mandat inchangé, tout en acceptant de faire figurer le problème de la vie chère dans le préambule d'un éventuel accord. Les syndicats engagés dans une stratégie appuyée, « peut-être de rupture » selon la préfecture, entendent poursuivre. Depuis dix ans, on n'avait pas entendu les syndicats corses. De leurs pierres et de leurs pavés sur les grilles de la préfecture de Bastia, ils rappellent le retard, décidés à faire du bruit, obstinés.

CORINE LEONES.

Les enchères de la CGT

La CGT est-elle en train de durcir le ton en Corse en s'engageant dans une sorte d'escalade sans issue ? Depuis sept semaines que dure et s'enlise ce conflit, la centrale de M. Henri Krasucki a fait des agents corses du secteur public une avant-garde qui montre à l'ensemble des salariés du continent que la voie à suivre est celle de la lutte. C'est la grève-symbole, la grève-étendard. Ainsi, dans une déclaration publiée le 5 avril, M. Krasucki appelle à une « solidarité de masse » avec « le combat des travailleurs corses qu'est celui de la CGT ». Cette grève est ainsi « un moment fort du courant de luttes qui, depuis des mois, se développe dans l'ensemble du secteur public et nationalisé ». Le 6 avril, M. François Duteil, secrétaire de la CGT, a repris ce thème du « même combat » en soulignant qu'entre la Corse et le continent les « problèmes sont communs ».

La grève en Corse est d'autant plus un conflit phare que sur l'ensemble du continent le calme

social est à peu près général, contrairement aux sombres pronostics de certains dirigeants syndicaux qui annonçaient, tel M. Marchetti de la CGC, une explosion sociale dès le lendemain des élections municipales. Même dans l'enseignement et dans le secteur hospitalier, la fièvre est, pour l'heure, retombée. Il serait donc grave pour la CGT, qui, dans le cadre de sa stratégie de harcèlement, s'efforce de démontrer en permanence que seule la lutte paie et peut apporter des résultats, que les grévistes corses représentent le travail les poches vides. Ou presque.

Méfiance à l'égard des nationalistes

Il n'est donc pas surprenant que la CGT relève la barre au moment même où une perspective de dénouement s'esquisse timidement. Plusieurs signes montrent qu'elle a remis les enchères là où

elles étaient au début. M. Duteil — comme les négociateurs à Bastia — a rappelé les « revendications qui sont à l'origine du conflit » (classement en zone zéro, prime d'insularité de 1 000 francs, « application de l'accord signé pour le personnel des organismes sociaux ») en estimant que « seules de telles mesures peuvent [...] mettre un terme au conflit ». A Bastia, la CGT a émis la menace d'une « rupture » des négociations. Quant à l'union locale du port de Marseille, elle a averti qu'elle s'opposerait à ce qu'on touche un centime à l'enveloppe de la continuité territoriale. Alors que l'un des principaux responsables de l'Union générale des fonctionnaires CGT, M. Armand Vial, suit sur place à Bastia l'évolution des événements, M. Duteil a lancé un avertissement aux autres organisations syndicales, « dont l'attitude provoquerait l'échec ou le pourrissement du conflit ».

A la confédération, on se défend pourtant de tout durcissement :

« Le fait de ne pas abandonner nos revendications ne signifie pas qu'on n'appellera pas à la reprise du travail tant qu'on n'aura pas obtenu satisfaction. On est prêt à rechercher un compromis. Les responsables cégétistes savent qu'un tripla risque les querres. Au bout de sept semaines de grève, il y a un réel danger d'usure et de démotivation des grévistes, même s'ils semblent toujours très déterminés. L'indifférence quasi générale des salariés du continent ne se dément toujours pas, et même à la CGT on reconnaît en privé qu'il n'y a pas de grands mouvements de solidarité ». Enfin, la CGT se méfie très fortement d'une récupération du mouvement par le STC et les forces nationalistes corses. Remettre la barre au plus haut lorsqu'une fin de conflit semble se dessiner est donc aussi un moyen pour des syndicalistes de ne pas sortir la tête trop basse... Afin que l'exemple serve ailleurs.

MICHEL NOBLECOURT.

L'économie de l'île en déroute

(Suite de la première page.)

Les fonctionnaires n'ont pas encore repris le chemin de leurs bureaux et de leurs consoles informatiques que, depuis plusieurs jours déjà, la famille disparates des socioprofessionnels, où les commerçants forment les gros bataillons, cherche à évaluer les dégâts et assaie les pouvoirs publics de demandes de moratoires, de reports d'échéances et d'autres mesures d'urgence. Selon le vocabulaire qu'on employait dans les années 1970, les quatre maillons forts des « graves thrombooses » sont les organismes sociaux, les PTT (interdisant tout mandat), la Trésorerie générale, où sont bloqués les traitements des fonctionnaires et l'ANPE, car les chômeurs ne peuvent aller pointer et recevoir leurs indemnités.

Des structures quasi coloniales

Or la Corse compte plus de retraités, beaucoup plus de fonctionnaires et bien davantage de chômeurs que la moyenne nationale. D'après l'INSEE, 56 % de l'ensemble des revenus des ménages proviennent du secteur public. Alors, lorsque ce secteur tombe en panne, le débit de la pompe à finances se réduit de moitié. Quant aux caisses de Sécurité sociale, lorsqu'elles reçoivent 1 F de cotisations, elles distribuent 4 F de pensions et remboursements. Enfin, dernier élément qui illustre le caractère quasi colonial des structures économiques, l'industrie, dans le produit intérieur brut, a le même poids que les activités primaires, c'est-à-dire l'élevage des chèvres, la pêche aux petits poissons mouleux pour la soupe ou la cueillette des châtaignes : 6 % ! Tout le reste est à mettre à l'actif, si l'on peut dire, du bâtiment et des travaux publics et aussi du commerce. Pléthorique en ville, mais,

dans les montagnes, témoin d'une civilisation d'un autre âge.

Subventionnée, assistée, la Corse ? Comment ne le serait-elle pas, cette île, émettrice en plusieurs marchés comme un archipel, montagnarde, rude et farouche ! Elle ne le nie pas, mais ne voudrait pas qu'on la prenne pour un quémendouse perpétuelle. La crise actuelle, d'ailleurs ponctuée par des occupations de locaux d'organismes qui injectent on s'en doute contrôler les fonds publics, aura au moins le mérite de faire comprendre aux insulaires que la manière de distribuer l'argent compte plus, en définitive, que l'enveloppe elle-même de la solidarité nationale.

« Par quelque bout qu'un prenne les statistiques, la Corse, par rapport au Languedoc ou à la Bretagne, est toujours une région dotée sur tranchée, dit un haut fonctionnaire qui s'occupe des

relations avec Bruxelles. On lui demanderait trois fois plus de subventions que ce ne servirait pas à grand-chose. Il, sur place, les entreprises et les circuits économiques ne sont pas capables de faire fructifier les transferts de l'Etat et de présenter des projets sérieux. L'argent stagne, et il n'est pas consommé à un rythme satisfaisant. Bref, l'île sait fabriquer des hommes politiques en pagaille : témoin cette Assemblée régionale de soixante et un élus pour une population de deux cent quarante mille personnes, sans compter les innombrables groupes de conseil, agences, offices et services. Mais elle manque de quelques professionnels de haut niveau pour son industrie et surtout son tourisme et ses loisirs qui restent à inventer de A jusqu'à Z. Il faudrait bâtir un projet différent et plus subtil que le modèle massif des Baléares. Pour définir le rôle de la Corse dans l'Europe médi-

terrannée de 1993, il faudrait qu'elle devienne une plaque tournante décomplexée et attractive aux capitaux de l'Europe du Nord.

Une immense chance

On réfléchit studieusement et passionnément à cette problématique à l'université de Corte, dont les pourfendeurs, encore nombreux à Ajaccio et à Bastia, parlent du campus comme d'un CEG à peine amélioré qui, pour s'agrandir, ajoute des briques aux expédients et loge ses étudiants dans une ancienne caserne de légionnaires. Mais les quotidiens ne démontent pas Anne Codacci-Pignelli, qui, à la tête de l'Institut de développement des îles méditerranéennes, tisse des liens avec les universités de Sardaigne et des

Baléares pour tenter de définir les traits essentiels de l'insularité, ses paradoxes, ses labyrinthes et ses handicaps. « Nous avons des terroirs majeurs à faire sauter, explique-t-elle. Historiquement, la Corse a toujours tourné le dos à la mer pour se protéger des barbaresques. Or il faut maintenant considérer la Méditerranée comme une immense chance... Et puis, au plan des institutions, l'existence des îles est, en soi, attentatoire à l'autorité de l'Etat. C'est un trait de notre identité historique et politique dont tout le monde doit tenir compte ».

Plus prosaïque, le banquier semi-public Raphaël Squericoni, président de la Caisse de développement de la Corse, pense que ce n'est pas pour rien que l'île s'appelle l'île de beauté. Décliner l'écologie, le tourisme, le développement et l'environnement n'apparaît pas un exercice incongru pour lui. Avec de l'intelligence et de la pru-

dence, le salut économique est au bout du chemin. Créée en 1983, la Caisse, qui prête environ 140 millions de francs par an, a d'abord aidé une entreprise de taille de gruit et elle a financé la construction d'un village de vacances à ossature en bois. Mais il fallait voir plus grand et aborder de front le tourisme. Voilà donc lancée l'opération intégrée du golfe de Santa-Giulia, au sud de Porto-Vecchio, qui sera prolongée par celle de Balistia et d'une autre en face des joyaux des îles Cavallo et Lavezzi, surgies du paradis. On parle d'hôtels, de golf, de thalassothérapie. Mais que les chevaliers de l'environnement se rassurent. Jean Eiffel, s'il vivait encore, pourrait toujours y croquer la naissance du monde.

Quand les derniers rayons du soleil, depuis la tour génoise, donnent aux autres des demeures ajacenciennes des reflets mordorés, quand les eucalyptus embaument après l'ondée, quand les paquebots blancs et les cargos mixtes de la Méditerranée se balancent devant le palais Fesch, qui croirait qu'Ajaccio et la Corse sont en train, comme si le génie du masochisme les avait investies, de collectionner les mauvais points ? Elus discrédités, syndicats englués, Etat hautain à Paris et nargué sur place, économie chloroformée, Corse en déroute et déroute, qu'on a connue pourtant si orgueilleuse et courtoise !

Chateaubriant, qui fut un quasi-insulaire et qui détestait l'enfant chéri d'Ajaccio, rapporte dans ses *Mémoires d'outre-tombe*, ce mot de Napoléon. Soutenant, à Sainte-Hélène, sa fin prochaine, l'empereur murmurait : « Je remuais le monde et je ne peux même plus soulever ma paupière. Suis-je assez tombé ! ». Cruel rappel qui s'applique trop bien à la pauvre économie corse.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Sans ressources pour cause de grève

BASTIA
de notre envoyée spéciale.

Vingt-deux ans, un enfant, et un porte-monnaie qui ne contient plus que 10 francs : sans ressources pour cause de grève. Mère célibataire, Marie-Josée n'a pas touché, début mars, son allocation de parent isolé (3 500 francs), restée bloquée à Paris dans un sac postal. Ce mois-ci, le chèque ne quittera même pas la caisse d'allocation familiale fermée par les grévistes. D'ici la fin du conflit et au déblocage des milliers de dossiers entassés dans les organismes sociaux, la situation risque d'être critique pour les plus démunis. Ceux-là ne manifestent pas : ils

viennent chercher des bons alimentaires à la DASS.

Une centaine de personnes se présentent tous les jours à la direction des affaires sanitaires et sociales de Bastia. Des retraités, veuves de guerre, invalides et beaucoup de jeunes de famille modeste. Après avoir épuisé son crédit annuel de bons alimentaires (6 000 francs) la DASS de Haute-Corse a mis en place la semaine dernière une « cellule sociale de crise » avec la Croix-Rouge et le Secours catholique. En trois jours, le crédit supplémentaire de 150 000 francs déblocé par le gouvernement a été épuisé. Le bras de fer sur la prime d'insularité a aussi son coût social.

Il faut faire la queue dès l'ouverture du bureau. Les gens grognent

parce qu'ils n'aiment pas demander. Trois chômeurs tunisiens de Gisonaccia ont parcouru 80 kilomètres pour recueillir 200 francs chacun. Dans les petites communes, il n'y a pas de bureau d'aide sociale et, sur l'île, les restaurants du cœur n'ont jamais été nécessaires.

« Ils en demandent un peu trop »

Noël, privé de pension d'invalidité, est venu en stop depuis Furiani. A vingt-six ans, il est aéro-postif. Sa hantise est de manquer de produits d'entretien. Il a reçu un secours de 500 francs il y a quinze jours. « Il me fallait du produit à vaisselle, de l'eau de javel et du lait ». Sa mère, qui n'a pas, elle-

même, touché sa pension, ne peut guère l'aider. Il a cinq loyers de retard et son compte est débiteur de 1 900 francs. D'accord, la vie est chère, mais les fonctionnaires en demandent un peu trop.

Un employé de la mairie de Bastia réclame de l'aide, lui aussi. Refus catégorique des assistantes sociales. Les employés municipaux bastiais ont été payés pendant la grève par décision du maire, jusqu'au 1^{er} avril. Cet employé, de plus, a trouvé le moyen de falsifier le bon alimentaire qui lui a été donné la semaine dernière. D'un coup de gomme, le bon de 200 francs est passé à 600 francs...

Co. L.

Politique

La préparation des élections du 18 juin

La chasse gardée de la Nièvre impose une modification de la liste socialiste

La Nièvre est un territoire réservé. Pour tenter d'y faire carrière, un socialiste doit recevoir la bénédiction de celui qui en fut si longtemps le maître, et de celui à qui la succession a été promise : M. Pierre Bérégovoy. Pour l'avoir oublié, un avocat parisien, originaire du Nivernais, qui s'efforce de jeter des ponts entre les différents courants du PS, et qui se range sous la bannière rocardienne, vient de subir un affront. Après avoir été placé en position très avantageuse sur la liste socialiste pour l'élection européenne, M. Jean-Pierre Mignard vient d'être relégué dans les profondeurs du classement, ce qui l'amène à s'en retirer complètement.

La négociation entre les rocardiens et le courant majoritaire, lors du comité directeur puis du bureau exécutif, avait essentiellement porté sur la place de M. Jean-Pierre Cot et sur la possibilité pour les amis du premier ministre d'obtenir un système de poste éligible. Ils avaient cédé sur le premier point mais ils avaient obtenu, en compensation, que le vingt-septième de liste soit un des leurs. Place fatidique car si les socialistes se disent assurés d'avoir vingt-six élus, le premier non-élu a

toute chance, en cinq ans de mandat de l'assemblée européenne, de voir un poste se dégager. M. Rocard avait, pour cette place avantageuse, désigné M. Jean-Pierre Mignard qui, avec quelques autres jeunes socialistes, dont M. Jean-Michel Gaillard, ancien conseiller de l'Elysée, s'étaient fait connaître en lançant les « transcourants ».

Mais M. Mignard a un handicap : il voudrait s'implanter à Cosne-sur-Loire, dans la Nièvre, dont sa famille est originaire. Les mitterrandiens n'apprécient guère que l'on vienne braconner dans cette chasse gardée. D'autant que M. Eugène Teissère, nivernais et mitterrandien pur sucre, ne figurait sur la liste que sur une place tout juste honorifique.

Harlem Désir pas partant !

Ce qui devait arriver arriva. Mis au courant des décisions du bureau exécutif, M. Bérégovoy saisit M. Pierre Mauroy. Il ne pouvait qu'être appuyé par M. François Mitterrand qui, depuis l'Elysée, garde les yeux grands ouverts sur son

département de prédilection. Alerté en Tunisie où il séjourne actuellement, M. Michel Rocard comprit vite qu'il ne pouvait ouvrir un conflit avec le président de la République et le deuxième des ministres d'Etat. Il donna son accord pour que M. Mignard soit derrière M. Teissère. En échange, il obtint que M. Cot passe de la septième à la cinquième place, en décalant donc d'un cran M. Jean-Marie Alexandre et M. Henri Saby.

Le bénéficiaire de cette opération est M. Jacques Lévy, le rocardien qui était opposé à M. Dominique Baudis lors des municipales de Toulouse, qui obtient la vingt-septième place si convoitée. Tout cela, bien entendu, devra être ratifié par la convention nationale du PS.

C'est directement devant celle-ci que M. Laurent Fabius, après accord avec M. Pierre Mauroy et saine discussion exécutif, présentera les noms des personnalités extérieures qui viendront s'ajouter aux militants socialistes. Leur choix ne sera pas facile. Les socialistes auraient aimé que M. Harlem Désir vienne les rejoindre. Or celui-ci, dans une déclaration publiée le jeudi

6 avril, rappelle qu'il a prévenu qu'il ne serait « présent sur aucune liste », et qu'il ne donnerait « aucune consigne de vote » ; et il conseille au Parti socialiste d'abandonner « réellement, complètement et rapidement la loi Pasqua » s'il veut plaire à SOS-Racisme. L'Elysée aurait aimé que parmi ces personnalités figure M. Maurice Duverger, mais le PS n'a manifesté aucun enthousiasme.

Le secrétariat national du PS, lors de sa réunion de jeudi, a complété la liste des candidats mise au point par le bureau exécutif la veille. Elle comprend en tout soixante-trois noms d'adhérents du PS, ce qui laisse huit places pour les personnalités extérieures, y compris une ou deux pour le MRG et une pour l'Association des démocrates. Mais M. Mauroy a expliqué, jeudi, que cela pourrait être modifié « à la marge ». Les huit dernières places sont réservées à des maires ayant conquis des villes importantes lors des municipales. M. Gilbert Mitterrand, qui a pris la mairie de Libourne, étant lui-même en dernière position.

THIERRY BRÉHIER.

Les rénovateurs du RPR sont sous la menace d'une exclusion

(Suite de la première page.)

En effet, le secrétaire général du RPR s'est définitivement prononcé pour la liste d'union RPR-UDF emmenée par M. Giscard d'Estaing. Les rénovateurs, qui voulaient encore attendre de sa part une dernière main tendue en sont donc pour leur frais.

En outre, M. Juppé a déclaré que ceux de ses compagnons « qui transgresseraient la décision de ce conseil national se mettront en dehors du parti ». Le mot d'exclusion n'est pas prononcé, mais cela revient au même. MM. Noir, Carignon, Séguin, Barrière, Fillon et Pinte, tous membres de ce conseil national, sont donc menacés d'être exclus ou de s'exclure s'ils ne plient pas. La seule incertitude, pour le RPR, ne réside plus que dans la désignation du deuxième de liste derrière M. Giscard d'Estaing. Petite incertitude au demeurant, puisque le nom de M. Juppé lui-même est de plus en plus cité pour cette place, ce qui serait évidemment une autre façon de couper l'herbe sous les jeunes pieds des rénovateurs.

Le Parti républicain semble, lui aussi, avoir choisi la voie du ralliement. M. François Léotard, qui dans ce type de circonstances a toujours tendance à en faire trop, a lui aussi baissé le rideau de fer et semble être, depuis quarante-huit heures, redevenu le porte-parole de VGE : « Union, union, union ! », dit-il. M. Giscard d'Estaing est le meilleur, rallions-nous tous à son panache européen. « Je n'ai pas hésité une minute », explique-t-il dans le *Figaro* de vendredi. « Il y a des revendications qui ne sont pas acceptables. La première est de refuser le RPR comme partenaire. C'est absurde et c'est suicidaire. La seconde est de refuser la personne de M. Giscard d'Estaing. C'est absurde et c'est suicidaire ».

Peut-être M. Léotard serait-il avisé de reprendre les mêmes mots pour apprécier son propre comportement depuis une semaine... Redevenu aussi volon-

taire pour la cause giscardienne, ayant annoncé que son parti ferait activement campagne, le président du PR a tout naturellement été amené à préciser que les trois membres de sa formation qui font partie de la « bande », MM. Millon, d'Aubert et de Villiers, seraient exclus s'ils persévéraient. Mais comme ces trois-là, anciens baristes, sont depuis belle lurette dans le vestibule de ce parti, cette menace ne devrait point trop les affecter.

Prestige exceptionnel maîtrise inégalable

Pour son compte personnel, M. Giscard d'Estaing, discrètement mais sûrement, continue d'œuvrer. Le conseil national de l'UDF est fixé au jeudi 13 avril. Une majorité des trois quarts lui est indispensable. Ses amis ont été chargés d'un minutieux démarchage personnalisé au téléphone de tous ses membres. Rien n'est laissé au hasard. Progressivement, le président de l'UDF fait monter aussi la pression.

Jeudi 6 avril, ce sont dix-huit présidents de région sur vingt-deux (moins deux socialistes, moins MM. Rausch et M. Millon), dont lui-même, qui lancent un appel plus que vibrant en faveur de M. Giscard d'Estaing au relevant « son prestige exceptionnel » et sa « maîtrise inégalable du niveau européen ».

M. Giscard d'Estaing a également demandé la convocation de l'intergroupe de la majorité au Sénat, le mercredi 12 avril, veille du conseil national. Tout indique donc que l'ancien président de la République est déterminé à ne pas céder. Certains, ces dernières heures, le disaient « ébranlé ».

« Intox » a-t-il fait répondre vendredi matin. Sous toutes ces banderilles, les rénovateurs vont devoir pendant quelques jours faire le dos rond. Ils devaient normalement se taire jusqu'à leur prochaine rencontre de dimanche. M. Carignon, vendredi sur France-Inter, et M. Séguin le même jour dans le *Figaro* ont déjà mangé la consigne. M. Carignon a dit et répété que ses amis et lui avaient l'obsession de l'union, mais que, à partir du moment où M. Giscard d'Estaing n'était pas en mesure de tenir les centristes, il fallait reconsidérer le problème.

Le propos de M. Séguin est plus curieux. D'un côté il déclare qu'« il n'y a pas d'autre manière de réaliser l'union que sur la base de l'idée lancée par Charles Millon et Michel Noir ». De l'autre il précise qu'une liste RPR-PR et une liste centriste « seraient une horreur absolue ».

Bref, il paraît évident que tant pour les négociations présentes que pour les restructurations prévisibles au sein de l'opposition, tous les quadragénaires ne sont pas encore parfaitement sur la même longueur d'onde. De toute façon, M. Pierre Méhaignier continue de suivre leurs recherches avec bienveillance, voire « avec admiration ».

M=Veil et les cadets de la droite

Et ils ont reçu le renfort appréciable de M=Simone Veil qui, jeudi sur Antenne 2, s'est dite prête à accepter la deuxième place sur une liste d'opposition « novatrice » emmenée « par les cadets de la droite ». Elle dit clairement qu'elle n'approuve pas la liste d'union RPR-UDF de M. Giscard d'Estaing qui, à ses yeux, « est une démarche politique qui entretient la confusion ».

A en juger a contrario, par la réaction subite et dure du RPR, cet engagement de l'ancienne présidente du Parlement européen, deux fois tête de liste aux élections européennes (liste UDF en 1979, liste UDF-RPR en 1984) risque de pousser encore un peu plus loin les rénovateurs dans leur audace et de dégrader encore un peu plus les relations au sein de l'opposition. M. Giscard d'Estaing est déjà furieux. Le 21 mars, il avait personnellement proposé à M=Veil la troisième place sur la liste commune. Qu'elle accepte de partir avec ces jeunes maitrands plutôt que de suivre un ancien président de la République... c'est-à-dire qu'à droite, il se passe vraiment quelque chose !

DANIEL CARTON.

Les rénovateurs communistes envisagent d'être présents

Désormais, il ne s'agit plus d'être pour ou contre l'Europe. L'Europe est devenue une réalité économique ; elle demeure un enjeu politique de première grandeur. C'est en faisant ce constat préliminaire que le Mouvement des rénovateurs communistes (MRC) a présenté, mercredi 5 avril à Paris, les grandes lignes de son projet européen. Qui parle d'un projet laisse supposer une liste. La décision d'en constituer une sera prise lors d'une réunion du conseil national du MRC, les 22 et 23 avril. « Il y a, entre Fabius et le sectarisme du PCF, une jolie voie, mais elle est à péage », a confié M. Claude Liabris, coordinateur national de ce mouvement et chef de file potentiel d'une liste qui, en tout état de cause, ne ferait alliance ni avec les trotskistes de M. Alain Krivine (LCR) ni avec la Nouvelle Gauche de M. Pierre Juquin.

Afin de « dépasser la division du monde issue de Yalta », ceux qui se baptisent « les nouveaux communistes » proposent une « redéfinition » de l'Europe au sein de la communauté internationale. Faisant souvent référence à ses « amis du PCF » ou à M. Mikhaïl Gorbatchev, en se défendant de faire du gorbatchisme, le MRC préconise un rapprochement entre l'Est et l'Ouest, par l'intermédiaire de la CEE et du COMECON.

Invitant l'Europe à « contrebalancer le poids », de façon « autonome », des Etats-Unis et du Japon, les rénovateurs communistes souhaitent que l'Europe de 1992 devienne « le lieu de convergence des luttes sociales et politiques », tant pour l'emploi, pour la défense que pour l'écologie. Posant comme principes fondamentaux « le développement des acquis les plus progressistes » et l'autogestion, le projet du MRC plaide notamment en faveur d'une « démilitarisation de l'économie et d'un démantèlement simultané de l'OTAN et du Pacte de Varsovie », seules initiatives jugées par les rénovateurs susceptibles de « conduire le désarmement au maximum de ses possibilités ».

Partisans d'une réduction générale du temps de travail à trente-cinq heures, baptisés « axe majeur », ainsi que d'une amélioration des droits des chômeurs et des systèmes de protection sociale, les rénovateurs insistent sur le rôle prépondérant que doivent jouer les organisations syndicales et les divers mouvements pacifistes et écologistes.

Si le MRC voit dans les élections européennes, « l'occasion de donner soufflé à la question communiste » en lui permettant, selon lui, de « renouer avec ses idéaux », il prône cependant un engagement eurocommuniste d'un « sens nouveau », dans la ligne du PCI, dont le dernier congrès a mis l'accent sur « le réformisme fort ». A cette formule, les rénovateurs en préfèrent une autre : « le réalisme révolutionnaire » dont ils sont les initiateurs et veulent se servir pour influencer l'euro-gauche.

Les noms de journalistes anciens membres du PCF ainsi que celui de M. Vincent Labry, spécialiste de l'écologie, circulent dans les milieux rénovateurs pour figurer sur une éventuelle liste européenne.

O. B.

Le congrès européen des Verts

Des sollicitations tous azimuts...

Le cinquième congrès des Verts européens devait s'ouvrir vendredi 7 avril à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris. Un millier de participants sont attendus et sont appelés à débattre, jusqu'à dimanche, de « l'Europe de 1993 », de « l'environnement », de « l'Europe des citoyens » et de « l'Europe dans le monde ». Aux réunions plénières succéderont des réflexions conduites dans des « ateliers ».

Ce travail studieux intervient trois semaines à peine après la percée réalisée par les Verts français aux élections municipales des 12 et 19 mars. Forts d'environ deux mille élus locaux, selon leurs propres évaluations, les écologistes ont épuisé, avec succès, leur stratégie d'autonomie — refus de fusion de listes entre les deux tours — et ils ont fixé un électoral qu'ils comptent retrouver aux élections européennes du

18 juin. Les sondages actuels les placent largement devant le PCF et le Front national, en les créditant de 15 % à 17 % des intentions de vote.

Menacés par la bris verte, ces deux partis se présentent avec force comme des défenseurs de l'environnement. « La seule écologie possible est anticapitaliste », affirmait récemment le participant d'un colloque organisé par l'Institut de recherches marxistes (IRM), tandis que M. Bruno Mégret, député général de FN, foudroyait champêtre au cou, écrivait, encore plus récemment, dans *National-Hebdo* : « L'écologie, c'est nous ».

La catastrophe nucléaire de Tchernobyl et le drame marin de l'*Exxon-Valdez*, doublés de la recherche infructueuse d'un conteneur de liandine près des côtes françaises, ne semblent malheureuse-

ment valider aucune de ces deux professions de foi politiques. S'ils font l'objet d'une concurrence de circonstance, les Verts sont approchés de façon peu désintéressée.

Ainsi, l'entourage de M. Laurent Fabius, après avoir suggéré à quelques « écoles » de monter leur propre liste d'ouverture en dehors des Verts, a proposé à M. Didier Anger de figurer sur la liste socialiste. Ce conseiller régional a décliné l'offre en dénonçant, au passage, une certaine « sectarisme » dans son propre camp.

Coup d'envoi européen de la campagne électorale des Verts, ce congrès aura la particularité d'accueillir le premier député vert récemment élu en Union soviétique, M. Zigmans Vaisvils, en Lituanie.

O. B.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

COMME il y a un stylo pour la correspondance, et un autre si elle est solennelle ; une poignée d'autres encore, de toutes couleurs, silhouettes ou nationalités, pour l'ordinaire des jours, il y a un stylo pour le mercredi, qui n'est destiné qu'à ce jour-là, outil aimé et respecté, qui n'a d'usage que les couilles du vendredi.

Bien qu'il n'ait mission que de tracer des mots, c'est un stylo menteur. Avec lui, tant il écrit fin, et d'autant plus que la pensée se concentre — ou se cherche — et que le nez se rapproche de la feuille de papier, une seule de ces feuilles manuscrites se multiplie par trois au moment de la dactylographie. Il y a de la botte de sept lianes dans cet engin-là. Mais est-il Ogre ou Poucet celui qui le manie ?

C'est un plaisir de le retrouver, après trois semaines de séparation, puisque, deux mercredis de suite, il était resté dans une boîte à gants grand-maternelle convertie en plumier. Une fois pour cause d'angoisse, l'autre du fait de l'éloignement. Le stylo du mercredi est trop précieux pour lui faire courir le risque d'un déplacement. Il avait donc fallu écrire avec un stylo à tout faire, une vraie bûche.

Ces retrouvailles sont d'abord celles de la main et de son outil, matérielles et physiques avant d'être intellectuelles. Le plaisir du texte est au premier rang celui de l'écriture ; non pour voir se biter une architecture de mots, mais pour en tracer les signes. Réurgence peut-être de l'époque infantile où l'homme, contraignant sa main pour le faire libre, apprend que les objets, les êtres et les sentiments ont deux réalités : la leur et celle des mots.

LES « cabris » sont de retour. Ceux que de Gaulle désignait ainsi afin de ridiculiser les partisans de l'Europe, donnent de nouveau de la voix. Il est vrai que l'échéance est proche puisqu'elle aura lieu le 18 juin, ce qui n'est pas une mince occasion pour des gaullistes de stricte obédience, s'il en existe encore. Mais, à l'heure présente, il faut être un « super-cabris » pour croire une seconde que ce scrutin ne concerne que l'Europe, ou même qu'il la concerne tant soit peu.

La plus obtuse des obtus ne peut manquer de voir que ce 18 juin n'est que le masque mal chausé de 1995, année au cours de laquelle prendront constitutionnellement fin les pouvoirs de M. Mitterrand. Le prétendu enjeu européen est bien français. Ce n'est pas un scrutin, mais un galop d'essai, ou une épreuve éliminatoire.

Mais si la gauche, pouvoir oblige, présente d'elle-même une image à peu près convenable, la droite, disloquée par les défaites, étale un désarroi et un affolement qui font peine à voir pour peu qu'on ait du cœur. La recherche des solutions n'est pas moins fébrile.

La plus vertigineuse des trouvailles fut de dénoncer ce pelé, ce galeux : l'âge ; pour suggérer le remède en forme de basilic : les jeunes. Après que leurs partis eurent dénoncé la retraite à soixante ans, voilà que les brillants adolescents issus des dernières municipales exigent qu'elle soit ramenée à quarante.

Mots

La vérité, c'est qu'ils sont prêts à vendre toutes les poudres de perlimpinpin, à faire avaler tous les placebo pour les sortir de la panade où, diront-ils, le machiavélisme M. Mitterrand a plongé leurs formations. Mais avec quelle bonne volonté de leur part !

La vérité, ce n'est pas que M. Chirac est vieux (d'autant que c'est faux), c'est qu'il est mauvais ; ce n'est pas que M. Giscard d'Estaing est décati (il est frais comme un garçon), c'est qu'il est dévalué. A l'inverse, ôterait-on dix années à l'état civil de M. François Léotard qu'il n'en deviendrait pas un génie politique.

POURQUOI, d'ailleurs, voudrait-on que les Français (de tous bords) s'intéressent à l'Europe, puisqu'il n'y a en pas un sur dix, sur cent, sur mille, pour pouvoir dire ce qu'elle est, ce qu'elle sera, ce qu'elle pourrait ou devrait être ; et qu'aurait été la situation, en mieux et en pis, si sa construction politique n'avait pas été entreprise. L'Europe, en France, n'a pas de pédagogie, sinon celle de la convoitise, et l'on sait au point de quoi.

Au contraire de beaucoup de ses pairs, M. Giscard d'Estaing a un talent de pédagogue, y compris pour faire passer des idées fausses. A le voir frétiller, mercredi soir sur TF 1, rappelant ses initiatives de président, son rôle de président, sa stature de président (le bon temps, quoi !), on sentait bien que,

s'il parvenait à ses fins, prétendre parler au nom de toute l'opposition, il allait en découler. Mais que l'Europe était loin à cet instant, et si proche l'échéance de 1995 ! Oui, M. Giscard d'Estaing parlera de l'Europe, mais il faudra entendre France, comme les autres, plus que les autres.

L'HEBDOMADAIRE britannique *The Observer* s'apprête à publier un rapport ministériel et confidentiel, qui décrit les conditions dans lesquelles a été racheté le célèbre magasin Harrods. M=Thatcher estime qu'une telle publication serait contraire aux intérêts du gouvernement de Sa Majesté britannique. Elle obtient, sans peine apparemment, l'interdiction de cette publication, qui s'impose à tous les autres journaux outre-Manche.

Une telle mesure serait, semble-t-il, impossible en France, pour des raisons de droit et de fait. Mais l'Europe régnante, demain ou dans vingt ans, quel y sera le régime des libertés ? Laisse à la discrétion des Etats-membres du futur troisième « super-grand », ou bien remis à l'appréciation d'une autorité centrale qui, tout conduit à le craindre, procéderait par voie de compromis, donc au détriment des pays les mieux dotés sur ce terrain ? Utopie que cette question ? Réalité de demain.

Autre version du même problème. Des disparités apparaissent, d'un pays à l'autre, sur le terrain des libertés. Peut-on imaginer qu'un Britannique demande à bénéficier du régime d'un autre Etat-membre, qu'il croit plus favorable à sa cause ? Et, dans ce cas, qui décide et quid ? Peut-on rêver, en Europe, d'une clause du citoyen le plus favorisé ? Pourquoi pas ? Mais on s'élèverait savoir.

De cela, et d'autres sujets plus immédiatement perceptibles, les hommes politiques parlent peu ou mal. Ils ne s'en soucient qu'en extrême, comme par concession à l'enjeu au nom duquel ils souhaitent se faire élire. De la sorte, progresse l'idée que les politiques vivent amputés du neurone de la sincérité ; qu'ils ne parlent, au mieux, que par intérêt de parti, et, plus souvent, par ambition personnelle.

Si l'Europe devait être, encore une fois, l'occasion de noter la classe politique, le résultat risque d'être très inférieur à la moyenne. Par réflexe, les Français voteront encore en grand nombre. Jusqu'au moment où ce réflexe viendra à s'amoindrir, pour se traduire par une démocratie à l'américaine, celle de l'abstention.

Handwritten signature or mark in a box.

Politique

Le projet du ministère de l'intérieur à propos des étrangers

La « loi Pasqua » devrait être sensiblement modifiée

Le ministre de l'intérieur vient de communiquer à plusieurs associations un avant-projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Ce texte, qui vise à modifier sensiblement la « loi Pasqua », sera soumis au Parlement en mai ou en juin.

Comment concilier la lutte contre l'immigration clandestine et une attitude compréhensive, voire généreuse, à l'égard des étrangers installés en France ? C'est la question difficile à laquelle se heurtent les socialistes, après avoir retrouvé les délices de l'opposition pendant deux ans sous le « gouvernement Chirac-Pasqua ».

S'il ne tenait qu'à lui, le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, se serait contenté d'attendre, par des circulaires

d'application, la loi conçue par son prédécesseur, en attendant d'harmoniser tout à fait la législation française avec celle des pays voisins dans la perspective de l'Europe de 1993. Mais le président de la République en a décidé autrement : pressé par des associations très actives comme SOS-Racisme, il a réclané l'« abrogation » de la « loi Pasqua », mesure qui ne figurait pourtant pas dans sa Lettre à tous les Français, l'an dernier, avant l'élection présidentielle.

Certains socialistes pensent qu'il ne faut pas offrir un os à ronger au Front national au cours de la campagne des européennes et veulent donc reporter à fin juin la présentation du projet de « loi Joxe ». D'autres, au contraire, estiment que ce débat serait un bon moyen de mobiliser des abstentionnistes en puissance et que le texte définitif devrait

être établi au plus vite. La question n'a pas encore été tranchée.

En son état actuel, l'avant-projet Joxe modifie sensiblement la « loi Pasqua » du 9 septembre 1986, mais sans revenir à toutes les dispositions des lois « socialistes » du 29 octobre 1981 et du 17 juillet 1984. Les points principaux concernent les visas, l'attribution des cartes de séjour, les expulsions et les reconduites à la frontière.

• **VISAS** : l'avant-projet ne remet pas en cause les dispositions introduites par M. Pasqua. Celui-ci avait permis aux autorités consulaires de refuser un visa sans donner d'explication. L'avant-projet Joxe légalise même les pratiques en vigueur depuis 1986, puisqu'il prévoit des visas d'une durée inférieure à trois mois et un départ obligatoire de l'étranger à l'expiration du délai. L'article 2 de l'avant-projet est ainsi rédigé : « Sauf à être muni d'une carte de séjour [...] aucun étranger ne peut, à compter de son entrée régulière sur le territoire national, séjourner en France : 1) au-delà de la durée du séjour autorisé par son visa s'il est muni d'un visa d'une durée inférieure ou égale à trois mois ; 2) au-delà d'une durée de trois mois dans tous les autres cas ».

• **TITRES DE SÉJOUR** : l'avant-projet Joxe rétablit les principales dispositions de la loi du 17 juillet 1984. Celle-ci prévoyait l'attribution d'une carte de dix ans, renouvelable de plein droit, à diverses catégories d'étrangers, comme les conjoints de Français, ou ceux qui résident « habituellement » en France depuis plus de quinze ans. Une nouveauté : M. Joxe propose de reporter de seize ans à dix-huit ans l'âge à partir duquel l'étranger doit posséder un titre de séjour. Cela réduirait les divers problèmes qui se posent durant cette période, y compris à des jeunes nés en France et appelés à devenir automatiquement français à leur majorité. Cette simplification n'aurait été prévue dans aucune des lois précédentes.

• **MESURES D'ÉLOIGNEMENT** : on appelle pudiquement ainsi des procédures différentes, à ne pas confondre : l'expulsion et la reconduite à la frontière.

L'arrêt d'expulsion doit être signé par le ministre de l'intérieur. Il vise à éloigner de France, de manière durable, un individu qui trouble l'ordre public. Jusqu'en 1986, cette mesure exigeait « l'avis conforme » d'une commission d'expulsion. M. Pasqua a limité cette commission à un rôle consultatif. Son successeur envisage de rétablir « l'avis conforme », mais aussi les catégories d'étrangers non expulsibles qui étaient inscrites dans la loi de 1981. Il veut également revenir aux normes antérieures à propos de « l'expulsion en cas d'urgence absolue » : avec M. Pasqua, tous les étrangers — sauf les moins de dix-huit ans — sont devenus expulsibles, sans même consulter la commission départementale, du moment que leur présence constitue une menace « particulièrement grave » pour l'ordre public. Une nouveauté : le préfet pourra, « par arrêté motivé, prononcer un avertissement à l'encontre d'un étranger qui a trouble l'ordre public ».

La reconduite à la frontière, elle, vise les étrangers en situation irrégulière. Jusqu'en septembre 1986, elle était décidée par la justice. M. Pasqua en a fait une mesure administrative en la confiant aux préfets. Son successeur envisage une formule mixte : l'arrêt de reconduite à la frontière serait pris par le préfet mais ne pourrait être exécuté avant vingt-quatre heures. Au cours de ce délai, l'étranger pourrait contester la mesure devant le tribunal de grande instance qui statuerait dans les

quarante-huit heures. Un droit d'appel est prévu, pour l'étranger comme pour le préfet, mais sans effet suspensif. Cette procédure apparaît, à première vue, assez lourde et nécessiterait sans doute des magistrats plus nombreux.

M. Joxe envisage enfin de créer, dans chaque département, une « commission de séjour des étrangers ». Présidée par le président du tribunal de grande instance, elle comprendrait un de ses collègues ainsi qu'un juge du tribunal administratif. Cette commission serait saisie par le préfet, avant décision, des refus de délivrance ou de renouvellement des cartes de séjour. Aura-t-elle un rôle purement consultatif ? Tiendra-t-elle compte des cas sociaux (par exemple, jeunes filles revenues en France après un rapatriement forcé dans le pays d'origine décidé par les parents) ? Ce n'est pas précisé.

Quelles que soient les modifications qui pourraient y être apportées, la « loi Joxe » suscitera certainement les foudres du Front national qui a déjà dénoncé cette « nouvelle étape vers la tiers-mondisation de la France ». On risque, en revanche, d'entendre des voix discordantes au RPR et à l'UDF : certains estiment que la « loi Pasqua », votée en plein climat d'attentats à Paris, mérite d'être « toilettée » et ne voit pas dans le projet Joxe une véritable « abrogation ». Quant aux associations qui ont farouchement combattu cette législation, elles devraient être plutôt satisfaites malgré des désaccords sur certains points. Leurs combats à venir risquent de changer de nature. On va sans doute réentendre parler du droit de vote des étrangers, de la réforme du code de la nationalité dans un sens plus libéral... et, surtout, de mesures pour « l'intégration » des immigrés.

Pressé par M. Mitterrand, le gouvernement Rocard ne s'était pas contenté, en effet, d'annoncer en janvier une réforme de la « loi Pasqua » : il promettait de favoriser « l'intégration ». On n'a toujours rien vu venir de ce côté-là, à part l'annonce — bien modeste — d'une accélération des procédures de nationalisation et d'une relance du Conseil national pour les populations immigrées qui avait été mis en sommeil par M. Chirac.

Chaque ministre continue à faire, dans son coin, ce qu'il estime devoir faire en faveur de « l'intégration », mais le gouvernement ne semble être ni outillé ni inspiré pour mettre en place une véritable politique. Avec la discussion de la « loi Joxe », l'immigration ne risque-t-elle pas, une fois de plus, de se réduire à un problème de police, de frontières et de tribunaux ?

ROBERT SOLÉ

A deux mois de l'échéance européenne

Le PCF lance une campagne sur le thème du « redressement »

« La vérité sur la Parti communiste : la force qui monte ». Ce slogan est le titre d'un tract que le PCF vient d'éditer à cinq millions d'exemplaires. Cette opération a pour but de « donner à la vérité sur le résultat des municipales tout l'écho qu'elle mérite, et une dimension suffisante à la réplique aux tentatives de dénaturer les résultats réels ».

Considérant que « les élections municipales ont constitué un véritable sondage », le PCF estime que son influence « se situe autour de 15 % » à l'issue de cette consultation et à deux mois de l'échéance européenne. La liste communiste avait obtenu 11,2 % des suffrages en 1984 et 20,5 % en 1979 alors qu'elle était conduite par le secrétaire général du parti, M. Georges Marchais, qui a cédé la place, en 1989, à M. Philippe Herzog.

Accroché à la thèse du « redressement », la direction du PCF multiplie les initiatives pour convaincre son électorat et assurer sa mobilisation jusqu'au 18 juin. Ainsi, M. Jean-Claude Gayssot, membre du secrétariat du comité central, chargé de l'organisation, a signé un long article sur ce thème dans l'« Humanité » du 6 avril.

Portant le même titre que le tract national, l'article de M. Gayssot reprend les arguments développés, sans relâche, par la direction depuis les élections et la dernière réunion du comité central. S'appuyant sur les résultats obtenus par le PCF dans sept cent soixante-quatre villes de plus de trois mille cinq cents habitants où il y avait « première » avec le PS, contre la volonté des communistes souligne M. Gayssot, le dirigeant du PCF note que son parti progresse de 2,48 points, alors que le PS en perd 5,27. « Out, la force qui compte, la force qui monte, c'est le PCF », a conclu le député de Seine-Saint-Denis. Il reproche aux « partisans du consensus » et aux médias de « mener une opération d'intoxication » et de dresser « un mur opaque pour masquer nos progrès ». Reconnaissant que « certaines [villes] ont été perdues », M. Gayssot indique que « cela n'est pas dû, en règle générale, à un recul dans l'électorat communiste, mais à des opérations organisées entre la droite et les dirigeants socialistes ».

Lors de la dernière réunion du comité central, les 29 et 30 mars, la plupart des intervenants avaient confirmé cette thèse du « redressement » qui figurait dans le rapport

présenté par M. Marchais. Certains d'entre eux avaient, semble-t-il, nimbé cette appréciation d'une pointe de perplexité. M. Anicet Le Pors, ancien ministre de la fonction publique, avait, selon le compte rendu fait par l'« Humanité » du 31 mars, déclaré que « l'expression : la remontée du PCF se poursuit » ne lui paraissait « pas juste », et il avait mis en évidence « un risque de déséquilibre de la présence du PCF dans certains départements », tout en soulignant les « efforts de la droite et du PS pour nous affaiblir ».

Lors des municipales, le PCF a gagné une ville de plus de vingt mille habitants (Saint-Quentin, Aisne), mais il en a perdu quinze autres qui s'ajoutent à l'important contingent de municipalités qu'il avait déjà cédées en 1983. A cette perte de grandes villes, il faut ajouter un recul dans de nombreuses villes moyennes qui marginalise le PCF dans certains départements et la disparition de quelque cinq mille cinq cents conseillers municipaux à l'échelle nationale (le Monde du 30 mars).

Les reconstruc-teurs : nouveau recul !

Concours de circonstances, le jour où l'« Humanité » publiait l'article de M. Gayssot, les « reconstruc-teurs » communistes ont diffusé le deuxième numéro de leur mensuel dans lequel M. Claude Popereon consacre une analyse au résultat du PCF aux municipales. Intitulé, à la Une « Nouveau recul », cet article dénonce « la méthode Coué [qui] fait des ravages en politique ». L'ancien membre du bureau politique du parti note que le « soldé est négatif en villes, en voix, en élus » pour le PCF. Cette affirmation du « recul » est reprise par M. Lucine Lantier, ancien maire de Genève, fraîchement réélu conseiller municipal de cette ville des Hauts-de-Seine, qui écrit l'éditorial de « Reconstruction communiste ».

Après avoir réaffirmé son attachement au PCF, M. Popereon en appelle, implicitement, à Maurice Thorez, en écrivant : « Il n'y a pas de traités dans le parti, seulement quelques mannequins, encore. Nous savons ce qu'il en coûte de dire publiquement, haut et fort ce que l'on pense, quand on a été formé à l'idée que toute critique du parti fait le jeu de l'adversaire ».

OLIVIER BIFFAUD

POINT DE VUE

Quelle abrogation ?

par Jean-Michel Belorgey, député socialiste de l'Allier, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale.

Les députés socialistes mobilisés contre la loi relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, dite « loi Pasqua », avaient été, pendant l'été 1986, jusqu'à déferer au Conseil constitutionnel le texte voté en vue d'obtenir une déclaration de non-conformité à la Constitution de plusieurs dispositions votées : celle permettant de refuser sans recours l'accès au territoire, celle rendant possible l'expulsion pour simple menace contre l'ordre public, celle donnant à l'avis de la commission d'expulsion une portée purement consultative, celle réassignant la définition des catégories d'étrangers non expulsibles.

Le Conseil constitutionnel n'avait alors pas suivi les députés socialistes, mais il semblait aller de soi qu'en cas de retour aux affaires d'un gouvernement socialiste on abrogerait, pour le moins, les dispositions incriminées.

Le soul de ne pas porter atteinte au principe de continuité de l'État, celui peut-être de laisser passer les municipales, le débat interne au Parti socialiste aussi, dont il ne faut pas sous-estimer l'importance et dont l'examen de certaines dispositions du texte relatif au revenu minimum d'insertion a permis de prendre la mesure, ont, en fait, conduit à différer l'initiative à laquelle on s'attendait.

Le processus d'abrogation de la loi Pasqua est cependant maintenant engagé et l'Assemblée devrait avoir prochainement à en connaître. A cela a manifestement contribué, outre la volonté personnelle du président de la République, la campagne conduite cet hiver par l'ensemble des organisations de défense des libertés en vue de mieux faire comprendre comment cette loi fabriquait des clandestins, comment elle déstabilisait des jeunes ayant leurs seules attaches en France, comment elle nourrissait les pratiques abusives et les dissuasions clandestines de certains guichets. Mais les défenseurs des libertés et les étrangers eux-mêmes trouveront-ils leur compte à cette nouvelle réévaluation du régime d'entrée et de séjour des étrangers en France, dans les conditions où elle se prépare ? Poser cette question n'est pas faire, à quelconque, un procès d'intention. Le fait est qu'en attendant, il y a peu,

une nouvelle étape de la négociation engagée en 1985 avec certains de nos voisins européens, en vue de développer la coopération avec eux en matière de contrôle aux frontières, négociations dont les premières conclusions intervenues en juin 1985 à Schengen ont été approuvées par un décret de juillet 1986, le gouvernement français a accepté l'adoption d'une restriction de sa souveraineté dans la définition du régime applicable à l'entrée des étrangers sur son territoire et d'une orientation restrictive de ce régime. Le fait est que cela n'est pas pour déplaire à un certain nombre d'autorités politiques ou administratives qui non seulement sont manifestement peu soucieuses de renoncer à l'ensemble des prérogatives qui leur ont été concédées par la loi Pasqua, mais encore considèrent ce texte comme plutôt insuffisant pour avoir les mains libres.

Il importe dès lors de s'assurer que, si l'on remet la table sur le chevet, cela ne sera pas pour en décliner certaines teintes tout en en assombrissant significativement le fond.

Excès de laxisme et excès de zèle

On ne peut tout d'abord, à cet égard, tenir pour indifférent le débat sur la compétence judiciaire ou administrative en matière de recours contre les décisions de reconduite à la frontière, et il n'y aurait que des avantages à ce que le respect de l'ordre juridique — compétence de la juridiction administrative lorsqu'il s'agit de reconnaître d'un acte administratif — l'emporte sur le souci de faire image, qui n'a pas en 1991 porté les fruits que certains s'imaginaient.

Mais, étant entendu qu'on ne trouvera pas un décideur public pour soutenir la thèse du rétablissement d'un « droit » d'accès au territoire, il faut principalement se demander si l'abrogation de la loi Pasqua ne risque pas de servir de cheval de Troie à une aggravation des conditions mises à l'admission des étrangers sur ce territoire. C'est bien ce qui se passerait pourtant si l'on exigeait des étrangers sollicitant cette admission la preuve — dans quel cas ? — de la permanence — jusqu'à quel point ? — de la disposition de moyens d'existence dans le pays d'origine — à l'exclusion des pays tiers ou de répondants résidents, et ce sans limiter, en quoi que ce soit, le caractère discrétionnaire des décisions d'admission.

C'est également à quoi l'on aboutirait si l'on s'acheminait vers l'in-

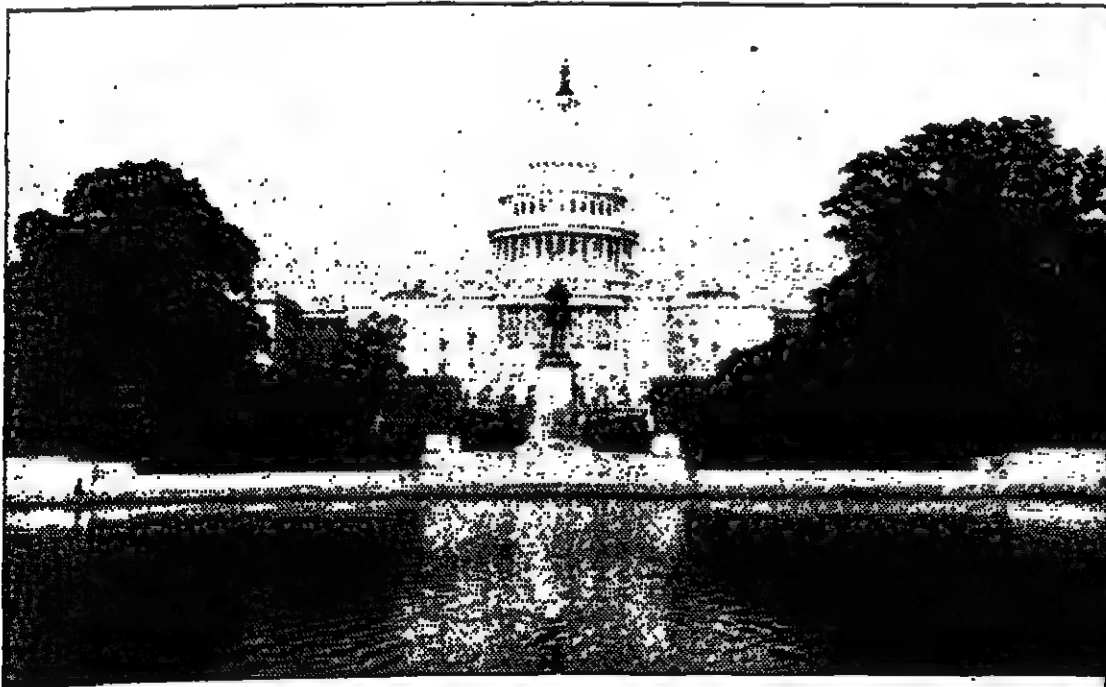
tauration à l'encontre des transporteurs d'étrangers non titulaires des visas requis pour entrer sur le territoire des sanctions véritablement dissuasives ; une telle mesure signifierait en réalité pour commencer l'abrogation du droit d'asile.

Une autre question est celle de savoir si, lorsque la loi prévoit la délivrance de plein droit de titres de séjour à un certain nombre de catégories d'étrangers regardés comme méritantes, les guichets pourront ou non continuer à refuser son application à ceux des étrangers qui se sont, à un moment donné, trouvés en situation irrégulière. Le législateur devrait, à cet égard, manifester une volonté explicite, car si sa volonté implicite fait, de longue date, peu de doute, cela ne préoccupe apparemment guère les guichets et les autorités qui les animent.

Il faudrait également savoir, si tant est qu'on instaure, à défaut de mieux, une procédure consultative, avec ou sans avis conforme, pour la délivrance de certains titres de séjour, à qui bénéficierait cette procédure. Aux étrangers sollicitant un renouvellement, aux non-expulsibles non reconduites, ou à des situations plus largement comprises ?

Il est clair, quant au reste, qu'on ne peut, sous couvert d'instaurer certaines garanties, en supprimer d'autres pour tout ou partie des étrangers qui en bénéficieraient, soit en vertu de la loi de 1981, soit en vertu de la loi de 1986. Ainsi du délai d'un jour franc entre la décision de refus d'entrée ou de reconduite à la frontière et son exécution.

Au total, s'agissant de populations fragiles comme les étrangers, il est, plus qu'en aucun autre domaine de la vie publique, essentiel de ne pas laisser se creuser l'écart entre l'image d'une politique et ses modalités concrètes. Il est bien sûr tentant de chercher simultanément à satisfaire une opinion humaniste, mais peu technicienne, et dont seulement une tranchée partage avec les immigrés le vécu du guichet, ce qui limite sa clairvoyance, et à donner aux guichets de nouveaux moyens de maîtriser les flux migratoires (tant il est vrai que leur excès de laxisme serait aussi redoutable que l'excès de zèle). Mais il faut se méfier des stratégies politiques se prêtant à des lectures exagérément contradictoires suivant les besoins. Certains concepts se retournent comme des gants. Les droits de l'homme ne sont pas de ceux-là. Et les règles propres à en assurer le respect gagnent à être énoncées de la façon la moins équivoque possible.



WASHINGTON DC AVEC PAN AM
4 vols directs par semaine
Parler de liaison capitale ne saurait être exagéré
N°1 sur l'Atlantique.
PAN AM

Le nouveau Paris-Washington DC de Pan Am est ce que l'on peut appeler une liaison privilégiée : le vol s'effectue en Airbus A 310, avion moderne et spacieux ; il est direct, avec correspondance immédiate vers Los Angeles. Cette liaison vient s'ajouter aux vols Paris-New York et Nice-New York quotidiens, et aux vols Paris-Miami non stop, avec correspondances pour plus de 60 villes aux USA, Caraïbes et Amérique Latine. Washington, New York ou Miami, avec Pan Am, vive l'Amérique en direct ! Pour en savoir plus, contactez votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45.

*Vols quotidiens à partir du 25 mai 89

Société

Sur fond d'agitation syndicale

Deux incidents relancent le débat sur les « bavures policières »

Deux « incidents de police » — formule administrative pour désigner les « bavures policières » du langage courant, — survenus récemment à Paris, relancent le débat sur la déontologie de la police nationale. Le premier a suscité l'émotion de nombreux médecins, la victime étant l'un de leurs confrères alors qu'il était de garde dans la capitale. Le second a provoqué la colère de M. Jean-Michel Belorgey, président de la commission des affaires culturelles familiales et

sociales de l'Assemblée nationale et auteur, en 1982, d'un « pré-rapport sur les réformes de la police », référence obligée des ministres de l'intérieur socialistes.

Faisant état d'autres incidents similaires dans une lettre adressée à M. Pierre Joxe, M. Belorgey estime qu'il s'agit d'une grave crise et d'un nouveau recul dans le fonctionnement des institutions de police. La dénonciation de ces faits coïn-

cide avec une certaine agitation du côté des syndicats qui, après les inspecteurs (le Monde du 25 mars), atteints les personnels en teneur. Minoritaire et proche de l'opposition, l'Union des syndicats catégoriels (USC) a estimé, jeudi 6 avril, lors d'une conférence de presse, qu'« une police démocratique, c'est une police à bavures », tandis que la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire) annonce un meeting pour le 25 avril.

Le « nègre » comme le PDG

Le docteur Abdonlaye Ngara Baldé a deux passions : la France et la médecine. Elles se sont conjuguées pour faire de cet homme, né il y a quarante-quatre ans en Guinée, un citoyen français depuis 1981 et un médecin généraliste installé depuis 1989 dans le 17^e arrondissement de Paris, totalement dévoué à ses malades, ne prenant pas de vacances, multipliant les permanences de garde. Une intime croyance l'anime : le docteur Baldé croit aux vertus de la réussite sociale. Ou du moins, croyait, jusqu'à ce samedi 25 février où il était de service pour l'association Garde médicale de Paris (GMP).

« Je suis blessé. Je ne sais pas comment vous expliquer : je ne comprends pas. On m'a pris pour un vulgaire, pour un délinquant ! Aucun respect ! Si j'ai fait des études, c'est justement pour éviter des choses comme ça... Vous vous rendez compte : dans mon quartier, devant mes malades, alors que j'étais de garde, alors que j'avais mon caducée... » Quarante jours après les faits, le docteur Baldé est toujours sous le choc. Il ne se remet pas — « Cette humiliation restera sur moi toute ma vie », avoue sa détresse — il a réclamé le soutien d'un confrère psychiatre, — semble réticent à l'idée de travailler sur son arrondissement — il a provisoirement fermé son cabinet.

Car ce 25 février, rue Lemaître, dans le 17^e justement, en fin de matinée, le docteur Baldé a soudain compris que, pour des policiers français, avant d'être médecin, il était noir. Appelé par le secrétariat de la

Garde médicale, il s'était rendu au chevet d'un patient, atteint d'un œdème et dont la température était à 41 degrés. Un camion de livraison bouchait la rue, particulièrement étroite. Aussi le médecin, pressé par l'urgence, laisse-t-il son véhicule derrière ce camion, après avoir allumé ses feux de détresse. Sur le parvis, en évidence, deux caducées — celui de 1988 et celui de 1989 — ainsi qu'une note indiquant qu'il était en train de donner des soins.

Il faisait une piqûre quand il entendit des avertisseurs sonores. Le frère du patient descendit calmer les impatients, tandis que le docteur Baldé recevait un nouvel appel téléphonique de la Garde médicale lui demandant d'aller visiter un autre malade. Mais, en rejoignant son véhicule, le médecin le trouva entouré de plusieurs policiers en uniforme, bien qu'aucune voiture ne se trouvait derrière la sienne. Immédiatement, celui qui semblait être le chef des gardiens somma le docteur Baldé de lui remettre les clés de sa 205 Peugeot. Faisant valoir qu'un autre patient l'attendait, le médecin refusa.

« Au trou ! »

On aurait pu s'expliquer, discuter, se comprendre... Rien de tel. Avant même qu'il eût terminé sa phrase, le même policier saisit la main droite du médecin, qui tenait les clés, lui tordit le bras, le projeta sur le capot de la voiture, la tête en avant, lui asséna des coups dans le dos et sur la

nuque, puis lui passa des menottes aux poignets, extrêmement serrées. Un récit corroboré par le témoignage de passants qui entendirent le docteur Baldé, tout à sa mission crier pour que l'on prévienne le secrétariat de la Garde médicale afin qu'un autre médecin se rende auprès du patient en attente. Entre-temps, les policiers s'étaient mis à plusieurs pour projeter le médecin sur le trottoir où, menotté, les mains dans le dos, il demeura affaibli jusqu'à ce que les mêmes policiers décident de l'emmener au commissariat central du 17^e arrondissement.

Le docteur Baldé y restera deux heures, toujours menotté, ne recevant qu'une seule réponse : « Au trou ! » — à son humble demande : qu'au moins, les menottes soient desserrées... Après que, grâce aux témoins, un responsable de la Garde médicale se soit enquis de son sort, il sera conduit devant un fonctionnaire en civil qui, sans un mot d'excuse, ordonna que les menottes soient retirées et, refusant de prendre sa déposition, lui enjoignit de quitter le commissariat où sa voiture avait été conduite par les policiers. Bénéficiant d'un arrêt de travail jusqu'au 31 mars, le docteur Baldé a encore aujourd'hui l'avant-bras droit dans le plâtre, en raison des séquelles du « menottage » prolongé.

Bien qu'il ait déposé plainte, le 27 février, dans les locaux de l'Inspection générale des services (IGS), celle-ci ne se pressa pas d'avertir le parquet de Paris. Elle ne semble s'être préoccupée de cette affaire que depuis le 24 mars, jour où le docteur Baldé, avec pour avocat

M^e Francis Terquem, a déposé plainte auprès du procureur de la République pour coups et blessures, violences par agents du gouvernement, atteinte à la liberté, arrestation illégale. Le 3 avril, le docteur Baldé a écrit une lettre en forme de poème au président de la République, une lettre d'homme menotté : « Au trou ! C'est le crime d'avoir soigné un citoyen / Au trou ! C'est aussi et bien sûr celui d'être nègre à Paris / Au trou ! Je respire la négritude sans complexe. Jamais / Au trou ! monsieur le Président, vos menottes font horriblement mal... »

Une lettre à M. Joxe

M. Jean-Jacques Porchez n'a pas eu besoin d'écrire lui-même au président. Député (PS) de l'Ailier, M. Jean-Michel Belorgey, qui le connaît et l'estime de longue date, s'est chargé de raconter et de commenter sa mésaventure dans une lettre au ministre de l'intérieur qui comme un cri d'alarme. Le 13 mars, M. Porchez a commis l'erreur de produire la Carte bleue de son épouse, médecin pédiatre, pour régler des achats dans un supermarché parisien. Une Carte bleue qui avait été un temps égarée, sur laquelle il avait été fait opposition, mais qui, entre-temps, avait été retrouvée, entraînant la levée de l'opposition auprès des services bancaires.

La encore, on aurait pu s'expliquer. M. Porchez, PDG de la société Acte-Informatique, n'avait-il pas proposé de payer par chèque, noté sur sa carte d'identité, demandé que l'on vérifie la concordance entre le nom porté sur la carte bleue et le sien ? Rien n'y fit. Soupçonné d'avoir dérobé cette carte, M. Porchez fut remis aux mains des policiers. Menotté lui aussi, il passera la nuit dans un commissariat, sans pouvoir téléphoner, sans manger ni boire, et — cela va-t-il de soi ? — abondamment tutoyé. Libéré le lendemain matin, il fut toutefois interrogé sur ses antécédents judiciaires par un policier en civil, ce qui lui permit de constater que son interlocuteur connaissait ses démêlés avec les autorités... Il y a une trentaine d'années, alors que, militant étudiant, il jouait les « porteurs de valise » durant la guerre d'Algérie.

« La surcharge de travail, la paresse et peut-être la lassitude aidant », écrit M. Belorgey à M. Joxe, après avoir exposé ces faits, « je n'ai pas toujours pu rendre compte de faits analogues dont j'étais saisi. Qu'on casse la jambe, au poste de police de la rue Notre-Dame-des-Champs, à un architecte arrêté sur sa mauvaise mine (queue de cheval) roulant en décapotable par temps de pluie (...), qu'on tabasse dans plusieurs commissariats, y compris celui du 13^e, au point que des policiers soient venus s'en ouvrir à moi (...), qu'on s'inquiète dans les milieux de la police démocratique du divorce qui se creuse entre les discours humanistes des politiciens et la pratique de certains commissariats, traduit manifestement une grave crise. »

Datée du 20 mars, la lettre de M. Belorgey n'a, selon son secrétaire, toujours pas reçu de réponse.

EDWY FLEDEL

En Suisse Un sidatique emprisonné pour contamination

Un citoyen suisse, atteint du sida et accusé d'avoir transmis la maladie à son amie a été condamné jeudi 6 avril à trois ans et demi de prison par le tribunal de Lausanne. Le temps de survie des sidatiques est aujourd'hui le plus souvent inférieur à la durée de cette condamnation. Depuis deux ans, l'homme, dont l'identité n'a pas été révélée par les autorités suisses, se savait porteur du virus du sida. Il n'avait cependant pas informé son amie de son état qui, atteinte par la maladie en juillet 1988, avait alors porté plainte contre lui. (Reuter.)

REPÈRES

Francophonie

L'Académie contre Pasteur

Dans un communiqué rendu public jeudi 6 avril, l'Académie française exprime sa satisfaction devant l'ampleur des réactions suscitées dans le monde francophone par la décision de l'Institut Pasteur de publier désormais ses annales en langue anglaise (le Monde sciences et médecine du mercredi 29 mars). L'Académie émet le souhait que cette décision, dans laquelle elle voit une « démission de la communauté scientifique française », soit bientôt rapportée.

D'autre part, l'Association internationale des parlementaires de langue française demande à l'Institut Pasteur de reconsidérer sa position.

Pollution

Dispositif « allégé » pour rechercher le conteneur de lindane

Après trois semaines de vaines recherches en Manche, le ministre délégué à la mer, M. Mellick, a annoncé, jeudi 6 avril à Paris, que la « chasse » du conteneur de lindane échappé du navire panaméen *Pennos* allait se poursuivre selon un dispositif « allégé ». Les dragueurs de la marine nationale seront simplement appelés à effectuer leurs manœuvres normales sur le site présumé de la disparition du conteneur. M. Mellick a souligné que, d'après les experts scientifiques français et britanniques réunis, le risque de contamination par le lindane était très limité.

● Légère augmentation du nombre des détenus. — Le nombre des détenus incarcérés dans les prisons françaises est passé de 48 358 au 1^{er} mars à 47 281 au 1^{er} avril. Répartis en 45 206 hommes et 2 075 femmes. Sur le chiffre total, les condamnés sont 28 829 contre 25 724 au 1^{er} mars et les prisonniers en détention provisoire, — c'est-à-dire non encore jugés, ou dont les condamnations prononcées ne sont pas définitives en raison d'un appel ou d'un pourvoi en cassation, — qui étaient 20 634 le mois précédent ne sont plus, eux, que 20 462. Si l'on compare le chiffre global à celui enregistré le 1^{er} avril 1988 on constate cependant une diminution de 5 199.

● Inculpation de M. Jean-Pierre Roche à la Guadeloupe. — Présenté, jeudi 6 avril, au parquet de Pointe-à-Pitre, M. Jean-Pierre Roche, homme d'affaires de la Guadeloupe, a été inculpé par M. Michel Dupont,

juge d'instruction, de fraude fiscale pour plusieurs sociétés dont il avait le contrôle et pour un montant global non encore déterminé, ainsi que d'abus de biens sociaux (le Monde du 7 avril). Il a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire et devra verser une caution de 500 000 F. L'enquête a été menée à la suite du dépôt d'une plainte de l'administration fiscale interrompt la prescription qui est de quatre années dans ce domaine. (Corresp.)

● Découverte d'armes à Paris. — Des sapeurs-pompiers appelés jeudi 6 avril à intervenir, en raison d'une fuite d'eau dans un appartement rue Jean-Pierre-Timbaud, à Paris-11^e, ont constaté la présence d'armes diverses dont des fusils mitrailleurs. La police alertée a procédé à un inventaire des armes en l'absence du locataire qui ne s'était pas encore manifesté en fin de journée. (Corresp.)

Le Carnet du Monde

Naissances

— M. Michel BOUTINARD ROUELLE, né le 1^{er} mars 1989, à Paris.

M^{me}, née Patricia Godet et Ortae,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Antoine.

Paris, le 23 mars 1989.

— Madeleine et Emmanuel CHADEAU,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Mathilde.

le 6 avril 1989.

197, boulevard de la Liberté,

59800 Lille.

Décès

— M. et M^{me} Charles Mantlek,

M. et M^{me} Armand Borksztejn,

et leurs enfants,

M. et M^{me} Hervé Muntjak,

M. et M^{me} Laurent Muntjak,

M. et M^{me} Marc Weinstaub,

M^{me} Virginie Laurence et Anne-

Sarah Borksztejn,

seus enfants,

Benjamin, Anouk, Yoan, Emmamel,

Ilan, Hannah,

seus arrière-petits-enfants,

Toute la famille,

Alliés et amis,

ont le profond chagrin de faire part du

décès de

M^{me} Chloé BORKSZTEJN,

née Winicka,

dans sa quatre-vingt-onzième année, le

6 avril 1989.

L'inhumation aura lieu le lundi

10 avril, à 14 heures, au cimetière par-

isien de Bagneux.

Nous rappelons la mémoire de son

époux

Joëlle BORKSZTEJN,

décédée le 6 avril 1984.

Ni fleurs ni couronnes.

75, boulevard Richard-Lenoir,

75011 Paris.

95 bis, boulevard Richard-Lenoir,

75011 Paris.

— Son épouse,

Seus enfants et petits-enfants,

faut part du décès de

M. André BRUNET,

chevalier de la Légion d'honneur,

commandeur des Palmes académiques,

médaille d'argent

de la municipalité de Nanterre,

survécu le 25 mars 1989, dans sa

quatre-vingt-onzième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9 bis, rue Boileau,

75016 Paris.

— Le président de l'université Pierre-

et-Marie-Curie (Paris-VI)

Et l'ensemble des personnels de l'un-

versité,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. C.-M. GARY-BOBO,

professeur de biophysique,

survenu le 2 avril 1989.

— M^{me} Claude Lehmann,

M. et M^{me} Frédéric Lehmann

et leurs enfants,

M. et M^{me} Paul Rozenberg

et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Claude LEHMANN,

survenu le 2 avril 1989.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue Théodule-Ribot,

75017 Paris.

Remerciements

— Denis Dombre,

Seus enfants et ses petits-enfants,

très touchés des marques de sympathie

qui leur ont été témoignées lors de la

mort de

Nathalie DOMBRE,

remercient toutes les personnes qui se

sont associées à leur tristesse.

Nayral,

31540 Saint-Félix-Lauragais.

Anniversaires

— M^{me} Roger Jacob

rappelle à tous ceux qui l'ont connue et

aimée le souvenir de sa sœur

Jeanne LONGÉ,

décédée le 13 avril 1988, à Paris.

— En ce treizième anniversaire du

décès de

Joseph Jean MORER,

commandant de la Légion d'honneur

au titre militaire,

une pensée toute particulière est deman-

dée, de la part de

M^{me} Morer,

à tous ceux qui l'ont connu, aimé et res-

taient fidèles à son souvenir.

— Il y a vingt ans disparaissait

Théodore SANDMAN,

avocat à la cour.

Ceux qui l'ont connu et aimé se sou-

vient.

CARNET DU MONDE

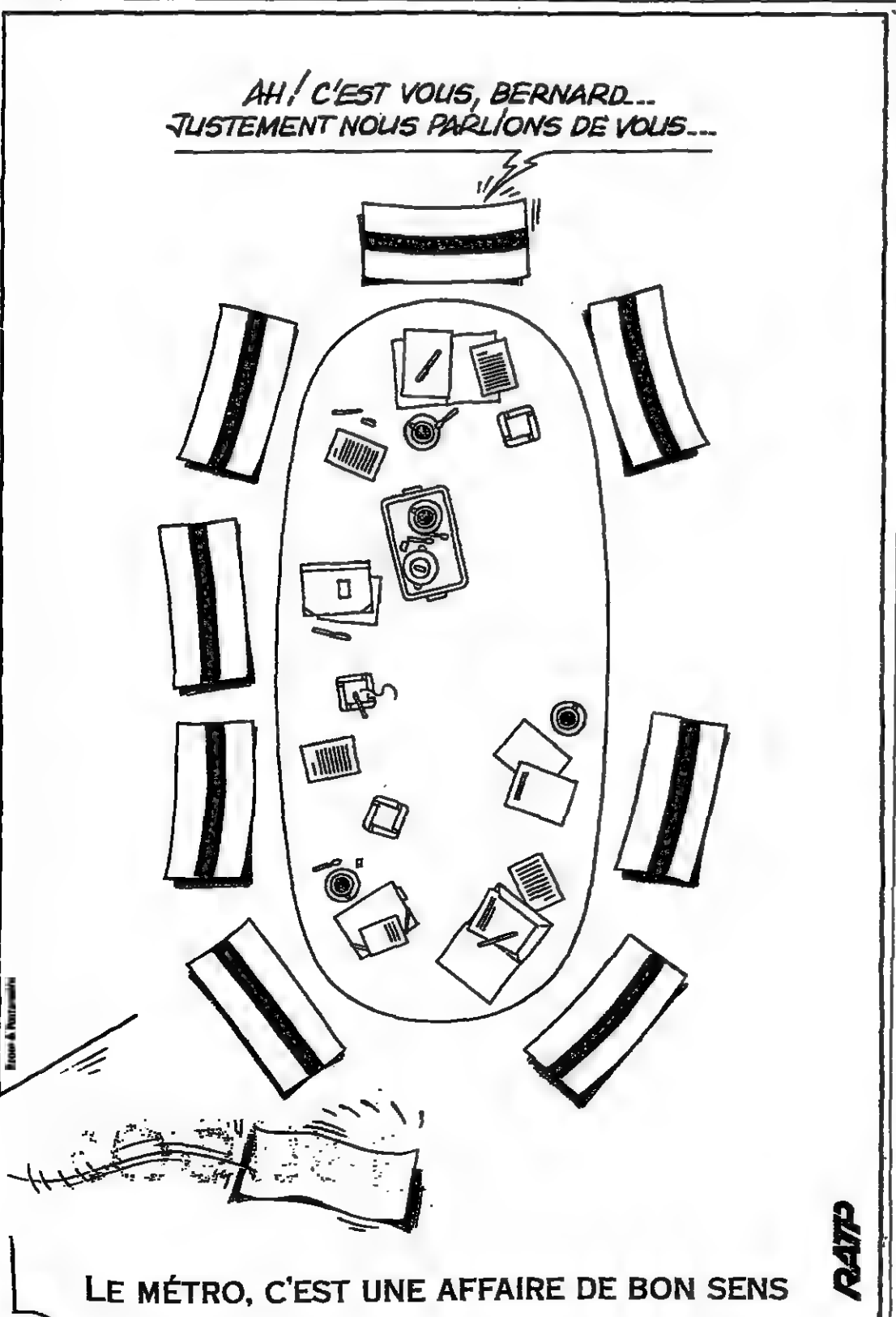
Renseignements : 42-47-98-03

Tarifs : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 83 F

Abonnés et actionnaires : 73 F

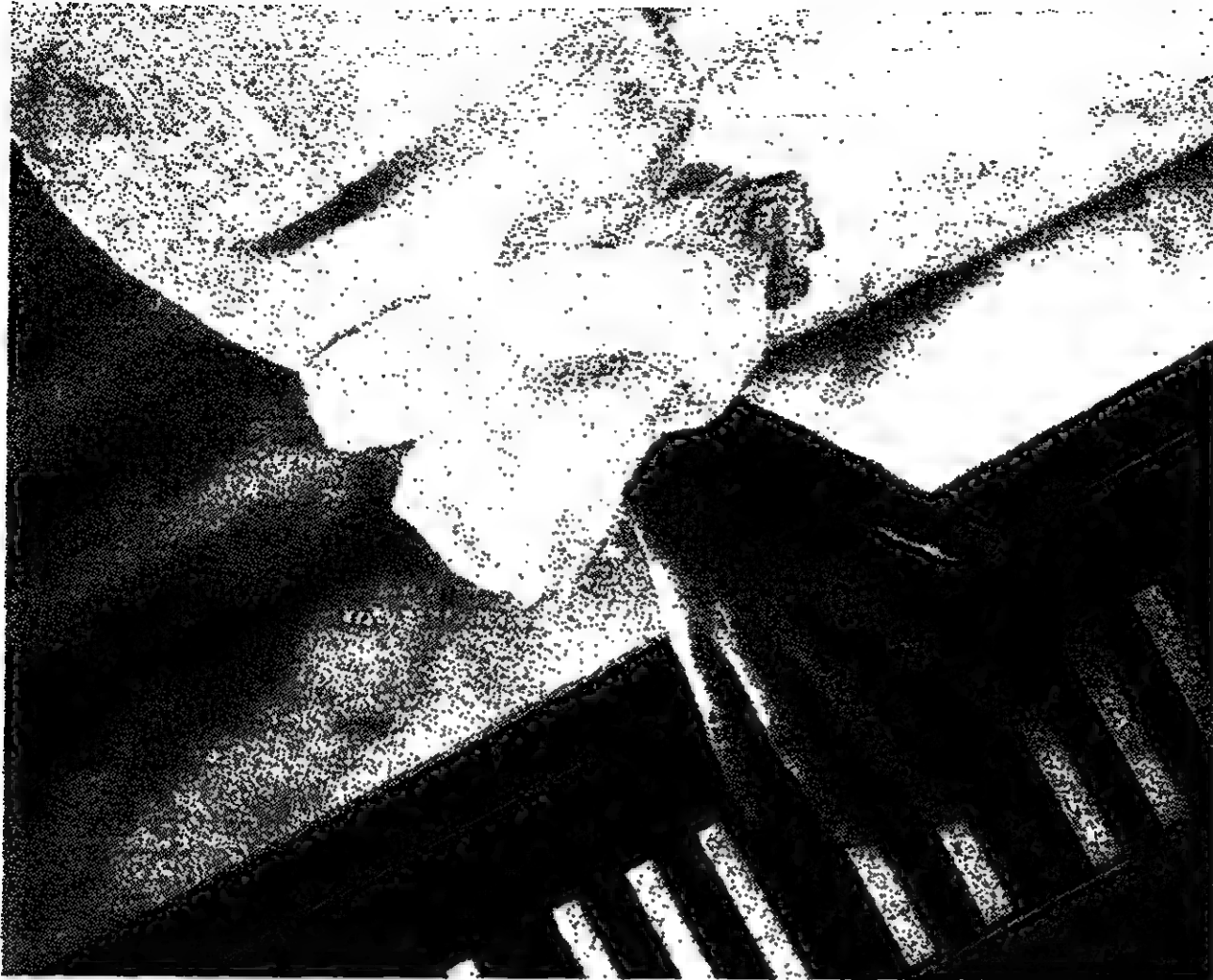
Communications diverses : 86 F



LE MÉTRO, C'EST UNE AFFAIRE DE BON SENS

JP 11/10/89

SLIGOS, LA DOUBLE COMPÉTENCE INFORMATIQUE



Mozart, compositeur et virtuose

SLIGOS, CONCEPTEUR ET EXPLOITANT DE SYSTÈMES

"On n'excelle jamais que dans ce qu'on pratique": la maxime de Montaigne est toujours d'actualité. Et dans l'informatique plus qu'ailleurs. Bien concevoir un système informatique, c'est aussi prendre des options techniques qui auront un effet déterminant sur son exploitation, donc sur son efficacité. On le fait mieux quand on a l'expérience de l'exploitation. De même pour être un bon exploitant de services informatiques, il faut aussi avoir une expérience étendue de concepteur. Concepteur et exploitant, SLIGOS réalise la synthèse de l'ingénierie de haut niveau et de l'exploitation de moyens informatiques à la pointe de la technologie. Cette double compétence apporte à ses clients une inégalable garantie d'efficacité.

S SLIGOS

Education

Proposées par M. Lionel Jospin

Les nouvelles rémunérations des enseignants

Une bouffée d'oxygène

COMBIEN gagneront-ils demain ? La question est cruciale pour 750 000 instituteurs et professeurs du secondaire, mais elle concerne aussi l'ensemble des contribuables. La réponse n'est pas simple, comme le montre le tableau que nous publions.

En décidant d'ouvrir le dossier de la rémunération des enseignants, le gouvernement s'exposait à un déluge revendicatif. Cela n'a pas manqué. Le bulletin de salaire, vieille cause d'agreur du monde des « instituteurs », a cessé d'être un tabou. Il est désormais brandi, tel un étendard de révolte. Mais l'affaire est compliquée par l'inextricable enchevêtrement des statuts, la superposition de situations de fait qu'une administration centralisée préfère ignorer. Tout compte fait, la réalité ambiante ne présente qu'une lointaine parenté avec l'égalitarisme de rigueur dans les proclamations enseignantes.

Dans ce contexte, le gouvernement devait arbitrer entre deux types de mesures : les unes de type statutaire, égalitaires et donc difficiles à moduler en fonction de l'implication de chacun ; les autres de type indemnitaire (primes), plus aptes à servir de levier à une amélioration qualitative du système. En janvier dernier, M. Rocard avait lui-même tranché, à la surprise générale, y compris celle de son ministre de l'éducation nationale : « l'essentiel » de la revalorisation se ferait « pour le stock d'enseignants existant par une voie indemnitaire », confia-t-il au Monde de l'éducation. De « nouveaux corps avec de nouvelles obligations de service » seraient définis « pour faire un autre métier ».

Les premières propositions de M. Jospin, inspirées par ces principes, allaient déclencher une vague de grèves et de manifestations si larges qu'elles allaient amener le gouvernement à revoir largement sa copie.

Celle-ci, peaufinée jusqu'à la dernière ligne de mars, en liaison avec les syndicats, traduit un certain recul sur les indemnités. Ainsi l'attribution de 500 F annuels aux professeurs volontaires pour des « responsabilités particulières » est reportée à 1992. L'économie ainsi réalisée finance partiellement les concessions aux revendications syndicales encore plus nettes sur le plan statutaire.

Les dernières propositions du gouvernement, dont M. Jospin a annoncé qu'elles seraient appliquées même si les syndicats ne les acceptaient pas (le Monde du 30 mars), introduisent des augmentations indiciaires et des accélérations de carrière qui, inévitablement ou à court terme, se traduisent par un « plus » salarial pour tous, y compris pour les trois cent cinquante mille retraités.

PHILIPPE BERNARD.

Quatre indemnités de plus

La refonte totale du système indemnitaire complète les mesures statutaires résumées dans le tableau ci-contre. Contrairement à ces dernières, qui sont relativement générales (certaines concernent les retraités comme les actifs), les indemnités ne s'appliquent que dans des situations spécifiques. La plus importante sera « l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves » qui devrait se traduire par une augmentation mensuelle de 500 F par mois pour tous les professeurs de lycée, et de 160 F à 250 F par mois pour les professeurs de collège. Voici le détail des décisions arrêtées en matière d'indemnités :

● **LES INSTITUTEURS ET PROFESSEURS DÉBUTANTS** affectés dans une zone où le recrutement est difficile (nord, est de la France) percevront à partir de la rentrée 1990 une « indemnité de première affectation » de 12 000 F par an pendant trois ans. L'actuelle « prime spéciale d'installation » (6 800 F par an pendant un an) versée aux nouveaux recrutés en région parisienne et dans l'agglomération illoise n'est pas supprimée mais n'est pas cumulable avec la nouvelle indemnité.

● **LES ENSEIGNANTS REMPLACANTS** percevront, dès la rentrée 1989, une indemnité de 150 F par jour au lieu de 45 à 84 F par jour actuellement selon la catégorie.

Vers l'année sabbatique

Un « congé de mobilité » rémunéré d'un an va être créé. Il permettra progressivement à trois mille instituteurs et à trois mille professeurs de préparer chaque année les concours internes de l'éducation nationale ou de la fonction publique, ou de préparer leur reconversion professionnelle dans le privé.

● **LES PROFESSEURS DU SECOND DEGRÉ** percevront tous, à partir de mars 1989, une nouvelle « indemnité de suivi et d'orientation des élèves » de 6 000 F par an (500 F par mois). Cette prime remplace « l'indemnité pour participation aux conseils de classe » versée jusqu'à présent aux seuls professeurs de collèges et d'un montant variant entre 1 620 F et 5 500 F par an selon la catégorie.

● **RESPONSABILITÉS PARTICULIÈRES** : à partir de la rentrée 1992, tous les professeurs exerçant des « responsabilités particulières », telles que celles de professeur principal, percevront un complément à leur « indemnité de suivi et d'orientation des élèves » de 6 500 F par an. Cette prime remplacera l'actuelle « indemnité de professeur principal » versée seulement dans les collèges et les classes de seconde, d'un montant variant entre 5 119 F (PEGC) à 9 760 F (agrégué) selon la catégorie, et qui sera maintenue jusqu'en 1992. Les agrégés conserveront au minimum leurs indemnités actuelles.

● **ACTIVITÉS PÉRI-ÉDUCATIVES** : les instituteurs et les professeurs animant des « activités péri-éducatives » (sport, musique, voyage, etc.) en plus de leur obligation de service seront indemnisés à partir de la rentrée 1989 à raison de 120 F par heure de vacation (avec un plafond de deux ou trois heures par mois).

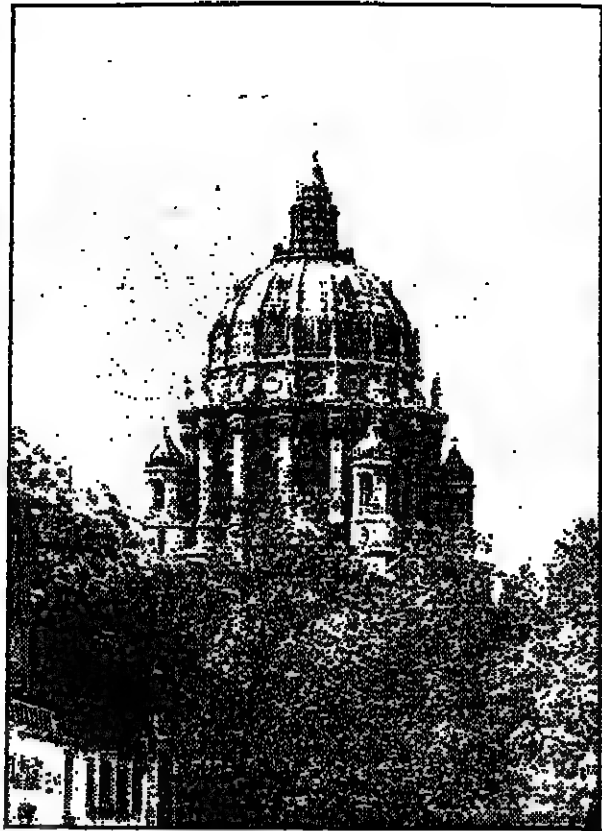
● **POSTES DIFFICILES** : les instituteurs et professeurs affectés à des postes difficiles (« zones prioritaires », écoles isolées) percevront à partir de la rentrée 1990 une « indemnité de sujétions spéciales » de 6 200 F par an.

● **L'INDEMNITÉ FORFAITAIRE SPÉCIALE** : instituée dans l'après-guerre mais jamais réévaluée, est supprimée. Son montant, variant entre 6 666 F et 16 660 F par mois selon la catégorie, était considéré comme infamant par les enseignants.

	Actuellement	A la rentrée 1989	A la rentrée 1990	A partir de 1992
ÉLÈVES - INSTITUTEURS				
Niveau de recrutement	DEUG ou diplôme équivalent pour l'accès au corps d'instituteurs			Licence ou diplôme équivalent pour l'accès au nouveau corps des écoles
Rémunération nette mensuelle	1 ^{re} année d'école normale 5 256 F 2 ^e année : 5 456 F	trois premiers mois d'école normale 5 456 F Ensuite : 5 656 F		1 ^{re} année : 5 656 F 2 ^e année : 6 789 F
INSTITUTEURS (306 600 enseignants recrutés)				
Rémunération nette mensuelle	début carrière : 6 112 F fin de carrière : 9 836 F	Progressivement jusqu'à la rentrée 1990 début de carrière : 6 311 F fin de carrière : 10 136 F (les retraités bénéficient de cette augmentation)		Pour tous les nouveaux début de carrière : 7 327 F fin de carrière : 12 981 F
Accélération des débuts de carrière	Quatre ans et six mois après la titularisation : 8 849 F	deux ans et six mois après la titularisation : 7 009 F		deux ans après la titularisation : 8 163 F
Perspectives de carrière			Possibilité d'intégration dans le nouveau corps des écoles (dès 1990) avec une fin de carrière à 12 981 F au lieu de 9 836 F. A partir de 1994, création d'une échelle « hors classe » culminant à 14 496 F. Une majorité des enseignants du nouveau corps des écoles pourront y accéder au cours de leur carrière compte tenu des départs en retraite	
Indemnité de logement	Gratuité du logement de fonction ou versement d'une indemnité variable selon les communes (800 F mensuels en moyenne)			Suppression de la gratuité du logement ou de l'indemnité pour les nouveaux recrutés, maintien d'une indemnité compensatrice pour les promus lésés par le nouveau système
Age de la retraite	cinquante-cinq ans			soixante ans pour les nouveaux recrutés
ADJOINTS D'ENSEIGNEMENT (39 000 enseignants)				
Rémunération nette mensuelle hors indemnités	début de carrière : 6 172 F fin de carrière : 10 452 F			De 1991 à 1993 : augmentation indiciaire portant progressivement la fin de carrière à 10 632 F
Promotions	Intégration progressive dans le corps des certifiés (fin de carrière à 12 981 F) à raison de 5 000 adjoints en 1989 et 5 000 en 1990		A partir de 1991 : 2 500 intégrations minimum par an dans le corps des certifiés jusqu'en 1996	
Perspectives de carrière			Possibilité d'accès à la nouvelle « hors classe » des certifiés avec une fin de carrière à 14 496 F	
PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL (PEGC : 77 500 enseignants)				
Rémunération nette mensuelle hors indemnités	début de carrière : 6 172 F fin de carrière : 10 134 F	Début de la revalorisation indiciaire	Fin de carrière : 10 453 F	Fin de carrière : 10 632 F
Perspectives de carrière			Création d'une échelle « hors classe » culminant à 12 066 F en 1990 et 1991 et à 12 981 F comme les certifiés actuels à partir de 1992. Elle accueillera progressivement 15 % des effectifs des PEGC. Une majorité des PEGC actuels y accéderont compte tenu des départs en retraite.	
Obligations de service	dix-huit à vingt et une heures de cours par semaine	dix-neuf ou vingt heures au 1 ^{er} septembre		
PROFESSEURS DE LYCÉE PROFESSIONNEL DE 1 ^{er} GRADE (PLP1 : 58 700 enseignants)				
Rémunération nette mensuelle hors indemnités	début de carrière : 6 172 F fin de carrière : 10 632 F			
Promotions			Chaque année, 5 000 PLP1 accéderont au grade de PLP2 (voir ci-dessous) au lieu de 2 000 par an actuellement	
Obligations de service	Vingt et une heures (enseignement général) et vingt-six heures (enseignement pratique) par semaine		Réduction de trois heures en trois ans (une heure par an)	
PROFESSEURS CERTIFIÉS (titulaires du CAPES) = 97 700 enseignants ET PROFESSEURS DE LYCÉE PROFESSIONNEL DE 2 ^e GRADE (PLP2 = 1 300 enseignants)				
Rémunération nette mensuelle (hors primes) et accélération des débuts de carrière	début de carrière 6 769 F après un an de fonction 7 327 F après quatre ans 8 163 F fin de carrière 12 981 F	après trois mois de fonction 7 327 F après deux ans 8 163 F gain moyen : 500 F/mois		
Accélération de toutes les carrières	A partir de 1989 : gain de deux ans ou dix-huit mois, soit progressivement + 400 à + 920 F par mois			
Bonification pour les fins de carrière	+ 300 F pour les enseignants en fin de carrière âgés de plus de cinquante ans pendant cinq ans et pour les retraités			
Perspectives de carrière	Création d'une échelle « hors classe » culminant à 14 496 F, qui accueillera progressivement 15 % des effectifs de la classe normale d'ici à 1993. Au cours de leur carrière, une majorité des certifiés et des PLP2 actuels pourront y accéder compte tenu des départs en retraite			
AGRÉGÉS (22 000 enseignants)				
Rémunération nette mensuelle (hors primes) et accélération des débuts de carrière	début de carrière : 7 826 F après quatre ans de fonction : 10 194 F fin de carrière : 16 227 F	après deux ans de fonction : 10 194 F gain minimum : 800 F/mois		
Accélération de toutes les carrières	A partir de 1989 : gain de deux ans ou dix-huit mois, soit + 500 à + 1 000 F par mois			
Perspectives de carrière	5 % des agrégés et des professeurs de chaire supérieure accèdent à la « hors échelle A » avec une fin de carrière à 17 421 F	Progressivement de 1990 à 1993, 15 % des agrégés et des professeurs de chaire supérieure accéderont à la « hors échelle A ». Cette possibilité concernera une majorité des agrégés actuels au cours de leur carrière compte tenu des départs en retraite		
	Actuellement	A la rentrée 1989	A la rentrée 1990	A partir de 1992

150 111 111

Baroque Nord-Sud



A Paris, le dôme du Val-de-Grâce vu des jardins.
A Lyon, le baldaquin de Saint-Bruno-des-Chartreux.
Fondée de l'ancien théâtre de l'Odéon, place Crillon, à Avignon.
Photos de Léonard de Selva.

De Saint-Sulpice à la Provence avec escale à Lyon, Minétre baroque sur les repères de Philippe Minguet, auteur d'un grand et beau livre où l'on s'aperçoit que la France n'a rien à envier à l'Autriche ni à l'Italie.



par Michèle Champenois

Le goût français, qui se flatte d'aimer l'ordre, a longtemps tenu le baroque en laisse, aux frontières du barbare. Un goût ultramontain dont l'exubérance défiait les normes et la mesure qu'il convient de fixer au beau. Mais le goût change, les chercheurs cherchent et découvrent l'angle neuf qui met fin aux malentendus.

« La trompette de la vérité soulève le voile de l'erreur », comme elle le fait, dans une envolée d'ange et de draperies, au-dessus de la chaire de l'église Saint-Roch, à Paris, haut lieu à plus d'un titre des mystères et des beautés cachées d'un art que la France a pratiqué sans y perdre la raison. Baroque baroque, la cour de cet hôtel de Beauvais où Mazarin, bien inspiré, séjourna et où Bruno Nuytten installa pour son film l'atelier de Camille Claudel, cette cour reculée et pinocée de pilastres sobres, qui en fait le plus intrigant des hôtels du Marais, tant que sa non-restauration y laissera flotter l'âme de plusieurs vies antérieures ?

Il est rare qu'un livre soit tout ensemble un « beau livre », riche d'une iconographie originale, illustrant un propos qui ne l'est pas moins, et entre les pages, une invitation au voyage. C'est le cas exemplaire cette année d'une France baroque, de Philippe Minguet, que « Le Monde des livres » ne manquera pas de signaler à la saison des cinémas et dont le charme persiste aux beaux jours, incitant à aller sur les pas de l'histoire.

L'histoire n'est pas mince : la France baroque (aussi) baroque ? Au moment où, regrettant la rigueur d'une colonnade qui ne serait pas du seul Ferrault (*Le Monde* du 18 janvier) le Grand Louvre rend hommage au Bernin qui vint d'Italie pour cette façade et reportait sans l'avoir signée, en offrant son Louis XIV équestre comme point de rendez-vous aux visiteurs de la Pyramide, Philippe Minguet, qui enseigne l'esthétique à l'École, nous guide vers le goût baroque propre à la France. Celui qui s'épanouit à Versailles, aux Invalides et dans d'autres lieux moins connus. Avant d'explorer sous Louis XV en rococo, que cette fois elle exporte aux quatre coins de l'Europe.

Baroque est un mot riche, qui autorise, comme les styles qu'il désigne, sous les excès : Philippe Minguet n'hésite pas à le traquer dès les toits de Chambord, et jusqu'aux esquisses pré-révolutionnaires de ceux qu'il appelle les Illuminés, Boullée, Ledoux et Lequeux, généralement désignés plus respectueusement sous le nom d'architectes des Lumières. Sa démonstration est vive, caustique, nourrie de toutes les polémiques qui ont marqué le siècle, le nôtre, celui qui cesse de prononcer « baroque » sur un ton péjoratif pour, en peinture, en musique ou en architecture, ne plus exprimer que l'hommage et une affinité aujourd'hui largement partagée.

Un livre savant et voyageur

Un livre qui arrive à point pour étayer un goût, piquer la curiosité et accroître le nombre des connaisseurs et, bientôt, des amateurs. Car, nous l'avons dit, ce grand et bel ouvrage ne reste pas sur une table basse ou une cheminée, il voyage (une édition de poche serait la bienvenue). On fait voyager.

Organisé en deux parties distinctes, c'est un essai, annoté, illustré, argumenté (on découvre notamment tous les projets pour la façade orientale du Louvre évoquée plus haut) ; c'est aussi un reportage, organisé par grandes régions, inventaire choisi, sélection où les détails remarquablement photographiés — mascarons, plafonds, fresques, fontaines, lucarnes — le disputent aux vues d'ensemble, angles neufs sur des édifices connus, rapprochements lumineux ou découverte d'intérieurs méconnus (qui a vu Saint-Bruno — des — Chartreux à Lyon et son baldaquin ?).

Des routes qu'il indique, nous avons choisi de suivre un itinéraire qui peut se résumer en trois lettres, P.L.M., Paris-Lyon-Méditerranée... Mais l'Est ou la Picardie auraient pu aussi bien nous attirer (par exemple, les courbes et contre-courbes de briques de l'église d'Asfeld).

A Paris, pour être cursif, délaissant les vedettes, Saint-Roch, Saint-Paul et même ce temple de Sainte-Marie, rue Saint-Antoine, qui semble le plus bel hommage qui soit à Borromini et aux prouesses romaines, nous passons

directement sur la rive gauche, nous souvenant que Saint-Sulpice mérite mieux que la rigidité de sa façade et qu'il est toujours curieux de retrouver, inscrit dans le sol, ce méridien de Paris qui vaut bien celui de Greenwich, même si les Anglais ont promu le leur au rang d'universel.

La chapelle de la Vierge, enserrée par un triple jeu de colonnes de marbre rose « trouvées » dans une ancienne colonie romaine par un consul de France en Tripolitaine, est de Servandoni, l'italien de la façade. Mais le socle du gigantesque coquillage offert comme bénédiction par Louis XV est français et montre combien que l'on ne répugnait pas à être, à la fin du dix-huitième siècle, post-classique.

Mais cela est connu. Plus étonnante bien que modeste de proportions est l'église des Carmes, dans la rue de Vaugirard, que l'Institut catholique — il y a tant d'églises fermées — a le bon goût de laisser ouverte à la ferveur de ses étudiants... et des passants. L'une des premières coupées à Paris, gracieuse de proportions, ornée d'une fresque, un Elle très enlevée, très emportée, des motifs peints qui débordent les pendentifs de la voûte, dépassent dans leur élan l'architecture et ses limites et donnent à l'ensemble un caractère joyeux. L'avantage est aussi qu'on peut les observer à distance raisonnable, au contraire d'œuvres plus majestueuses, mais inaccessibles à l'œil (Mignard au Val-de-Grâce par exemple, perché en haute altitude).

Refus des dames de Port-Royal

Sur l'autre bord du quartier Latin, c'est une sœur tourière qui vous ouvre au collège des Ecoles, où les catholiques persécutés et les fidèles de Jacques II en exil trouvèrent refuge et dont la chapelle, à l'étage, recèle le plus sobre drapé de marbre blanc qu'on puisse voir sur un tombeau. Escalé rue Lhomond, où la congrégation du Saint-Esprit possède sa maison mère et une église de Chalgrin, l'architecte de l'arc de Triomphe, de belles proportions, large et lumineuse. Derrière l'austérité de la façade sur rue, on découvre un décor peint et doré (dix-neuvième siècle, restauré récemment), tout à fait extrava-

gant. Les dames de Port-Royal dans leur jansénisme avaient été plus sages, qui n'avaient pas laissé leur architecte, Antoine Le Pautre (auteur de l'hôtel de Beauvais et de nombreux autres projets refusés), réaliser à côté du cloître pur et dur où l'on vient encore des environs s'asseoir au soleil, réaliser le décor virtuose qu'il avait imaginé pour la façade (le livre montre et permet de comparer les deux).

Mais la route vers le grand baroque, vers cette Italie de la verve architecturale et des formes « qui volent », s'arrête forcément au chef-d'œuvre de François Mansart (réalisé par d'autres), la chapelle du Val-de-Grâce. Manque de recul sur la rue Saint-Jacques, hautes grilles rébarbatives, une boutique de lingerie légère barriquant le tout. Qui s'arrête ?

Pourtant, le pavillon d'octroi ironique — hôpital militaire, silence ! — indique une voie, une

porte étroite qui s'ouvre chaque après-midi et donne accès à la plus vaticane des églises parisiennes, aux colonnes torsées du baldaquin inspiré directement par celui du Bernin pour Saint-Pierre de Rome, à la coupole décorée par Mignard que l'on vient de restaurer, au pavage savant qui lui répond. Ne pas quitter l'endroit sans passer côté jardin saluer des anges « praguais » qui devisent au bord du toit, et se demander si Le Bernin, toujours lui, avait raison de juger ce dôme « une calotte trop petite sur une tête trop grosse », ou si ce n'était de sa part pur dépit.

L'influence des papes

Pour voyager en Italie sans quitter la France, tenir notre pari d'un itinéraire baroque sur la ligne P.L.M., il faudrait nous arrêter à Lyon, comparer les dômes de Soufflot à l'hôtel-Dieu de cette

ville, très classique et tiré au cordeau, et celui qu'il donna à l'hôtel-Dieu de Mâcon, baroque-ment ovale. Et, surtout, découvrir un autre baldaquin, construit par le jeune Soufflot sur un dessin de Servandoni, celui de Saint-Bruno-des-Chartreux, église dont l'auteur nous dit qu'elle mérite une bonne restauration mais dont le photographe, Léonard de Selva, a su tirer, la comme ailleurs, un parti fort aimable.

Et voici la Provence. Nous n'irons pas jusqu'à Nice, Cagnes ou Menton déboucher un baroque déjà rococo qui ne cache pas son appartenance jusqu'en 1850 aux traditions du pays voisin, sur nous serions taxés de paresse et de facilité. Nous resterons dans les villes, Arles, Aix et Avignon, où les papes, bien sûr, avaient importé leurs architectes et leur goût, mais où, nous dit Philippe Minguet, l'influence de Versailles et de Paris se fit suffisamment forte.

(Lire la suite page 16.)

autriche

Le temps d'un week-end ou d'un Festival avec

Austro Pauli

LIC 1337

FESTIVAL MUSICAL VIENNOIS

du 21 au 23 avril 1989. Départ de PARIS

Dont « LA FLÛTE ENCHANTÉE » à l'OPÉRA DE VIENNE
Dirigée par N. HARNONCOURT

à partir de : **3620^F**

WEEK-ENDS 1^{er} MAI ASCENSION

VIENNE
De PARIS
du 28 avril au 1^{er} mai et du 4 au 7 mai 89
à partir de : **3170^F**

SALZBOURG
De PARIS
du 4 au 7 mai 89
à partir de : **2740^F**

Catalogue, renseignements et inscriptions : votre Agence de Voyages ou Austro Pauli

Demande de catalogue :
AUSTRO PAULI 3, rue du Roule - 75001 PARIS - Tél. : (1) 42 21 01 53

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____ Tél. _____

ESCALES

Bleu
comme Amorgos

Ceux qui ont aimé le Grand Bleu aimeront Amorgos, cette île profonde et tranquille comme la mer qui l'entoure. C'est en ces lieux, en effet, que Jean-Luc Besson a tourné la partie grecque de son film. Amorgos, la plus orientale des Cyclades, calme, authentique et peu fréquentée par les touristes. A Amorgos, les routes ne sont pas asphaltées, les plages sont isolées et il y a

deux ports. Au-dessus de l'un d'eux se trouve Lagkade, un village de montagne qui surplombe la mer, à vingt-cinq minutes à pied de la plage. On peut y loger « Chez Nikos ». Dans cette pension-taverne, les chambres ont été refaites, avec tout le confort souhaitable. Le matin, petit déjeuner sur la terrasse face à la mer. Le prix, pour une chambre double, est de 930 F pour la première semaine en basse saison et de 510 F par semaine supplémentaire (1 150 F et 750 F en haute

saison). On peut aussi réserver des chambres individuelles ou triples.

Ces prix comprennent les transferts entre l'aéroport et l'hôtel, la première et la dernière nuit à Athènes en hôtel de catégorie C et le petit déjeuner, le billet de bateau du Pirée à Amorgos et le séjour avec petit déjeuner. Air Sud découvertes (105, rue Monge, 75005 Paris, tél. : 43-37-85-90, et 144 bis, boulevard du Montparnasse, tél. : 43-27-01-20) a maintes autres fois dans son catalogue et propose des vols

charters Paris-Athènes à partir de 1 490 F A/R en complément de séjour.

Saint-Ex
au Ténéré

Il est né dans le désert, de la plume d'Antoine de Saint-Exupéry. « On ne voit bien qu'avec le cœur. L'essentiel est invisible pour les yeux. » Du 11 au 18 novembre prochain, le Petit Prince sera de nouveau dans le désert, l'un des plus beaux du monde : le Ténéré. Un voyage exceptionnel conçu par trois passionnés : Guy Gravis (producteur et créateur du spectacle le Petit Prince, actuellement présenté au Lucerna, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris, tél. : 45-44-57-34), Mano Dayak (un enfant du désert, patron de Tomet Voyages) et Marie-Christine Berland, de Tapis Rouge

Aventure (8, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris, tél. : 47-23-65-94), qui proposent six jours, en voiture tout terrain, à travers les plus beaux paysages de l'Air et du Ténéré.

Trois temps forts : une fête touareg, une soirée poétique animée par Guy Trévise et ses comédiens et la représentation du Petit Prince au cœur d'un imposant massif

volcanique surgi au milieu des sables et la soirée d'adieu avec méchoui et fête peule. Prix de cette « première » : 19 800 F par personne comprenant vol Paris-Agades A/R, transport terrestre, pension complète et bivouac à la belle étoile.

Les harmonies
d'Alep

Un public d'amateurs appréciera ce voyage de découverte et d'initiation à la musique arabe qui aura lieu en août prochain en Syrie. Il se fera en deux temps : une semaine à Alep avec participation à des *sahra* — veillées musicales dans la plus pure tradition — et excursions dans la région, au monastère de Saint-Simon le Stylite notamment, et une semaine itinérante à la découverte des plus beaux sites de Syrie.

Au cours du stage, à raison de six heures de cours par jour, les mélomanes se familiariseront avec l'une des six disciplines suivantes : la derbouka (petit tambour), l'oud (luth), le nay (flûte), le violon, le saz (luth à manche long) ou le chant. Les cours auront lieu à l'Ecole normale d'Alep et c'est Mohammed Quadri Dalal, prix de l'Académie Charles-Cros 1988, qui animera l'atelier d'oud.



Puis viendra la découverte de Palmyre, Damas, Lattaquié, Ugarit et du Krak des Chevaliers. Du 17 au 30 août, de Paris à Paris : 6 300 F par personne pour le stage (hébergement et cours) et le circuit (en demi-pension), 3 300 F pour le

stage seul (hébergement et cours).

On peut faire confiance à l'organisateur, un spécialiste : Le monde de l'Égypte et du Proche-Orient (20, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris. Tél. : 43-26-84-50).

RÉSIDENCES

CAMPAGNE
MER
MONTAGNEVENISE
A LOUER

Luxueux mini-appartements entièrement aménagés. Quartier Saint-Marc centre. 3/5 personnes.
Séjour minimum : une semaine.
Appartement luxueusement aménagé. Vue sur le grand canal.
Séjour minimum : une semaine.
Tél. 193941/523933.
Télécopie : 193941/5283721.

BOURGOIN-JALLIEU
20° de LYON

VILLA T3 jumelée
Dans loissement « VERT VILLAGE ». 3 ch., salon, séjour, s. de bain, 2 w.-c., garage, 89 m² habitables sur 480 m² de terrain. A 5° commerces, école et bus.
420 000 F
Tél. 74-93-68-13.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Best Western ***NN
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
59 ch. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-67-62-66 - Télécopie 470416.
Téléphone 93-16-17-93.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-58-39-50
Plein centre-ville, calme, Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur. Téléphone direct, minibar.

Languedoc

Vacances printemps, été, automne
Vallée de la CÈZE.
M. Maurice COSTE (3° génération) et l'HOTEL DU COMMERCE ***
30363 GOURDARGUES.
vous proposent leurs séjours au soleil et leurs prix de pension (vin compris).
10/3 au 31/5. De 153 à 180 F (semp. ch. ind.)
1° juin au 5 juillet 1989.
25/8 au 20/10. De 183 à 190 F (Suppl. ch. ind.)
6/7 au 24/8. De 183 à 215 F (Suppl. ch. ind.)
Réductions de 5 % pour 15 jours pleins.
(Sauf du 6 juillet au 24 août.)
Excursions en car dans toute la région, randonnées pédestres, pêche, baignade, nombreux loisirs, location de vélos, canoë-kayak, tennis, soleil, calme, repos, régimes assurés.
Doc. rapide sur dem. au tél. 66-82-20-68.

Montagne

07470 COUCOURON (ARDÈCHE)
AU CARREFOUR DES LACS ***NN
1130 m. Proximité lacs, pêche, baignade, randonnées pédestres et équestres.
Pens. complète 190 F à 210 F.
Tél. 16 (1) 66-46-12-70.

Paris

SORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur. Tél. direct.
De 230 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

Provence

83240 CAVALAIRE

HOTEL-RESTAURANT LA CALANQUE ***
« Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Piscine, tennis, télévision. 1/2 pens. de 440 à 470 F/jour et par personne.
Tél. 94-64-84-77.
Télécopie 480 293 F CALANQUE
Spécialités : POISSONS.

26110 NYONS

4 heures PARIS TGV. Site except. Randonnées. Sauna, pisc., etc. Coll. à votre goût. Ou ne fumez pas à table. Biblio. Chamb. gd conf. TV. Tél. Dir. Mireille COLOMBE.
AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBRES.
Tél. 75-26-12-39.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES ***
Saint-Marc 1936
Réservations : 193941/52-32-333
Fax : 193941/52-03-721.
Télécopie : 41-156 FENICE 1.

VERONE

NOVO HOTEL ROSSI
Via Delle Corti, 2
Près de la gare de PORTA NUOVA
Réservation : 193945/56-90-22
Fax : 193945/57-82-79.
Atmosphère intime, tout confort.

Grande-Bretagne

68 - QUEENSGATE
EDEN PLAZA HOTEL
68 QUEENSGATE
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7
Tél. 19-44-1-370-6111. Télécopie 916728.
Télécopie 19-44-1-370-6576.
Hôtel moderne et accueillant.
Près de Knightsbridge, Harrods, Hyde Park, musées.

TOURISME

TOURISME FLUVIAL

Le plaisir de découvrir la nature sur le canal de NANTES à BREST. Dans le confort et l'agrément d'un véritable appartement flottant pour 7 à 9 personnes.
Renseignements et documentation
CLAUDE, 16 (1) 48-55-96-66
(heures de bureau).

Baroque
Nord-Sud

(Suite de la page 15.)

Cette France qui exaspère, exalte le classicisme par les audaces, les effets, la théâtralité, le dynamisme des formes qui sont, au dix-septième et au dix-huitième siècles, l'esprit du baroque.

C'est d'Avignon que le président de Brosses, en 1739, date première de ses fameuses *Lettres familières écrites d'Italie*, envoyées à ses amis restés à Dijon et qui resteront un des modèles du récit de voyage (rédigées au Mercure de France). Avignon, « en sa qualité de ville étrangère », à l'époque. Dès son arrivée, il s'en va « courir la ville », voir des églises, « toutes dotées à merveille ». La première sur son chemin est Saint-Agricol, que nous trouvons, nous, triste et en bien mauvais état. Mais c'est l'exception.

Arles sera blanc-gris, Aix core chaud. Avignon est une ville blonde et chaleureuse de proportions, où la rue (hors saison en tout cas) est un plaisir constant, émaillé d'accidents heureux, de places, de décrochements, comme la masse de l'Oratoire (fermé) ; pour son dôme ovale, il faut s'en tenir à la *France baroque* ; ou, au débouché de la rue Joseph-Vernet, cette façade de Saint-Martial (aujourd'hui temple protestant) qui se décolle de l'alignement, se montre, courbe et ténue à la fois.

C'est par le jeu du percement d'un boulevard au dix-neuvième siècle que l'on découvre aujourd'hui, en biais, la majestueuse façade de la chapelle du collège des jésuites, du pur style jésuite.

Deux « tableaux »
de pierre

L'intérieur est à l'avenant, « pilastres d'ordre corinthien et trois tribunes superposées », nous dit Charles de Brosses. C'est aujourd'hui le Musée lapidaire et, contrairement au Musée Calvet (cité aussi par Philippe Minquelot), fermé pour de longs travaux de restauration, il est ouvert.

Ce n'est pas « en chaises à porteurs », comme le fit Brosses, que nous irons jusqu'à Villeneuve — à une lieue — constater combien le portail « de style composite », qui marque l'entrée de la Chartreuse,

aurait besoin d'être restauré. Mais nous ne quitterons pas Avignon sans retrouver — toujours les traces de Minguet — « ces deux « tableaux » de pierre (en très bonne forme) que sont l'ancien théâtre de l'Oulle, à la mesure délicate de la place Crillon (après une galerie d'art — on « progresse », en effet) et, du même architecte, derrière le rocher des Doms et au pied de la maison d'arrêt, la chapelle des Pénitents noirs où des angelots offrent sur un plat la tête de Jean-Baptiste, mais c'est presque un détail tant la Gloire et les putti sont saisis dans un mouvement solaire et optimiste.

Avignon était « une étape qui s'impose ». Arles ne l'est pas moins, non seulement parce que, là aussi, le Musée lapidaire (une très riche collection de tombeaux chrétiens des premiers siècles) est abrité dans une chapelle des jésuites (celle-ci un peu grise et poussiéreuse, mais noble et ample de proportions), mais surtout pour voir enfin ce vestibule de l'hôtel de ville, chef-d'œuvre de Jules Hardouin-Mansart, ce grand plafond qui, par un jeu de pierres découpées (l'art de la stéréotomie) et encastrées, tient dans un carré presque plat de 15 mètres de côté, étape obligée des compagnons du tour de France. S'il est « baroque », c'est d'une manière extrêmement sobre, abstraite en tout cas, sans ornement aucun, une façon de baroque non figuratif, qui relance le débat sur la définition du mot. Jean-Marie Péronne de Montclos en faisait déjà le clou de son *Architecture à la française* (édi-

tions Picard, 1982), mais ne serait-ce pas là l'endroit de reconnaître l'esprit français avec son baroque.

L'architecture
est un théâtre

Nulle part mieux qu'à Aix-en-Provence ne s'illustre le combat — et l'union — classique-baroque. Aix, la ville des « fontaines murmurantes et des atlantes ». Aix, « haut lieu du baroque français, fussement classifié », où l'escalier de l'hôtel de Châteaurenard et ses fresques en trompe-l'œil devançant de vingt ans l'escalier des Ambassadeurs de Versailles.

La découverte d'une telle ville ne peut se faire en passant et les familles des festivals de l'été savent combien, ici, l'architecture est un théâtre quand on joue de la musique — baroque — sous les balcons du grand siècle. Partout fresques et trompe-l'œil décorent des escaliers, des plafonds. Il est amusant de les découvrir au Muséum d'histoire naturelle (à gauche, après le dinosaure), au Musée du Vieil-Aix, ou... au bureau d'aide sociale. Plus homogène est le style du pavillon de Vendôme, « maison de campagne » d'un duc du même nom, dont les atlantes semblent démesurées devant cette façade délicatement « classique ».

Bien sûr, il ne faudrait pas quitter la région sans aller jusqu'à Marseille, admirer la coupole ovale de la Vieille Charité, dans le quartier du Panier, qui a bénéficié d'une profonde restauration, retrouver les atlantes du sculpteur Puget, ce « mélancolique empereur des forçats », selon Baudelaire. Mais non, il nous reste, sur

la route d'Avignon, un trésor dans le vif du sujet : la collégiale de L'Isle-sur-la-Sorgue. C'est dimanche, jour de marché, vive animation, au cœur de ce village en rond où vivait René Char. Mais l'église est fermée, place forte sans commentaire, sans explication. Il faudra, ce soir, trouver M. le curé (le dimanche après-midi est jour de repos pour le bedeau). Et entrer dans ce sanctuaire total où les ors le disputent aux boiseries, où les apôtres sont saisis dans un déhanchement gracieux, où les chapelles rivalisent de raffinement et où, bleu et or tout simplement, le décor d'angelots qui célèbre l'assomption de Marie et donne son nom à l'église, Notre-Dame-des-Anges, semble, au-dessus du tambour de la porte d'entrée, tout d'un coup d'une sobriété exemplaire.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

Le livre

Philosophe et historien, Philippe Minquelot avait signé une *Esthétique du rococo* en 1966. Aujourd'hui, il publie la *France baroque aux éditions Hazan* : 400 pages, 650 illustrations en noir et blanc, 150 en couleurs, reportage photographique de Leonard de Selva (1780 F). Une bibliographie très complète, un index précis et une anthologie de textes de « Français devant le baroque » complètent cet ouvrage encyclopédique qui n'oublie ni les décors éphémères, ni les jardins, ni les fêtes.

JP Minquelot

LA TABLE

Armor, Arvor, Argoat

MERVEILLEUSE province que la Bretagne ! Bretagne qui, pour trop de touristes et de vacanciers, reste secrète. A leurs yeux, ce n'est que le pays des plages, des sports marins et des régates de poissons-crustacés-coquillages. L'Armor, le pays de la mer ! Ils en oublient l'Arvor, l'intérieur, et l'Argoat, le pays des bois.

Trop de restaurateurs, il est vrai, les y aident, délaissant leur culture gastronomique pour les fantaisies à la mode. Au fil des « étolés », vous rencontrerez un bar au chambrin, une blanquette au gingembre, un couloumiers rôti au caramel poivré, une tarte d'avocat... plus souvent que la soupe à la tête de congre ou celle de berniques, les maquereaux au cidre, le porché de Dol et les ripes aux pruneaux, la bardane et les incommensurables fars : fars sac'h, fars manach, fars poch, fars gwinniz du, kig ha fars, etc.



DEBLOREUX

En Ile-et-Vilaine, quittant la côte d'Emeraude pour l'intérieur, vous visiterez l'ancienne cité épiscopale que fut Dol-de-Bretagne, saurez au passage le château de Montouran (où du Guesclin épousa Jeanne de Laval) et celui de Combourg, inséparable du souvenir de Chateaubriand, pour gagner Rennes, la capitale. Trop tard pour les « rigodilles » de mars, fêtes du pays gallo, mais vous vous régalez. Chez Chouin (12, rue d'Isly ; tél. : 99-30-87-86) d'un fabuleux plateau de fruits de mer avant le bar au beurre blanc.

Notez encore, à Pacé (9 km), Le Port (16, rue du Docteur-Léon ; tél. : 99-50-61-06) et ses quatre menus, de 58 F à 135 F, de classique cuisine régionale. Et poussant jusqu'à Châteaubourg, voici Ar Milin' (30, rue de Paris ; tél. : 99-00-30-91), un vieux moulin bien aménagé, où le feuilleté de pétoncles puis un canard « sauvageon » au jus vous séduiront. Petits menus et carte (compter 250 F).

Dans les Côtes-du-Nord, entre Erquy (les meilleures saint-jacques) et Saint-Brieuc, la préfecture, vous passerez par le Val-André, découvrant une simple cuisine de tradition Au bistro (121, rue Clemenceau ; tél. : 96-72-24-35). Menus nombreux de 39 F à 180 F.

Puis vous foncez dans les terres. D'un côté Dinan, le château de la duchesse Anne, les remparts et le Musée des oiseaux. Dinan où les bonnes maisons ne manquent point, mais où vous découvrirez peut-être Le Relais des corsaires (5, rue du Quai ; tél. : 96-39-40-17), au bord

de la Rance et où le chef cuisine agréablement les produits de la mer et ceux de la ferme. Menus à 60 F, 85 F, 130 F et carte.

De l'autre côté Guingamp, carrefour entre Armor et Argoat, où l'on fête à la mi-août, par des danses bretonnes, la Saint-Loup. Vous noterez La Chaumière (42, rue de la Trinité ; tél. : 96-43-72-47), petite maison de tradition où, des moules farcies à la sole meunier, tout est perfection simple. Menus et carte (compter 150 F-200 F). Poussons vers l'intérieur plus encore. Voici Loudéac et, dans une vieille maison rustique, Le Cheval blanc (6, place de l'Eglise ; tél. : 96-28-00-31), où les filets de sole sont aux saint-jacques et le ris de veau aux demotelles de l'océan, avec des menus de 56 F à 200 F.

Bien sûr, le Morbihan, c'est Quiberon (et les îles au large), Carnac et ses alignements, Auray et le pèlerinage de Sainte-Anne. Mais, j'y tiens, restons cette fois encore dans « les terres ». Croyez-moi, la vallée du Blavet avec le lac de Guerledan et la forêt de Quéfennec valent le détour. Alors, vous « haltez » à Pontivy (château du quinzième siècle et vieilles maisons), découvrez le beau petit hôtel qu'est Le Rohan et son restaurant Le Gambetta (place de la Gare ; tél. : 97-25-53-70), où grill et broche fonctionnent en plein au service de la mer et de la campagne des alentours.

Un peu plus loin, voici Josselin et, à Guiliers, Le Relais du Porhoët (place de l'Eglise ; tél. : 97-74-

40-17). Excellent beurre blanc, au menu comme à la carte (compter 150 F-200 F). Plus loin encore, Ploëmel et le Restaurant Orcaud (ex-Rebermar) à l'excellente chaudière. Menus de 59 F à 110 F et carte. Quelques chambres (10, rue des Forges ; tél. : 97-74-00-49). En pleine campagne, à Carentoir, Le Vieux Chêne (route de La Gacilly ; tél. : 99-08-91-91), sur le chemin de Rochefort-en-Terre (613 habitants). Le Lion d'or (tél. : 97-43-32-80) est un bistro de grâces discrètes et bretonnantes et de simple cuisine, avec ses menus de 90 F à 210 F, les moules au cidre, le saumon aux herbes tendres, le caneton aux pommes. Loin de la mer, l'Arvor, c'est ça !

Le Finistère enfin. Ici, la mer est tout autour, mais dans les terres on s'intéressera aux monts d'Arrée (panorama du Roc'h Trévezel, montagne Saint-Michel, forêt du Cranou et, naturellement, Huelgoat). A Huelgoat, L'Auberge de la truite (exactement à Locmaria-Berrien, 7 km ; tél. : 98-99-73-03), où cuisine tendra et, dans la rivière longeant son parc, Louis Le Mear fait pêcher directement les saumons de sa carte (Les Ducs de Lin, ancienne rue de Quimper ; tél. : 98-86-04-20). Ah ! ces noix de pétoncles sur crêpe de blé noir aux algues ! Compter de 150 F à 300 F.

On ne manquera point les montagnes Noires, s'arrêtant dans la verdoyante vallée de l'Arzère, à Châteaulin et, dans la rivière longeant son parc, Louis Le Mear fait pêcher directement les saumons de sa carte (Les Ducs de Lin, ancienne rue de Quimper ; tél. : 98-86-04-20). Ah ! ces noix de pétoncles sur crêpe de blé noir aux algues ! Compter de 150 F à 300 F.

Vers la Manche, on poussera jusqu'à Landivisiau tester le homard grillé « carantécoise » de L'Elorn (10, rue de Gaulle ; tél. : 98-68-38-46), aux menus de 75 F à 265 F. Vers l'Atlantique, la Cornouaille et la vallée de l'Odé, on gagnera la préfecture, Quimper, où il faut signaler L'Ambroisie (49, rue Fréron ; tél. : 98-95-00-02). A la carte, compter 250 F.

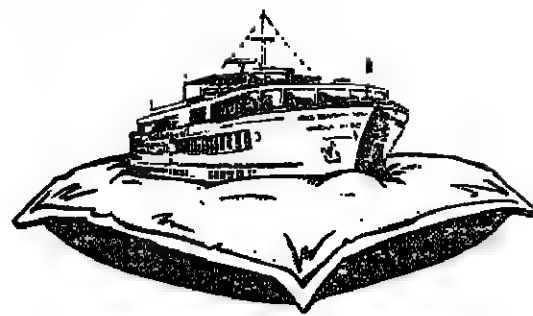
Voilà pour la découverte d'une Bretagne moins courue peut-être, digne d'attention sûrement. Si vous avez en main *Gastronomie bretonne*, le petit ouvrage de Simone Morand (éditions Flammarion), sans doute regretterez-vous de ne pas retrouver sur les menus et cartes des plats oubliés comme les tripes des noces de Scrigne, la daube de congre à la Saint-Vorand, etc. Mais du moins vous approcherez des cuisines du pays.

Quant à Paris... S'il existe des créperies vraies et fausses, les restaurants de cuisine bretonne sont rares. L'Auberge de l'Argoat perpétue le souvenir de Marcel Goareguer, du saumon grillé sauce langoustines, de l'andouillette à la vapeur de cidre, etc. (27, avenue Reille, Paris-14^e ; tél. : 45-99-17-05). Compter 200 F-250 F. Et, dans son cadre de restaurant portuaire et bon enfant, Le Ty Coz (35, rue Saint-Georges, Paris-9^e ; tél. : 48-78-42-95) reste un exemplaire. Compter 300 F.

LA REYNIÈRE.

Le Rhin et KD

AU PAYS DE LA LORELEÏ... LA VIE COULE PLUS DOUX



Vous avez envie depuis très longtemps de découvrir la légendaire Lorelei ! Le charme et la majesté des sites rhénans ! Mais dans une atmosphère privilégiée, reposante et confortable. Alors n'hésitez pas, embarquez pour le confort et voyagez KD. Choisir KD c'est avant tout vous offrir la croisière dont vous avez toujours rêvé. Vous découvrirez vite que la vie coule toujours plus douce sur KD.

Pour notre brochure 1989, adressez votre carte de visite à CROISIÈRES KD, 10, rue Saint-Honoré 75008 PARIS ou prenez contact avec votre agence de voyages.

01 42 66 21 38

LE RHIN ET KD EMBARQUEZ POUR LE CONFORT

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

GRANDS VINS DE BOURGOGNE
Direct. du product. GIVRY rouge et bl.
PARIZE Gérard, viticult. 71640 GIVRY

EXCEPTIONNEL - 40 %
Sur vins de GAILLAC. Haut de gamme. Livraison gratuite assurée Paris, banlieue proche. Tél. (1) 43-87-00-06.

GRANDS VINS DE JURANÇON CHATEAU DE ROUSSE
Direct. du producteur au consommateur. Qualité et millésimes en ses et moelleux. A LABAT-LARONDE, 4010 JURANÇON. Tarif sur demande.

CHAMPAGNE de qualité.
Cuvée du Récompenseur brut Millésime 1982. Tarif sur demande. Vente en foudre de chêne. Direct de la propriété. Champagne du Récompenseur Dubois, P. & L. 3 Les Almeraches, VENTRIL, 51200 ESPRAY. - Tél. : 26-58-48-37.

MEXIQUE:

3 vols par semaine à partir du 11 avril!

Après avoir démontré ses qualités de régularité, de fiabilité et de service sur le continent nord américain, la nouvelle compagnie privée Aeroméxico propose trois vols par semaine au départ de Paris à partir du 11 avril 1989 (*). Pour Aeroméxico la satisfaction du passager est la priorité n°1 pour tous : pilotes, hôtesses et personnels au sol s'appliquent par leur ponctualité, la qualité de leur service et leur courtoisie à faire une réalité du nouvel engagement d'Aeroméxico : « Nous vous offrons le meilleur de nous-mêmes ».

3 vols Paris-Madrid-Miami-Mexico

Les mardi, jeudi et samedi, les DC 10/30 les plus modernes d'Aeroméxico quitteront Paris à destination de Mexico. A bord des vols Aeroméxico, les passagers de la classe "touriste" bénéficient des meilleures prestations.

44 sièges en classe V.I.P.

Le compartiment V.I.P., situé à l'avant de l'appareil propose 44 sièges spacieux et confortables. Les passagers bénéficient de services très appréciés : compartiment réservé à l'aéroport ; Repas à la carte, servis à l'assiette ; Couverts et verres de qualité ; Sélection d'apéritifs, de vins et d'alcools.

Vols Vacances et Vols Visite

Aeroméxico propose à tous ceux qui partent au Mexique pour leurs vacances ou leurs affaires, (pour une durée de séjour de 13 à 60 jours), ses tarifs "Vols Vacances" et "Vols Visite".

PARIS - MIAMI - PARIS 4.880 F. / PARIS - MEXICO - PARIS 5.610 F.

A Orly, c'est déjà le Mexique

Partir au Mexique avec Aeroméxico, c'est être en vacances dès le départ d'Orly et découvrir, dès votre embarquement, la cordialité et la convivialité mexicaine !



Aerovias de Mexico S.A.
12, rue Aubert PARIS 9^e
Réser. : (1) 47.42.40.50.

* Classée 1^{re} compagnie nord-américaine par Air Travel Consumer Report en janvier 1989.

aeroméxico

Nous vous offrons le meilleur de nous-mêmes

Décor Maestro !!!



Donatello



Découvrez vos vacances en Italie, Sicile et Sardaigne : les clubs, les villes d'art, les circuits, les croisières, les séjours, les locations...
Exemple de prix : Circuit des volcans en Sicile - 1 semaine : avion et circuit en autocar à partir de 1.880 F.
Brochures Donatello dans votre agence de voyages ou Donatello : 33 Boulevard de la Tour-Maubourg 75007 PARIS. Téléphone : (1) 47.05.62.49

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ALÉSIA - PORTO D'ORFÈRES
A LA BONNE TABLE, 45-39-74-91
42, r. Friant. PARKING. Spéc. POISSONS.

BASTILLE - REPUBLICA
EL BOLICHE, 43, rue Faidherbe, 11^e.
F. dim. 43-79-87-93.
Le rest. sud-américain du 11^e.

CHAMPS-ÉLYSÉES
RELAIS BELIMAN, 37, r. Flandre, 1^{re}.
47-23-54-42. Juss. 22 h 30. Cadre élég.
F. samedi, dimanche.

142, av. des Champs-Élysées, 43-58-20-41
COPENHAGUE, 1^{er} étage.
FLORA DANICA, et son jardin r.d.o.
SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.

GOBELINS
ENTOTTO, 45-87-88-51 - F. dim.
143, r. L.-M.-Nordmann, 13^e.
Spécialités éthiopiennes.

LES HALLES
CAVEAU F-VILLON, 64, r. Arbre-Sec.
42-36-10-92. Ses caves du XV^e. F. dim.
et lundi. P.M.R. 170/200 F.

MONTPARNAISE
Nouveau rest. indien (spéc. MUGLAI)
LE TAGORE, 25, av. du Maine, Paris-15^e.
T.L.J. 45-44-94-41. Carte 140 F.

ODÉON
INCARI, 9, r. Monsieur-le-Prince, 6^e.
F. dim. 46-33-65-32. Rest. sud-américain.

REPUBLIQUE - BASTILLE
LE REPAIR DE CARTOUCHE
47-00-25-86, 8, boulevard des Filles-du-
Calvaire (11^e). F. sam. midi, dim.

SAINT-AUGUSTIN
LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 8^e.
45-23-23-62. Dîner périgourdin 130 F s.c.

SAINT-GERMAIN DES-PRÈS
LA FOUX, 2, rue Clément (6^e).
F. dim. 43-25-77-66.
Alex aux fourneaux.

TOURNAI
P. GAILLARD, 70, r. de Longchamp.
F. dim. et sam. soir. 47-27-43-41.
Cuis. classique.

FOOTBALL : la décision officielle de M. Jean-Luc Lagardère

Matra Racing, c'est fini !

Le Matra Racing est mort. M. Jean-Luc Lagardère, président du groupe Matra, l'a confirmé, jeudi 6 avril, à Paris. L'équipe parisienne terminera tout de même le championnat en cours mais tous les joueurs seront transférés.

« Matra va arrêter son engagement dans le football. La nouvelle était attendue (le Monde du 31 mars). M. Jean-Luc Lagardère, président du groupe Matra, l'a officiellement annoncé, jeudi 6 avril, à Paris lors d'une conférence de presse dans les salons de l'hôtel Georges-V. Après un long exposé sur sa tentative d'implantation dans le football de haut niveau - tentative sanctionnée par de piètres résultats et une mauvaise image de marque malgré de lourds investissements - M. Jean-Luc Lagardère a précisé les modalités de ce retrait.

L'équipe, actuellement seizième du championnat de première division (et éliminée de la Coupe de France) terminera cette compétition. « Il reste six matches à disputer, a indiqué le président du Matra

Racing. Il ne s'agit pas de fausser le championnat. Je donnerai des conseils aux entraîneurs et aux joueurs pour qu'ils aient à cœur de défendre cet honneur. » Tous les joueurs encore sous contrat (seize au total) sont placés sur la liste des transferts. « Certains font déjà l'objet de demandes », a révélé M. Jean-Luc Lagardère qui n'avait pourtant pas informé les joueurs de l'avenir du club avant cette conférence. Enfin, Matra restituera au Racing Club de France toute sa section amateur - dont les équipes de jeunes, - qui pourra ainsi redémarrer en troisième division la saison prochaine.

Contrairement à ce qu'avaient laissé entendre certaines sources proches du groupe, ce retrait de Matra sera donc total et définitif. Aucune autre société dirigée (groupe Hachette, Europe 1) par M. Jean-Luc Lagardère ne prendra le relais. D'autre part, celui-ci a précisé que l'hypothèse d'un « reprenneur » extérieur lui semblait peu sérieuse.

Fort de ses succès dans le sport automobile, M. Jean-Luc Lagardère, passionné de sport, s'était lancé dans le football en 1982. Bénéficiant d'une place laissée vacante en deuxième division par le Paris-FC, il avait ressuscité le Racing Club de France.

Après une expérience malheureuse en première division en 1984 sous le nom de RC Paris, il doit patienter jusqu'en 1986 pour s'installer véritablement parmi l'élite du football français. Objectif : l'Europe. M. Lagardère est ambitieux. Il engage les meilleurs joueurs (Fernandez, Francescoli, Litbanski, Olmetta...) et propose les plus hauts salaires de France. Ne parloir-on pas de 700 000 francs mensuels pour Fernandez ? Pourtant, les résultats ne suivent pas, le public non plus.

En juin 1987, le groupe Matra associe malgré tout son nom à celui du club. En dépit d'un budget évalué à 80 millions de francs, le Matra Racing ne parvient pas à s'imposer. Ni sur le terrain où les joueurs accumulent les contre-performances. Ni en dehors où le club d'entreprise d'un genre nouveau en France dérange par sa rigueur, sa richesse et ses ambitions. À l'image de Jean-Luc Lagardère à déclarer il y a quelques mois dans l'«Expansion» : « On ne continuera pas à investir 80 millions de francs par an dans le Matra Racing ».

Sa conférence de presse a confirmé ses déclarations. Le président du groupe Matra n'a répondu à aucune question mais a tenté d'expliquer les raisons de cet échec dans la tentative de monter en France un grand club d'entreprise à l'image de la Juventus de Turin (Italie). Il s'est refusé à parler d'échec sportif, rappelant que son équipe avait été deuxième du championnat en décembre 1987 mais à tout de même évoqué la responsabilité de certains joueurs qualifiés de « mauvais élèves qui viennent se plaindre de traitements exagérés ».

Il s'est également refusé à évoquer un « échec psychologique ». Trop pressé, trop ambitieux, le message de Matra est mal passé dans le football français. Mais Jean-Luc Lagardère a plaidé non-coupable : « Chez Matra, quand on entreprend un développement technologique, on place la barre assez haut et on dit : voilà l'objectif. » Enfin, Jean-Luc Lagardère a également réfuté les accusations fréquemment entendues au sujet de son club : « Nous avons pourri le milieu du foot par l'argent ? Fichtre ! Je vous jure que jamais nous n'avons eu le budget le plus élevé et le plus haut salaire de France ! »

Au cours de ce long monologue, Jean-Luc Lagardère a reconnu que son club n'avait pas su se faire apprécier des médias et du milieu du football dans son ensemble, qualifié d'« archaïque » : « Continuer nous aurait obligé à rester à contre-courant trop longtemps, à changer trop de choses. Et rester à contre-courant cela fatigue. J'ai le sentiment que nous n'allons pas laisser derrière nous une traînée de regrets... »

P. Br.

le renouveau du club de Valenciennes
La pelouse de monsieur le maire

Jean-Louis Borloo était président du club de football de Valenciennes, huitième du groupe A de seconde division. Depuis le 19 mars, il est également maire (sans étiquette) de la ville. L'intégration d'un jeune avocat d'affaires parisien en pays nordiste.

VALENCIENNES
de notre envoyé spécial

Le premier gamin doit s'appeler « Boubou ». Un même du pays « ch'ti », tout en ventre et en joues, rondouillard et rigolard qui se précipite, bonne bonille gendarme, un stylo dans une main une feuille de papier dans l'autre : « M'sieur le maire, un autographe, s'il vous plaît ! ».

Le second gamin doit s'appeler « Filochard ». Un autre même du pays « ch'ti », mince et pâlitchon celui-là, mais tout aussi souriant que son copain. Il s'avance également, les yeux pétillants de malice : « M'sieur le président, un autographe s'il vous plaît ! ».

Devant ces Laurel et Hardy en culotte courte, un seul et même homme, pas très grand, pas très gros, avec des yeux gris-verts de gendarme filon et une frimousse piquetée de discrètes taches de rousseur : Jean-Louis Borloo, trente-huit ans. Monsieur le maire ? Il l'est ! De Valenciennes, agglomération de 370 000 habitants, sous-préfecture du département du Nord, traditionnelle place forte du RPR, qu'il a conquise de haute main le 19 mars avec 76 % des suffrages au second tour. Monsieur le président ? Il l'est également ! De l'Union sportive Valenciennes Annzin (USVA), club de football de seconde division.

Jean-Louis Borloo est donc un cumulaire. A tel point qu'au stade, ni les gosses ni les vendeurs de merguez (14 francs avec des frites) ne savent s'ils doivent lui donner du « monsieur le maire » ou du « monsieur le président ». Peu importe, d'ailleurs. Ils l'aiment leur Jean-Louis, les gars du Nord ! « Ch'garçon c'est not' chœur, un mythe, un dieu... »

Albert Chevalier, président des supporters, ne trouve plus de mots assez grands pour habiller dignement ce bonhomme à la carrure de jockey. Derrière lui, accoudés au comptoir du bar des supporters - sous la tribune principale - d'autres fidèles discutent le coup. Ils font et refont le football, Valenciennes et l'histoire étonnante de ce Borloo que rien ne prédisposait à devenir leur idole, encore moins le premier citoyen de la ville. Avocat de profession et parisien d'origine, il arrive dans le Nord à l'automne 1986. Le club est au plus mal. Le syndic qui gère l'USVA en attendant la liquidation judiciaire, l'appelle à la rescousse. L'homme n'a jamais joué au football mais s'y intéresse. Surtout, on le dit brillant et énergique. Il l'a prouvé en traitant plusieurs affaires pour Bernard Tapie.

Il visite donc le vieux stade Nungesser, ces deux tribunes - une de fer et une de béton - qui encadrent un terrain où se disputèrent jadis des matches de première division. Il rencontre les joueurs, les supporters et, de l'autre côté du mur, après le parking, aperçoit les maisons de briques rouges à la mode britannique qui ont appris à vieillir en silence depuis que « VA » n'attire plus les foules criardes. « Je n'avais pas le droit de laisser tomber tout cela, se souvient-il, trois cent soixante jeunes ! J'ai préparé un dossier de sauvetage. Le tribunal l'a accepté. Puis, début 1987, comme personne ne voulait prendre de responsabilité je suis devenu président. »

Un Parisien à la tête du club ! De quoi faire jaser en ville. Mais Borloo s'impose rapidement : « Les Valenciennais sont très accueillants. La chanson de Macias sur les gens du Nord était véridique. Je l'ai vérifié sur le terrain. Ils préfèrent les bonheurs aux bonheurs des cocktails. » Avec ce Borloo consacré Valenciennais d'adoption, V.A. renait. De nouveaux joueurs arrivent, les sociétés de la région, séduites par ce jeune président, consentent à s'aligner sur le club qui se dote progressivement de structures fiables.

En septembre 1988, Jean-Louis Borloo, tombé amoureux de la région entre en politique. Mais sans sortir du terrain de football. Il sera candidat aux municipales (Le Monde du 29 mars). Un candidat sans étiquette qui se contente de préciser : « un communiste ou un membre du Front national ne figurerait pas sur ma liste ». Objectif : bouter la vieille garde RPR - M. Pierre Carous, sénateur maire, puis son successeur, M. Olivier Marlière - hors de la ville qu'elle dirige depuis quarante ans et redonner à Valenciennes le dynamisme d'une métropole régionale : « Savez-vous qu'il n'y a pas de train direct depuis Paris ? C'est déprimant ! Le cinquième de la population active est au chômage. Il faut tout faire pour attirer de nouvelles entreprises. »

Peut mieux faire

En début de campagne, il est crédité de 11 % des intentions de vote. Peut mieux faire. Il fera mieux. Au premier tour, il atteint 46 %. Au second tour, il culmine à 76 % Borloo élevé au rang de phénomène politique : « Vous auriez vu cette ambiance en ville ! Ils n'avaient pas vu ça depuis le retour de de Gaulle ! »

Au cours de la campagne, l'ambiance n'avait pourtant pas été aussi guillerande, loin de là. Ses adversaires, en particulier le Front national, avaient très largement utilisé les piètres résultats des footballeurs contre le « Parigot ». Jean-Louis Borloo témoigne : « J'ai délaissé le club sans trop m'en rendre compte mais il a bien réagi, malgré la présence de tous les rats qui voulaient serrer la poignée. Des tracts ont été distribués au stade. Jamais je ne me suis servi du football ! Dire que cela m'a aidé serait faire injure aux 76 % de Valenciennais qui m'ont élu. » Propos confirmés par l'entraîneur Georges Peyroche et le capitaine Jean-Pierre Tempest : « Nous avons vécu une période difficile mais il a toujours séparé football et élections. »

Samedi 1^{er} avril, pour la première fois, Jean-Louis Borloo est arrivé au stade (V.A.-Beauvais) en voiture officielle mais sa popularité est intacte. Il ne peut faire un pas sans embrasser un nouveau-né, un chômeur en fin de droits ou une grand-mère qui n'a pas raté un match depuis la dernière guerre. Du bar des supporters : « Viens boire un canon, président ! » où trône sa photo entre deux bouteilles de pastis, à la salle des sponsors (« une coupe de champagne monsieur le maire ! ») en passant par un pot de l'amitié avec les policiers de service, on se l'arrache. Et il ne s'en plaint pas, alternant avec aisance les réunions d'affaires de Paris (« le cabinet fonctionne sans moi depuis six mois mais je redescends de temps en temps ») les rendez-vous à l'hôtel de ville et les soirées sportives.

Samedi, comme pour célébrer l'état de grâce dont il bénéficie depuis son arrivée dans le Nord, il a couru jusqu'aux vestiaires de ses joueurs où il a entonné des chants de victoire (2-0). La seconde en deux semaines.

PHILIPPE BROUSSARD.

TENNIS : Etats-Unis-France en Coupe Davis

Le face-à-face McEnroe-Noah

John McEnroe et Yannick Noah devaient disputer, vendredi 7 avril à San Diego (samedi à partir de 1 h 30 en France) le premier match de la rencontre en quarts de finale de la Coupe Davis entre les Etats-Unis et la France. Le face-à-face des deux joueurs devait-il être aussi intense que lors de leur affrontement en finale de cette même Coupe à Grenoble en 1982 ? En tout cas l'équipe formée par Eric Debilecker ne paraît pas battue contre celle de Tom Gorman. La partie décisive pourrait être, dimanche, la cinquième entre McEnroe et Leconte.

SAN-DIEGO (Californie)
de notre envoyé spécial

Avant l'heure, ce n'est pas l'heure : après l'heure ce n'est plus l'heure. La fanfare de la Navy a donc consciencieusement soufflé dans ses cuivres jeudi 6 avril sur le coup de midi comme il avait été prévu qu'elle le fit à l'occasion du tirage au sort des matches de la rencontre de Coupe Davis Etats-Unis-France. Puis elle s'en est allée, laissant tous les invités à la cérémonie cuire sous le soleil dans l'attente de l'équipe de France.

Finalement, le juge arbitre du match a procédé à la présentation des joueurs avec trois quarts d'heure de retard. Sans tambour ni trompette. Mais ce n'est pas pour autant que les parties devraient manquer d'éclat. En fait, le décor est planté pour que la onzième rencontre de la France et des Etats-Unis en Coupe Davis soit un grand moment de tennis.

Vu de France, il pouvait paraître curieux que la fédération américaine ait décidé de faire jouer la rencontre en salle. Sur place, le choix du Sports Arena paraît des plus judicieux. C'est un stade couvert, ovale, plus fonctionnel qu'esthétique, comme il y en a dans presque toutes les grandes villes d'Amérique du Nord. Plus de 13 000 spectateurs peuvent y trouver place. « Il n'aurait pas été raisonnable de faire jouer les matches sur un court en plein air

autour duquel nous n'avons que 4 500 places de tribune compte tenu de l'importance de la rencontre et de son succès populaire », explique Barry Lorge, directeur du service des sports du San Diego Tribune, le quotidien local. Il devrait donc y avoir au moins autant d'ambiance pour ce quart de finale que lors de la finale 1982, dans le palais des sports de Grenoble.

Autre avantage inattendu d'une rencontre en salle : la climatisation. Une vague de chaleur exceptionnelle frappe la Californie du Sud. Dans la journée le thermomètre monte à plus de 40 degrés. Pour les joueurs comme pour le public, il est préférable que les rencontres aient lieu sous abri, car elles seront ainsi plus régulières.

Dans ces conditions, l'équipe de France peut-elle réussir à vaincre celle des Etats-Unis ? Si l'on s'en tient au classement mondial des joueurs des deux formations, celle de Tom Gorman est favorite avec Agassi n° 5, McEnroe n° 6 en simple et Flach-Seguso n° 1 en double. Noah et Leconte n'apparaissent qu'en douzième et treizième place du classement mondial individuel.

Pourtant le rapport des forces est plus équilibré qu'il n'y paraît. « Nous pouvons gagner 3-0 mais nous pouvons tout aussi bien perdre 3-2 », a déclaré récemment John McEnroe. Il ne fait pas de doute que l'ancien champion du monde se crédite de deux points en simple : sur 45 matches de Coupe Davis il compte 37 victoires et il n'a jamais été battu ni par Noah (4 victoires en 4 matches) ni par Leconte (8 victoires en 8 matches).

Une revanche à prendre

Cependant, la solidité d'Agassi paraît moins certaine. C'est la première rencontre de Coupe Davis véritablement importante que va disputer le jeune Américain d'origine iranienne. Et ces dernières semaines ses résultats n'ont guère été brillants : il a déclaré forfait à Dallas pour ne

pas avoir à affronter McEnroe, il a été battu par Noah à Key-Biscayne. Ses relations avec McEnroe, dont il a été présenté comme le successeur, sont assez mauvaises. Bref, l'élève de Nick Bollettieri aura de lourdes responsabilités à assumer.

Et le résultat du double devrait être décisif. Les deux paires nationales ont la particularité de ne pas avoir été battues en Coupe Davis depuis plus de quatre ans. Mais les Français auront peut-être un petit avantage psychologique : au Tournoi de Key-Biscayne, Noah associé à Winogradsky, a battu Flach et Seguso. D'ailleurs depuis la finale 1985 des Internationaux des Etats-Unis, Noah et Leconte ont une revanche à prendre sur les deux Américains qui avaient profité d'une faute d'arbitrage pour s'emparer du titre.

Dans le camp français, les incertitudes tiennent à la forme des joueurs sélectionnés. Noah aura-t-il récupéré des cinq matches en cinq sets qu'il a disputés ces trois dernières semaines pour arriver en finale et en demi-finales à Indian Wells et à Key-Biscayne ? Leconte qui n'a plus joué depuis le Tournoi de Lyon pour se consacrer à l'entraînement physique, aura-t-il assez de compétition dans les jambes ? Dans tous les cas de figure, la seule certitude de cette rencontre est que les joueurs les plus spectaculaires du moment se retrouveront sur le court.

ALAIN GRAUDO.

● HOCKEY SUR GLACE : championnat du monde (groupe B). - L'équipe de France de hockey sur glace a battu la Suisse (5-2), jeudi 6 avril à Oslo (Norvège) lors des championnats du monde (groupe B). Cette victoire permet aux Français d'accéder à la deuxième place du classement avant d'affronter, vendredi 7 avril, les Norvégiens, en tête de la compétition.

● BASKET-BALL : Coupe d'Europe. - Les Yougoslaves de Jugoplastika Split ont remporté la Coupe d'Europe des clubs champions de basket-ball, jeudi 6 avril à Munich (RFA), en dominant les Israéliens du Maccabi Tel Aviv (75-69).

Le Monde

DOSSIERS & DOCUMENTS

A QUOI SERVENT LES MATHS ?



Pourquoi les maths sont-elles le principal outil de sélection du système scolaire et pourquoi marque-t-on de bacheliers scientifiques ? Comment éviter les phénomènes de rejet et humaniser l'enseignement des maths ? Les atouts majeurs des maths : un langage commun aux autres sciences, un moyen d'insertion dans la vie quotidienne et professionnelle. Le bilan de l'enseignement des maths à l'étranger et en France.

Egalement au sommaire :

LITTÉRATURES D'AFRIQUE

Nouveaux auteurs reconnus partout dans le monde, usant de l'arabe, du français, de l'anglais et du portugais : tous se signent par un renouvellement sémantique, un non-conformisme politique, une pugnacité sociale. Mais leurs conditions de création, d'édition et de diffusion restent difficiles.

NUMÉRO D'AVRIL - 12 PAGES - 8 F

En vente chez votre marchand de journaux

Communication

Un mouton, un coq et le service public devant le CSA

FRANÇOIS
FC

THÉÂTRE

« De Sade, Juliette », de Jean-Michel Guillery et « Ossia », de Didier-Georges Gabily

De Picpus à Vladivostok

La première pièce est jouée au Théâtre de l'Atalante, la seconde au Théâtre de Poche-Montparnasse. Toutes deux mettent en scène des écrivains - le marquis de Sade et Ossip Mandelstam - qui connurent la prison et moururent incarcérés.

« J'adore le roi, mais je déteste les anciens abus ; j'aime une infinité d'articles de la Constitution, d'autres me révoltent... Je ne veux point d'Assemblée nationale, mais deux Chambres, comme en Angleterre... Que suis-je à présent ? Aristocrate ou démocrate ? Vous me le direz, s'il vous plaît, car pour moi je n'en sais rien. »

C'est le marquis de Sade qui écrit à son avocat en décembre 1791. Mais Jean-Michel Guillery situe l'action de sa pièce, *De Sade, Juliette*, plus tard, en 1794, quand Sade sera détenu à la prison de Picpus.

Libéré par les révolutionnaires de juillet 1789 (il était incarcéré depuis cinq ans et demi à la Bastille), Sade est devenu membre, puis secrétaire, puis président, de la section des Piques (Paris a été divisé en quarante-huit sections, et Sade, qui habite rue des Mathurins, appartient à la section de la place Vendôme, rebaptisée des Piques).

Un lieu plus avenant et plus aéré

Sade, dans sa section, a pu faire adopter par la Convention des mesures qui touchent tout Paris, par exemple la décision que, dans les hôpitaux, il n'y aura désormais qu'un malade par lit. Mais, écrit son biographe, Gilbert Lévy, « il est hors de doute que Sade a dû mettre à profit son autorité de président pour intervenir, chaque fois qu'il le pouvait, en faveur des victimes de la délation ». Et Gilbert Lévy ajoute que cette attitude a conduit à l'arrestation de Sade, le 8 décembre 1793.

Le Printemps des comédiens

La troisième édition du Printemps des comédiens, festival dirigé par Daniel Bedos, va se tenir du 5 juin au 4 juillet dans tout le département de l'Hérault. Le centre en sera le château d'O, aux portes de Montpellier. Les entrées payantes sont passées de dix-huit mille en 1987 à trente mille en 1988. Pour atteindre les quarante mille cette année, Daniel Bedos a multiplié les représentations : cinquante pour dix-sept spectacles.

Au programme des créations : *la Vie de Galilée*, de Brecht ; *la Cocarde d'ibène*, de Claude Ahrang ; *Au quatrième top, il sera...*, de Jean-Paul Fabre ; deux spectacles en avant-première au Festival d'Avignon, *Des clowns*, de Mario González, et *le Bourrichon*, de Joël Jouanneau. Laurent Terzieff vient jouer *le Henri IV*, de Pirandello, Francis Huster *Lorenzaccio*, Philippe Caubère la *Trilogie amoureuse*, comique, fantastique. Pip Simons reprendra le *Frankenstein* créé à la Maison de la culture de Bourges, Michel Galabru le *Médécine malgré lui*, Gérard Gelas *Marat-Sade*, de Peter Weiss, et le Centre culturel du Languedoc *Oh ! les beaux jours* de Beckett.

Le prix Jean-Vilar, dont le président est Paul Fourny, sera attribué à « Printemps bleu », une amorce de « off » confrontant le 20 au 26 juin les élèves d'écoles venues de Belgique, de Suisse et de France. Enfin, le Printemps va faire découvrir la collection de cinq mille volumes que Louis Médard, bibliophile du dix-huitième siècle, a légué à la ville de Lunel et qui couvrent toutes les pièces jouées pendant la Révolution. L'une d'elles, *Nicomède dans la lune ou la révolution pacifique*, sera présentée pour le prix Jean-Vilar, ainsi que le discours intégral prononcé par Robespierre le 8 thermidor de l'an II, devant la Convention.

HENRI BECHTAUX.

Sade va être transféré de la prison des Madelonnettes (quartier Arts-et-Métiers actuel) à celle des Carmes (70, rue de Vaugirard), à celle de Saint-Lazare (107, faubourg Saint-Denis), avant d'être finalement expédié à Picpus, qui était un lieu plus avenant, plus aéré, avec un beau jardin de 400 mètres de long.

Sade arrive là le 24 mars 1794, et il respire un peu. Mais, le 10 juin, ce sera le rapport de Conthon à la Convention : « Toute formalité d'indulgence est un danger public... ». Le 14 juin, la guillotine est dressée place du Trône-Renversé, à deux pas du « domicile » de Picpus, et des terrassiers envahissent, sous la fenêtre de Sade, le jardin, creusent deux énormes tombes communes de 6,50 mètres de profondeur : des centaines de corps vont être tassés là-dedans, on brûlera du thym et du genévrier qui ne l'emporteront pas sur la pouture.

Le 26 juillet, Sade est condamné à mort, et l'huissier du tribunal est chargé de l'amener, mais le

désordre est tel dans les papiers des tribunaux que Sade échappe aux recherches, on le croit encore aux Carmes, à Saint-Lazare, on ne va pas le chercher à Picpus. Deux jours plus tard, le 28, c'est Robespierre qui passe sur l'échafaud. Sade sera libéré le 19 octobre.

Sade a-t-il été à même d'écrire, dans le climat insupportable de Picpus, l'une de ses œuvres les plus animées, les plus déchaînées, *Juliette* ? Ce livre est paru trois ans après Picpus, en 1797, en même temps qu'une nouvelle version, très violente, de *Justine*, la sœur de Juliette, soit dix volumes accompagnés de cent une gravures d'une totale obscénité. Gilbert Lévy admet : « Sans que le fait enlève rien à leur caractère de chefs-d'œuvre, la Nouvelle Justine et Juliette constituent à n'en point douter une spéculation de librairie basée sur la licence générale qui régnait à l'époque du Directoire. »

Quoi qu'il en soit l'auteur de *De Sade, Juliette* imagine que Sade, dans sa chambre de Picpus, invente sa Juliette, la rêve, et la rêve au

point qu'elle est là, belle comme le jour, assise sur le bord de la fenêtre ou de la chaise. C'est une femme de tête : aux idées d'avenir comme aux idées du passé, elle sait quoi répondre, et ce dialogue, en soi, est déjà saisissant. Mais l'auteur, et aussi son metteur en scène, Michèle Vennard, nous apportent un second relief : c'est que le spectacle, décalé, se passe comme si l'image de Sade était « vraie », et celle de Juliette « imaginaire », puisqu'elle n'est que la figure d'un livre.

Christian Fischer Naudin, qui joue Sade, irradie de vitalité, de brutalité. Il se déploie, il crie, c'est une bête. Nadine Spinoza, Juliette, ne mise pas, pour indiquer son irréalité, sur la transparence, l'aténuation. Non, c'est bien plus rusé que cela : ce sont, entre les deux fauves, des manœuvres de réflexe. Un exploit.

Carnet de croquis

Autre couple, autre écrivain, mais qui ne ne prête plus du tout à sourire : Ossip Mandelstam et sa femme Nadejda.

Né en 1891, Mandelstam a été porté disparu en 1938 dans un camp de triage de Sibérie du côté de Vladivostok. Il avait été auparavant déporté à Voronej. De tous les écrivains russes de ce temps-là, suicidés, déportés, abattus, ou bien qui purent survivre, comme Pasternak, Ossip Mandelstam est peut-être le plus intimement attaché pour quiconque d'entre nous, par l'incroyable dévouement de son intelligence, par la finesse de son toucher, par la vérité de sa « voix ». Il y a par exemple, dans la collection de poche « Points », du Seuil, un petit livre *Le Brui du temps*, qui raconte simplement des choses de la Russie des années 1900-1910, par là, qui est irrésistible, d'une incroyable beauté calme. A côté de cela, Mandelstam a écrit des choses comme *Énigme sur Dante*, ou *Quatrième prose*, qui seraient plutôt d'un « savant philosophe » du langage : aussi indispensables que telles pages d'un Pascal.

Dès que Mandelstam fut inquiété, sa femme sut que les manuscrits allaient être, au fur et à mesure, saisis, détruits. Elle se mit à tout apprendre par cœur, et après la mort de Staline, elle put ainsi permettre l'édition de Mandelstam. Nadejda a raconté ces années dans un livre en plusieurs volumes, *Contre tout espoir*.

Didier-Georges Gabily a écrit et mis en scène une pièce qui met aux prises Ossip et Nadejda, il la nomme *Ossia*. Pièce inattendue et curieuse, car il ne s'agit nullement d'une confrontation d'extraits des œuvres des deux époux.

C'est comme le carnet de croquis d'un peintre. C'est une suite libre d'impressions, d'ébauches, de projets. Est-ce parce que Nadejda, dans ses livres sur son mari, laisse affleurer plus d'une fois un caractère pas facile, l'auteur n'a rien laissé de trop sensible, de larmoyant, dans les vis-à-vis des deux protagonistes. Il y a des fâcheries, même des brutalités, des moments de partage absolu aussi, presque comme au-delà des données de la conscience.

C'est étrange. Et beau. Cela pourrait ne jamais finir. Hélène Roussel (Nadejda) est responsable d'entêtement, d'affection fermée. André Cellier, souvent muet, songeur, a l'air de laisser sourdre des vocables bizarres, comme si ses pensées restaient closes en lui, il est fascinant, il fait d'ailleurs penser aux parents de Mandelstam, tels que celui-ci les raconte : « Mon père n'avait pas du tout de langue, c'était un dégoûtant et une absence de langue. Était-ce le russe d'un juif polonais ? — Non. La langue d'un juif allemand ? — Non plus. Tout ce qu'on veut sans une langue... Ma bonne grand-mère, une perruque noire sur ces cheveux gris, demandait : « Vous avez mangé ? Vous avez mangé ? », c'était le seul mot russe qu'elle connaissait. »

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de l'Atalante. Tél. : 46-06-11-90.
★ Théâtre de Poche-Montparnasse. Tél. : 45-48-92-97.

La disparition de Marc Delsaert

Le comédien Marc Delsaert est mort à l'âge de trente-cinq ans. Né en Belgique, il a fait ses classes à Reims avec Robert Hossein et a commencé sa vie professionnelle avec Jean-Louis Martin-Barbaz. Il a été le prince Muichkine dans *l'Idiot*, par Jean-Louis Thamin à Nice, et a travaillé avec Giorgio Strehler dans *l'illusion*. C'est Antoine Vitez qui l'a révélé. On ne peut pas oublier son Nérone dans *Britannicus*, à Chaillot, ni son *Alceste*, malade de ne pouvoir se supporter dans ce monde.



Marc Delsaert dans « Le Misanthrope »

L'enfant de la mort

Je ne sais où il était le plus beau. Nérone, peut-être. Je vois encore comme il écoutait Agrippine, au cinquième acte, le léger sourire du criminel. Mais justement ce sourire n'était pas celui d'un criminel. C'était le sourire d'un innocent.

Sa vertu était l'innocence. Et ainsi l'art de l'acteur donnait à comprendre ce que c'est que la cruauté, le crime historique, la violence : une atroce innocence ; le monde, le destin des gens est donc mis dans les mains de ces enfants qui jouent. Voilà, utilisant, comme un artiste doit le faire, la matière de sa propre vie, de quelle façon il nous donnait image de ce qu'il comprenait et n'était pas : un méchant. Lui, il était tendre et léger, ne comprenait rien aux ruses et aux compromissions de la société.

C'est pourquoi son rôle idéal fut quand même sans doute celui d'Alceste. Non point le bourgeois strabillaire, mais le fou qui croit qu'on peut dire toujours la vérité : l'Idiot. J'ai dit son nom. Cet Alceste, c'était le prince Muichkine. Il mourait de ne rien comprendre. Et lui, Marc, il est mort de n'avoir pas compris. « Pardon, pardon », disait-il, pour s'excuser. « Pardon ». Il s'excusait.

Pensant à lui, à sa Belgique natale, je relis la ballade admirable du grand poète flamand dont nous perdions souvent l'ensemble, dont nous voulions donner lecture, Guido Gezelle, qui fit avec cent ans d'avance son portrait : l'Enfant de la mort — het Kind van de Dood.

ANTOINETTE VITEZ.

MUSIQUES

La « Huitième Symphonie » de Mahler au Châtelet

Hymne à la joie

Sous-titrée les Mille, la plus gigantesque des symphonies, la plus triomphale aussi et la moins torturée que Mahler ait écrite.

Foale des grands jours pour une répétition générale, le jeudi 6 avril, au Châtelet. Le cycle Mahler, qui inaugure l'établissement rénové, connaît un tel succès que les fauteuils sont rares, même à la veille du concert lui-même. Menacé par un préavis de grève déposé par l'ensemble des orchestres et des chœurs de Radio-France (*le Monde* du 7 avril), ce concert a bien lieu ce vendredi soir. Sa retransmission en direct sur les antennes de France-Musique est néanmoins annulée (1).

Outre l'Orchestre philharmonique au grand complet (cloches, gong, tam-tam, mandolines compris), le chef israélien Elihu Inbal, reconnu comme l'un des meilleurs mahleriens actuels, se trouve, dans cette symphonie *les Mille*, à la tête du plus gigantesque chœur de femmes, d'hommes et d'enfants qu'un compositeur ait jamais réunis, sans oublier un escadron de cuivres perché au paradis, ni le soprano placé elle aussi dans la salle pour le *Mater gloriosa* final, soprano qui vient s'ajouter à un effectif de sept voix solistes, plus traditionnellement installées sur scène.

On avait entendu Inbal diriger cette symphonie titanesque dans l'auditorium flamboyant du nouvel opéra de Francfort. Si l'enregistrement qui en est issu sonne à merveille (2), l'acoustique de la salle allemande, périodiquement saturée, n'avait pu cacher ses faiblesses en direct.

Rien de tel au Châtelet, qui se révèle, restauré comme on sait, la meilleure salle parisienne pour des œuvres de cette taille. Ainsi donc que Mahler le rêvait, on entend tout : et la masse (sans saturation) et le détail (à sa place exacte dans l'architecture générale). Il le faut, pour comprendre que cette symphonie n'est pas un acte de folie paranoïaque, mais une œuvre, au contraire, aérée, fort économe de ses moyens dont elle varie sans cesse les effets.

La plus grande réussite d'Inbal dans cette belle intégrale des symphonies de Mahler, qu'il a enregistrée, c'est peut-être le célébrissime adagio de la Cinquième, qu'il « maintient en vie » par une manière bien à lui d'articuler chaque figure rythmique et de tendre impatient-

ment vers le dénouement, même dans un tempo lent.

Il ressemble de la même façon, dans cette *Huitième*, à un Atlas nerveux et de petite taille (Mahler devait, au pupitre, lui ressembler un peu), qui ne fait pas de grands gestes pour soulever les montagnes, qui les soulève pourtant et les met en mouvement.

Du *Veni Creator* de la première partie de cette symphonie aux scènes de Faust de la seconde, la *Huitième* est un puits d'énergie, un hymne à la joie formidable. L'ensemble des troupes marche au pas. Et, si les rubatos n'y sont pas, c'est peut-être que la grâce, pour une assemblée de musiciens aussi considérable, demanderait encore beaucoup, beaucoup plus de travail.

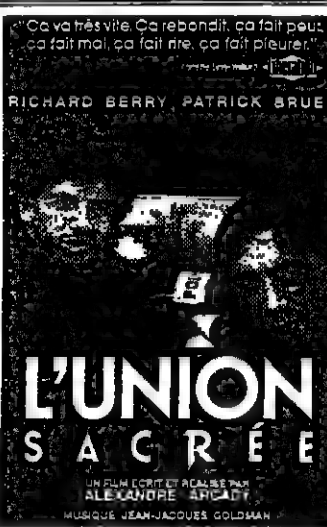
ANNE REY.

★ Ce vendredi 7 avril, 20 h 30, Châtelet, tél. : 40-28-28-40.

(1) Le préavis de grève déposé par l'ensemble des formations musicales de Radio-France a été levé jeudi en fin de soirée. Syndicats et direction se sont mis d'accord pour que des négociations globales, et notamment salariales, débutent le 26 avril. Le concert de National aura donc également lieu ce vendredi 7 avril aux Champs-Élysées. Si la diffusion en direct, sur France-Musique, de la *Huitième Symphonie* de Mahler est annulée, le différé prévu pour le lundi 10, à 13 heures, devrait être maintenu.

D'autre part, Margaret Price sera remplacée par la soprano américaine Pamela Coburn lors de l'exécution de la *Deuxième Symphonie « Résurrection »* dirigée par Lorin Maazel, les 14 et 15 avril au Châtelet, toujours dans le cadre du cycle Mahler. La chanteuse avait déjà annulé son récital prévu ce vendredi, salle Pleyel.

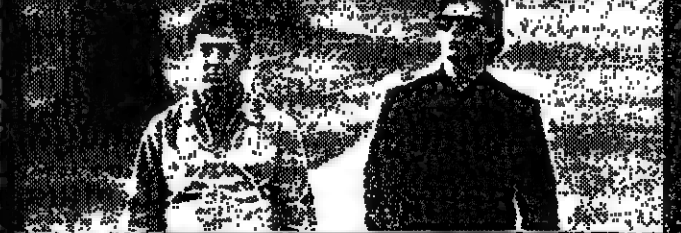
(2) Deux disques compacts Denon.



RENDEZ-VOUS DANS LES SALLES GAUMONT

4 OSCARS

DUSTIN HOFFMAN TOM CRUISE



RAIN MAN

GAUMONT-RAMA AMBASSADE • PUBLICS ÉLYSÉES
GAUMONT OPÉRA • GAUMONT LES HALLES • GAUMONT-RAMA PARNASSE
PUBLICS SAINT GERMAIN • LA PAGODE • GAUMONT-RAMA ALÉSIA
GAUMONT CONVENTION • GAUMONT OUEST BOULOGNE • GAUMONT ÉVRY

ET EN PROVINCE
GAUMONT : ANGERS • BORDEAUX • CAEN • DIJON • GRENOBLE
LILLE • METZ • MULHOUSE • MONTPELLIER • NANCY • NANTES
NICE • REIMS • RENNES • ROUEN • SAINT-ÉTIENNE • TOULON • TOULOUSE

SON DOLBY STEREO (SR)
36-15 Gaumont
le minitel du cinéma : tout sur les salles et les horaires
Tél. : 45-48-92-97.

FRANÇOIS CLUZET

Ils ont 5 jours pour devenir des héros

PATRICK BRUEL

FORCE MAJEURE

UN FILM DE PIERRE JOLIVET

film France Inter

AAA

Culture

MUSIQUES

Le XIII^e Printemps de BourgesHoward Buten
le fils naturel de Grock

Howard Buten a rencontré le clown Grock à travers des documents filmés et l'Américain qui est également écrivain et docteur en psychologie s'est progressivement mis à sa hauteur.

A douze ans, Howard Buten autoproduit ses marionnettes et disséquait des grenouilles en dévorant de vrais livres de médecine. A quinze ans, il décide de devenir médecin, mais étudie le chinois. Bientôt en rupture de ban avec l'université de Michigan, il accomplit le traditionnel itinéraire (le *Highway* et les trains) du chanteur de folk song avant d'entrer à l'école des clowns de Sarasota en Floride, mais à la fin, le ticket d'entrée au Ringling-Bros and Barnum and Bailey lui est refusé. Le cœur (momentanément) brisé, il s'engage sous un chapiteau mobile de la côte est. Entre deux saisons, il découvre dans les livres l'existence du clown suisse Grock, s'aperçoit qu'un numéro peut se développer sur une heure et qu'un clown peut faire croire à ce qui lui arrive sur scène.

Revenu à Detroit, Howard Buten, qui a adopté le nom d'artiste de Buffo, monte un spectacle de music-hall pour les cafés-bistros. Il ne mettra plus les pieds sous un chapiteau. Le 9 mai prochain, pour la première fois depuis dix-sept ans, il va jouer sur une piste, celle du cirque Knie, devant la famille de Charlie Chaplin, réunie à Corsier, à l'occasion du centenaire de Charlie.

Howard Buten réside à Paris de puis six ans, et passe la moitié de son temps aux États-Unis où il se produit dans les théâtres des grandes villes. Il a publié aussi aux éditions du Seuil quatre romans.

Au Printemps de Bourges Howard Buten, dit Buffo, a été pendant une heure un quart ébouriffant, jouant avec les sons, avec les objets, avec une guitare, un violon, et un violoncelle, entendant pratiquement en plein délire au détour d'une chanson, accumulant gags sur gags dans un déluge invraisemblable, ne s'arrêtant jamais n'appuyant sur aucun effet, introduisant dans le rire des signes légers de détresse.

Buffo ne parle pas, sauf en ventriloque ou en laissant des borborygmes

La vague zoulou
en France

Voix rauque et grave de Simon Mahlatini, harmonie subtile et déchaînée de Mahotella Queens, la musique noire d'Afrique du Sud a occupé de nouveau, jeudi soir, la scène du Printemps de Bourges. Sa présence est symbolique. En effet, la France doit devenir dans quelques semaines la terre d'accueil de la musique zoulou.

Le 8 mai, au prochain Festival d'Amiens, cinq nouveaux groupes noirs seront là : Kambe Corvillatelo qui joue de la musique zoulou traditionnelle, Zia qui interprète du rock zoulou, Lucky Dube du reggae, Stimema du soul et Chillo du disco. Ces mêmes groupes participeront, le 11 mai, à la Convention de la marque Gallo, exceptionnellement tenue au Zénith de Paris. Gallo est la firme phonographique de Johannesburg qui rassemble la plupart des musiques noires d'Afrique du Sud.

Créée en 1931, Gallo a enregistré les expressions musicales zulo et sotho qui ont commencé à prédominer dans l'industrie sud-africaine du disque à partir de 1960. Elle a gravé sur le vinyle l'extrême richesse et la diversité du paysage musical sud-africain, qui va de la bubble-gum music aux musiques ethniques en passant par le jazz, le rock mélangé, le chant choral et le mbaanga, c'est-à-dire la nouvelle musique urbaine populaire.

C. F.

verbeux s'échapper de temps à autre. Il reprend quelques numéros de la grande tradition des clowns et bien sûr des classiques de Grock, qu'il transfigure, de sa tendresse tagarée.

Buffo a offert son spectacle mercredi à minuit. Dans la journée la scène des « découvertes » a continué à présenter de jeunes artistes sélectionnés par les antennes régionales mises en place par les promoteurs. Signe des temps : les prestations ne se font plus avec seulement la guitare ou le piano. A chaque fois un groupe de six à huit musiciens développe sur des arrangements rockifiés ou jazzifiés une couleur musicale susceptible de séduire l'interprète.

Des moyens financiers donc relativement importants (100 à 200 000 F) sont rassemblés pour mener à bien l'entrée dans la chanson. Mercredi, Isabelle Morelli, vingt ans, petite, mèche, et un visage d'enfant, s'est nettement détachée du lot avec une chanson (*Les Mondes parallèles*) remarquablement écrite et bien mise en place.

CLAUDE FLÉOUTER.

Un concert de Stevie Wonder est forcément une bonne affaire. Sa carrière plafonne peut-être depuis une dizaine d'années. Mais, à quarante ans, il a encore beaucoup à donner.

La brève tournée française qu'il effectue en ce moment intervient plus d'un an après la sortie de *Characters*, son dernier album dont les ventes se sont révélées décevantes. Pourtant, cet intervalle involontaire (le chanteur avait dû annuler plusieurs concerts pour cause de tendinite fin 1987) permet de mesurer la magie Wonder. Des chansons extraites de *Characters* qu'il joue pendant son concert sonnent aussi fort, aussi familières que ses classiques des années 70.

Profitant du Printemps pour passer par Bourges, Stevie Wonder y a donné un spectacle presque dénouillé. Pas d'effets spéciaux, une formation relativement réduite : six musiciens et quatre choristes — pour trois heures de musique. De la tradition des revues Motown, Stevie Wonder a gardé le goût des longs échanges avec la salle, et il est capable de transformer l'auditoire le moins doué en chorale soul. Pour faire plaisir à la France, il a joué *Mylord* au synthétiseur et chanté deux couplets de *Michelle* des Beatles, sans doute parce que c'est la seule chanson en français dont il connaisse les paroles et aussi parce que ce genre de sucreries convient à son penchant pour les tubes saccharinés qui ont émaillé sa carrière, de *You are the sunshine of my life* à *I just called to say I loved you*, mais les grands aussi ont le droit d'avoir leurs péchés mignons.

THOMAS SOTINEL.

★ A Bourges, les 7 et 8 avril.

ARTS

Toiles contestées

Bataille d'experts sur Utrillo

Le légataire universel de la veuve d'Utrillo continue de troubler les salles où les toiles du peintre de Montmartre sont mises en vente.

Le feuillet Utrillo continue ! De retour de Londres, M. Fabris, légataire universel de la veuve d'Utrillo, a tenu jeudi 6 avril une conférence de presse pour justifier ses accusations — mise en vente de faux Utrillo — contre des maisons de ventes anglo-saxonnes et l'étude de M. Loumder à Paris. Il veut, explique-t-il, mettre un terme à la circulation de nombreux faux sur le marché, faux qui, au fil des ventes à Paris, Londres et New-York, finissent par acquiescer une sorte d'authenticité, pour, finalement, consacrer au système, figurer au supplément du catalogue raisonné de Paul Péridès. Cet ancien marchand de tableaux du peintre a, jusqu'à présent, fait autorité en la matière auprès des organismes de ventes.

Cette querelle, qui ne date pas d'aujourd'hui, serait au demeurant tout à l'honneur de Jean Fabris. A condition qu'on n'ait pas l'impression confuse et désagréable que tout n'est pas aussi simple que l'on voudrait bien, de part et d'autre, nous le faire croire. Alors que M. Fabris se défend d'être expert, il n'hésite pourtant pas à donner son avis sur la qualité de telle œuvre ou encore sur la véracité de telle signature. Il fonde ses interventions « sur un travail de recherche commencé il y a plus de vingt ans, dit-il, qui m'a amené à répertorier chaque œuvre connue du peintre d'après les catalogues de ventes et les expositions qui lui ont été consacrées. Je les

compare par la suite avec les œuvres qui passent en vente ».

Un travail minutieux qui ressemble fort à la démarche d'un expert, et que M. Fabris souhaite voir publier l'an prochain dans un ouvrage consacré à l'œuvre d'Utrillo. Une sorte de catalogue raisonné qui serait en concurrence avec celui de Paul Péridès. Même si M. Fabris ne veut pas remplacer ce dernier, il n'a pas manqué de relever dans le catalogue de son « confrère » près d'un tiers de cas douteux, tout en soulignant, par ailleurs, que le marchand d'art avait été condamné en 1980 pour « recel de toiles volées et faux en écritures ».

A défaut de connaître les motivations réelles de chacun, l'affaire Utrillo a au moins l'avantage de relancer le problème de la qualification et de l'impartialité de l'expert. N'importe qui, du jour au lendemain, peut se parer de ce titre, tout en conservant sa casquette de marchand. Quand on connaît les sommes d'argent de plus en plus importantes qui sont en jeu, on comprend aisément les limites d'influence qui agitent le marché.

Dans le cas d'Utrillo, les experts doivent tenir compte, de l'abandon de la production du peintre, qui n'a pas toujours brillé par sa qualité, et du nombre important de copies qui sont apparues sur le marché dès 1922. Des tableaux de l'une ou l'autre catégorie que l'on retrouve aujourd'hui en vente publique, en raison de la rareté des œuvres de qualité.

M. Fabris n'en est pas à son premier coup d'éclat. En 1982, il avait fait saisir huit toiles d'Utrillo, à Paris et à Montpellier. Sept d'entre elles, d'après lui, ont été expertisées comme fausses par les laboratoires scientifiques de la police judiciaire et du musée du Louvre. Les répercussions immédiates de cette affaire n'avaient pas été longues à se manifester. De peur d'être saisis à leur tour, les marchands de tableaux parisiens avaient pendant longtemps refusé d'exposer des tableaux du peintre de Montmartre.

Même s'il est encore trop tôt pour connaître les conséquences d'une telle affaire sur la cote de l'artiste, on constate d'ores et déjà que le marché de l'art, tout comme le marché financier, est à la merci de rumeurs et de déclarations, fondées ou non. Le premier à en avoir fait l'expérience, mardi soir 4 avril à Londres, est Christie's, puisque sept toiles contestées par M. Fabris ont été invalidées. Le légataire universel d'Utrillo s'était bruyamment manifesté au cours de la vente,

en criant « Faux ! ». Sotheby's, sans doute ébranlé par l'éclat, a le lendemain interdit l'accès à la salle des ventes à M. Fabris. Hésard ou non, les sept toiles mises en vente ont toutes trouvé preneur à des prix supérieurs aux estimations.

Le troisième et peut-être dernier round aura lieu dimanche 9 avril à Drouot, ou sept autres œuvres d'Utrillo (également contestées par M. Fabris) seront mises aux enchères par M. Loumder. Ce dernier a déjà fait savoir qu'il lui interdirait l'accès de la salle, M. Fabris, pour sa part, a demandé que les œuvres soient saisies.

ALICE SEDAR.

La magie
des grands noms

En dépit d'œuvres impressionnantes de qualité de plus en plus rares sur le marché, la magie des grands noms continue à apporter son habituel lot de records. La vente de vingt-cinq œuvres de British Rails Pension Fund à Londres, le 4 avril dernier (voir *Le Monde* du 29 mars) l'a encore démontré.

Renoir y enregistre un nouveau record avec la *Promenade*, achetée par les marchands britanniques Baskett and Day pour plus de 110 millions de francs (soit plus du double de son estimation). Record toujours pour l'artiste avec un pastel, cette fois-ci, *Portraits de Cézanne* (15 301 000 F). Monet le suit avec *Santa Maria della Salute* et le *Grand Canal Venise*, adjugé 71 797 000 F à un collectionneur européen. *Le Gargon bleu*, de Picasso, est le troisième tableau le plus cher de cette vente (42 372 000 F), tandis qu'une aquarelle, gouache et crayon, *Les Avocats*, de Daumier, enregistre son meilleur prix à un peu moins de 3 millions de francs.

La deuxième vente, une demi-heure plus tard, comportant des œuvres de collections diverses réservées également quelques surprises avec la *Maison des Chans de Gauguin* achetée par un collectionneur européen pour plus de 70 millions de francs. Encore un record pour l'artiste. De même que le *Moteur II*, de Léger, qui monta jusqu'à 15 520 000 F.

Le produit total de ces deux ventes se monte à 736 930 000 F.

A. S.

Bicentenaire

Le 17 juin à Paris

Spectacle « géant »
pour les 100 ans de la tour Eiffel

M. Jacques Chirac a présenté jeudi 6 avril la grande fête organisée par la Ville de Paris le 17 juin pour commémorer le centenaire de la tour Eiffel dans le cadre des manifestations du bicentenaire de la Révolution française.

Le premier étage de la tour Eiffel, salon Gustave-Eiffel. Un décor de circonstance, une tribune aux couleurs — bleu et rouge — de la Ville de Paris. Un Jacques Chirac décontracté, mais aussi grandiloquent, pour évoquer le centenaire de la tour Eiffel et la « grande fête populaire » du 17 juin autour du monument symbole à la gloire de 1789. L'émotion est de rigueur. « Événement exceptionnel », « ambition considérable », effets « inédits », « spectacle aux dimensions géantes », « complicité inimitable » de ses réalisateurs, artistes aux « talents exceptionnels », donnant une « dimension unique » et « universelle » à cette commémoration.

Rendez-vous est donc fixé aux Parisiens et « à un public venant du monde entier », à quelques jours de l'été, pour le 200^e anniversaire de la transformation du Tiers (réunir pour les États généraux) en Assemblée nationale.

Et quel rendez-vous ! Le maire de Paris à quelques raisons de manier les superlatifs. De l'Ecole militaire au palais de Chaillot (1 km), huit cent mille spectateurs pourront assister à un gigantesque spectacle aux facettes multiples. Le maître d'œuvre de « Paris 89 » est Olivier Massart, qui a notamment réalisé en septembre 1987, à Chaillot, le Festival international de la mode. Le principe général est une série de neuf « tableaux » sur trois cents ans (en quatre-vingt-neuf minutes), de la Révolution à la construction de la tour et à... 2089. Les bouleversements de la mode, l'épopée des transports et l'aventure de la communication sont parmi les thèmes de ces évocations, auxquelles vont participer plusieurs milliers de choristes, musiciens, tambours, comédiens, danseurs, trapezistes, jongleurs, mimes, figurants, etc. La scène centrale aura 3000 mètres carrés. Il y aura des écrans géants, des théâtres d'eau, 6000 projecteurs pour illuminer le monument (350 en temps ordinaire).

Des stars internationales participeront à la fête, dont le « final » est une fusée à quatre étages : un chœur rassemblant tous les artistes, « le plus grand gâteau du monde », à partager avec le public (25 mètres de haut), un feu d'artifice aux

Les transports
parisiens gratuits
le 14 juillet

Les pouvoirs publics, Elysée en tête, exercent une forte pression sur les transporteurs de la région parisienne pour qu'ils acceptent la gratuité de leurs services le 14 juillet 1989. Le principe en est acquis pour le métro et le bus, qui pourront ainsi accueillir les foules de visiteurs. Il est vraisemblable que le réseau du RER sera également libre d'accès, ce qui devrait faire écho à la gratuité à l'ensemble du réseau SNCF banlieue.

Les discussions en cours portent sur la compensation des pertes de recettes qui en résulteraient et qui pourraient être évaluées à une douzaine de millions de francs. Les ministères sont évidemment les exploitants de cars privés, réunis au sein de PAPTR, qui se battent ferme pour ne pas perdre leurs 2 millions de francs de recettes d'un jour férié.

dimensions inédites (375 points de tir, dont certains sur les trois étages de la tour), enchaînant sur « le plus grand bal du monde ». Le livre Guinness des records risque d'être mis à rude épreuve.

Et tout cela gratuit pour les spectateurs. Le budget est estimé à 60 millions de francs « maximum » : 10 MF sont couverts par la Ville de Paris, 10 MF par la Société de la tour Eiffel, le reste par le parrainage, la vente de produits « Paris 89 » et les droits sur le marché international d'une émission de télévision réalisée pour la circonstance par l'Américain Walter Miller et diffusée en France la semaine suivante sur TF 1.

Le 17 juin sera donc la manifestation phare organisée par la Ville de Paris dans la capitale, qui connaîtra bien d'autres réjouissances cette année, notamment en juillet. Une réplique, en quelque sorte, au défilé spectacle mis en œuvre par la Mission du Bicentenaire — l'Etat donc — le 14 juillet, et dont la réalisation a été confiée à Jean-Paul Goude. Question à Jacques Chirac : « Avez-vous soumis votre projet à la Mission ? » Réponse du maire de Paris : « Cette fête spécifiquement parisienne s'inscrit dans l'ensemble des fêtes organisées à Paris et coordonnées par la Mission. » Derrière cette apparente harmonie, une rivalité manifeste. A la Mission du Bicentenaire, on susurre que « Paris 89 » a tout simplement repris quelques idées signées Goude que l'on avait précédemment exploitées à la Ville de Paris au mois de janvier... Et que celle-ci ne joue pas en permanence la transparence soumise.

Sans dramatiser, M. Jean-Noël Jeanneney, président de la Mission, y voit le signe d'une « mauvaise volonté politique ». Ce qui paraît dans l'ordre des choses. Après tout, il y a cent ans déjà, on jouait l'Exposition universelle contre les fêtes de centenaire. Mais la municipalité de Paris était alors à gauche et le gouvernement à droite (1).

Y. A.

(1) Lire *Le Monde* de la Révolution française, février 1989.

EN BREF

● Tuileries, jour J. — C'est le mardi 9 mai à 21 heures que sera ouvert au public Tuileries 89, le centre d'information et d'animation mis en place dans les jardins des Tuileries par la Mission du Bicentenaire (*Le Monde* du 25 mars).

● Théâtre à l'hôpital. — La pièce de Peter Weiss, *Marat-Sade* sera présentée six fois en avril dans l'enceinte du Centre hospitalier spécialisé de Pitié-Salpêtrière (Var). Pour l'essentiel, les quatre-vingts personnes engagées dans ce spectacle en rapport avec l'environnement et la vie quotidienne des malades (l'hopital de Charenton) durant la Révolution française, sont des malades mentaux. Ils ont conçu et réalisé cette pièce (décors, costumes, accessoires) dans laquelle ils jouent avec des acteurs, choristes, musiciens professionnels et du personnel d'encadrement. — (Corresp.)

● Musée national des techniques. — Le Musée national des techniques, en pleine rénovation dans ses locaux de l'ancien couvent des Grands Augustins à Paris, présente deux expositions : « L'argent des révolutionnaires » et « L'aventure du mètre ». C'est de l'époque révolutionnaire, en effet, que nous venons le franc (1795) — remplaçant les six monnaies de l'Ancien Régime — et le système métrique, un héritage capital dû aux Condorcet, Laplace, Lavoisier et autres Monge.

● Musée national des techniques, 270, rue Saint-Martin, 75003 Paris. Tél. : 40-27-22-20.

IRREVOCABLEMENT
10 DERNIÈRES

PALAIS DES CONGRES DE PARIS

600 000 SPECTATEURS

TRIOMPHE
DU
BICENTENAIRE

La LIBERTÉ ou la MORT

ROBERT HOSSEIN

Location par téléphone : 48.78.75.00 et tous les jours au Palais des Congrès de 12h30 à 19h. Agences : FNAC, Palais des Congrès et Mogador.

Économie

SOMMAIRE

■ L'industrie pharmaceutique française part à la dérive, confirme le rapport Dangoumau-Biot remis au gouvernement (lire ci-contre).

■ Le gouvernement prévoit en 1989 une croissance de 3,1 % après avoir enregistré + 3,5 % en 1988 (lire page 27).

■ L'offensive du printemps des syndicats japonais aura surtout souligné le recul de leur influence (lire page 27).

■ La discussion de la loi sur le dénoyautage en commission des finances de l'Assemblée nationale a donné lieu à une passe d'armes entre MM. Ballardur et Bérégovoy sur les sociétés privatisées (lire page 27).

■ L'UFC-Que choisir ? dénonce des « combustions spontanées » de Citroën BX. — UFC-Que choisir ? a recensé cent trente incendies de BX 1600 et 1900 CC3, commercialisés entre 1984 et 1986, au moment de la mise en route du moteur. Certains ont provoqué la destruction du véhicule. Citroën a accepté la réparation, mais n'a pas procédé au rappel de la série en cause, ce dont se plaint l'UFC.

Selon le rapport Dangoumau-Biot

L'industrie pharmaceutique française part à la dérive

Le rapport sur l'industrie pharmaceutique française, demandé le 6 octobre dernier par MM. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, Claude Evin, ministre de la Santé, et Hubert Curien, ministre de la Recherche, au professeur Jacques Dangou-

mau, ancien directeur de la pharmacie et du médicament, et à M. Jacques Biot, directeur adjoint de Pasteur-Vaccins, a été remis à la fin du mois de mars.

Ses conclusions sont sans appel : mauvaise rentabilité, incapacité à international-

ser ses nouveaux médicaments, faiblesse des dossiers d'enregistrement, abandon à l'étranger de classes thérapeutiques entières, recherche en déclin, évolution inquiétante de la balance commerciale, l'industrie pharmaceutique est sur une mauvaise pente.

Pour tous ceux — nombreux — qui s'imaginaient encore que l'industrie pharmaceutique était un atout majeur de l'économie française, le rapport Dangoumau-Biot risque de faire l'effet d'une douche froide. Rappelant que les Français sont, traditionnellement, de grands consommateurs de médicaments, le marché français se situant depuis de longues années au quatrième rang mondial derrière les États-Unis, le Japon et l'Allemagne de l'Ouest, les rapporteurs notent que l'industrie pharmaceutique nationale n'a pas su se servir de cet atout pour assoir sa compétitivité. Ainsi, en 1987, aucune firme française ne figure parmi les vingt-cinq premières firmes mondiales, Rhône-Poulenc se situant au vingt-septième rang et SANOFI au trente-sixième.

Cette « faiblesse » de l'industrie pharmaceutique française dans le concert international apparaît, peut-on lire dans le rapport, « davantage due à une lacune sur les grands marchés étrangers qu'à une trop forte pénétration de notre marché domestique ». En outre, indiquent les rapporteurs, « créée à partir de l'officine, notre industrie a toujours manqué de cette épine dorsale qu'a pu constituer la chimie en RFA et en Suisse notamment, et notre faiblesse au niveau des entreprises de grande taille en résulte pour beaucoup ».

Un motif de satisfaction toutefois : l'existence d'une dizaine d'entreprises moyennes qui détiennent entre 1 % et 5 % du marché français et qui « développent des efforts de recherche méritoire bien qu'à la mesure de leurs moyens ». Il s'agit, note le rapport, d'autant de « bourgeois » à partir desquels un certain « renouveau de l'industrie pharmaceutique française pourrait s'articuler et venir compléter l'effort entrepris par nos groupes leaders ».

La recherche en perte de vitesse

En termes d'innovation, la situation n'est guère brillante. Naguère, de 1961 à 1977, deuxième découvreur mondial de médicaments après les États-Unis, la France occupait aujourd'hui la cinquième position après avoir été doublée successivement par les Allemands, les Japonais et les Italiens. Plus encore, si l'on ne considère que « les molécules internationalisées », c'est-à-dire présentes sur au moins quatre des sept grands marchés (1), le pourcentage de molécules mises au point en France n'est que de 1,5 % (il était de 12 % en 1975-1977). Cette situation, notent les rapporteurs, fait qu'« en dix ans la France a disparu du petit groupe qui compte vraiment en matière de découvertes à vocation internationale ». La capacité des firmes françaises à internationaliser des molécules de réel intérêt thérapeutique « se passe de commentaires », disent les rapporteurs : ainsi, sur vingt-cinq molécules d'intérêt thérapeutique découvertes en France, six ont été internationalisées (soit une capacité d'internationalisation de 24 %). Aux États-Unis, cette capacité est de 70 %, en Suisse de 84 % et au Royaume-Uni de 71 %.

« La recherche française a longtemps vécu repliée sur elle-même », peut-on lire dans le rapport. A titre d'exemple, force est de constater qu'elle a « manqué » successivement les différents concepts nouveaux des dernières années (bêta-bloquants, anti-H₂, inhibiteurs calciques, inhibiteurs de l'enzyme de conversion, cyclosporine, benzodiazépines...). Par ailleurs, dans le cas des produits français de bon niveau « la faiblesse des dossiers d'enregistrement élaborés en France a pu, estime le rapport, dissuader pendant longtemps les partenaires étrangers de se lancer dans l'aventure d'une prise en licence ».

Tout cela fait qu'en 1987, sur cinquante-huit nouvelles entités chimiques introduites pour la première fois sur un marché, trois étaient françaises, soit 5,2 %. Parmi les cent seize qui étaient susceptibles d'être commercialisées en 1988 ou en 1989, huit sont françaises (soit 6,9 %). Enfin, écrivent les rapporteurs, « il semble malheureusement que le portefeuille français de molécules en développement soit particulièrement pauvre, surtout en ce qui concerne les produits à sortir dans les cinq prochaines années. Il faut donc craindre à court terme un renforcement de la pression étrangère sur le marché français qui entraînera à son niveau médiocre du rayonnement du médicament français dans le monde ».

Cette situation n'a pas amélioré notre balance commerciale du médicament. Même si la France se situait, en 1987, au cinquième rang des exportateurs mondiaux (elle occupait le troisième rang en 1983) on peut constater, écrivent les rapporteurs, que « ce rang convenable ne saurait masquer l'extrême fragilité de notre structure d'exportation tournée plus que de raison vers une zone francophone (Maghreb plus zone franc) dont la politique d'achat de médicaments s'avère très fluctuante et la solvabilité parfois incertaine ». En 1987, 40,6 % des exportations se sont faites en direction de la CEE et 37,1 % vers la zone francophone. Il en ressort que, depuis 1986, le solde positif de la balance diminue, ce qui, note le rapport, « n'avait jamais été le cas auparavant ».

Hors du Japon et des États-Unis

Autre carence des firmes pharmaceutiques françaises : leur mauvaise implantation internationale. A tel point qu'elles sont absentes des deux principaux marchés mondiaux, les États-Unis et le Japon, lesquels représentent exactement la moitié du marché mondial. « Ces deux lacunes », écrivent les rapporteurs, « apparaissent d'autant plus rédhibitoires que ces deux marchés sont ceux qui pratiquent les prix les plus élevés et qui offrent donc la meilleure rentabilité au monde ».

Pourquoi viens-tu si tard ?

QUALIFIER le rapport Dangoumau-Biot de sévère serait excessif. Celui-ci contient et ne dit rien qui ne soit déjà largement connu, du moins des milieux professionnels, ou qui n'ait été maintes fois dénoncé depuis des années sur la place publique, tant par les industriels que par le SNIP (Syndicat national de l'industrie pharmaceutique). Comme toutes les précédentes, les dernières études réalisées sur le sujet par la Banque de l'Union européenne et par Eurostat Datas dressent des bilans tout aussi inquiétants. La nouveauté est que ce constat alarmant, dont on regrettera que certaines données n'aient été actualisées, soit fait par des experts désignés par le gouvernement, dont l'un, M. Dangoumau, avait occupé autrefois d'importantes fonctions au ministère de la Santé.

L'industrie pharmaceutique française est malade. C'est une vérité de La Palice. Mais surtout, malade de ses prix, bloqués depuis quarante ans par l'État. A telle enseigne que les médicaments français sont, à l'exception des produits espagnols et grecs, parmi les moins chers du monde. Ils sont à l'indice 100, quand les médicaments allemands sont à 204,7. D'un côté cette aberration favorise la surconsommation. De l'autre, elle empêche, paradoxalement, les fabricants de trouver à l'exportation les profits qu'ils ne peuvent réaliser sur le marché intérieur. Car les prix français font référence dans les pays clients (essentiellement africains).

Or les contraintes financières sont énormes avec une recherche, dont le coût est devenu astronomique, à cause de la raréfaction des nouvelles molécules (1 sur 12 000), de l'allongement de la durée de développement des nouveaux médicaments, enfin de la baisse de rentabilité induite par le raccourcissement de la protection des brevets (vingt ans). Au bas mot, la mise au point d'un nouveau médicament coûte 100 millions de dollars (630 millions de francs), plus du double avec sa mondialisation. Qui peut s'offrir ce luxe ?

Pour revigorer la recherche déclinante, la solution passe inévitablement par une libération des prix. Mais elle serait trop facile si le délicat problème de la couverture sociale ne venait tout compliquer. Responsabiliser les prescripteurs et les malades sur les coûts des traitements pour réduire la consommation en volume et en valeur absolue : tel est l'objectif que les professionnels du médicament veulent atteindre, si on leur en donne les moyens.

Le rapport Dangoumau-Biot a le mérite de ne pas farder la réalité, mais, en revanche, ne répond pas vraiment à l'attente en proposant un allongement de la durée de vie des brevets. Ce serait déjà bien s'il favorisait une prise de conscience au plus haut niveau. Mais n'arrive-t-il pas trop tard ? L'innovation ne se décline pas.

ANDRÉ DESSOT.

Montedison accusé de fraude de logiciel

Deux des plus grosses compagnies américaines de logiciels, Lotus et Ashton-Tate, ont décidé de traquer devant les tribunaux le groupe chimique italien Montedison qu'elles accusent d'avoir copié illégalement leurs produits. Cette action — la première du genre intentée par des firmes américaines de « soft » contre un gros utilisateur européen — a été lancée après une perquisition surprise au siège de l'entreprise milanaise, qui aurait montré que 90 % des logiciels utilisés contrairement aux règles sur la propriété intellectuelle. Le groupe Montedison a immédiatement nié les accusations dont il faisait l'objet, indiquant qu'il se réservait le droit « de prendre des initiatives et de mener des actions nécessaires pour protéger son honneur ».

M. Douglas E. Phillips, le président de la Business Software Association (BSA) chargée de la défense des droits de propriété intellectuelle pour un ensemble de grosses compagnies de logiciels (dont Microsoft, numéro un du secteur), a indiqué qu'un autre grand groupe italien faisait l'objet d'une enquête du même type, refusant toutefois d'en dévoiler le nom. Selon cette association, le piratage des logiciels est particulièrement répandu dans la péninsule italienne : aux États-Unis, quatre fois plus de logiciels sont vendus par micro-ordinateur qu'en Italie, a expliqué Phillips. Si on projette le ratio américain dans la péninsule, on peut estimer à 500 millions de dollars (plus de 3 milliards) l'an les ventes de logiciels perdus, a-t-il indiqué.

En dépit des réserves du gouvernement

Framatome espère toujours signer un accord de coopération avec Siemens

Tandis que les pouvoirs publics français s'efforcent de dédramatiser le report in extremis de l'accord de coopération prévu entre Framatome, le constructeur français de chaudrons nucléaires, et l'allemand Siemens (le Monde du 6 et du 7 avril), les deux entreprises concernées ont confirmé, dans un communiqué, leur « intérêt commun » dans cette coopération. « Au terme de deux années de négociations, les deux sociétés, ajoute le communiqué, espèrent signer l'accord de coopération concernant l'exportation d'éléments nucléaires PWR, dès que les vérifications des procédures réglementaires par la partie française seront effectuées ».

De son côté, le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, tout en assurant qu'il considérera le projet comme « un bon accord », a précisé, dans un entretien accordé à la Tribune de l'Expansion, les points sensibles sur lesquels les actionnaires de Framatome, soutenus par les pouvoirs publics, avaient jugé bon de demander des clarifications, entraînant ainsi le gel de l'accord. Il s'agit d'une part, du « problème de contrôle des exportations de technologie ». « C'est un sujet sensible pour l'autorité de tutelle, explique le ministre ; le gouvernement français veut s'assurer qu'il pourra refuser les exportations qu'il estimerait non souhaitables ». Le second point important concerne la répartition des tâches entre les industriels : « Il faut vérifier, dit M. Fauroux, qui sera maître d'œuvre des différences parties, et si les fournitures industrielles se feront à partir ». Enfin, dernier point sensible : les « synergies » existant entre le CEA, EDF et Framatome, dont il faut, dit-il, « s'assurer qu'elles continueront à fonctionner ».

TRANSPORTS

La vente d'Eastern Airlines

M. Lorenzo jette l'éponge

M. Frank Lorenzo, président de Texas Air, a annoncé, le 6 avril, qu'il avait vendu sa filiale Eastern Airlines pour 463,9 millions de dollars (2,9 milliards de francs) à un groupe d'investisseurs réunis autour de M. Peter Ueberroth, organisateur des Jeux olympiques à Los Angeles de 1984. Soixante pour cent du capital d'Eastern, septième compagnie aérienne américaine, serait détenus par le personnel et la direction. Des investisseurs détiendraient le reste.

M. Lorenzo a donc choisi de jeter l'éponge. Il avait d'abord essayé d'obtenir de ses navigateurs des diminutions de salaires pouvant atteindre 30 % afin de mettre fin à l'hémorragie, dont le rythme atteignait 1 milliard de francs par an. Devant l'opposition des syndicats, il a ensuite tenté une manœuvre qui lui avait réussi, cinq ans plus tôt, avec son autre filiale, Continental Airlines : tel est l'objectif que les professionnels du médicament veulent atteindre, si on leur en donne les moyens.

M. Lorenzo y avait gagné une réputation d'homme antisocial, qui avait contribué, le 7 mars, au déclenchement d'une grève illimitée des mécaniciens et pilotes d'Eastern. Il semble que M. Lorenzo ait considéré que cette hostilité irréductible de son personnel obérait les chances de redressement.

M. Ueberroth aura besoin de tous ses talents de brillant gestionnaire pour sauver Eastern (3,2 milliards de dollars de dettes) qui sera amputée de son activité la plus rentable, la navette Boston - New-York-Washington, vendue au milliardaire Dinard Trump. Mais n'a-t-il pas tout à tour fondé la deuxième agence des États-Unis avant de déguer, pour la première fois de l'histoire des Jeux olympiques, un bénéfice de 230 millions de dollars (1,4 milliard de francs) au profit de la ville de Los Angeles, et de rendre bénéficiaire (100 millions de dollars, soit 640 millions de francs) la ligue américaine de baseball, qu'il présidait ?

● Pourrait-il de la grève des pilotes d'UTA. — En raison des « menaces contre le potentiel de travail de la compagnie UTA », les syndicats des pilotes (SNPL) et des mécaniciens (SNOMAC) ont décidé de prolonger leur mouvement de grève, qui devait s'achever le jeudi 7 avril à minuit, jusqu'au lundi 10 avril à 14 heures. Ce conflit est dû à la décision de la direction d'exploiter les gros porteurs long-courriers Boeing 767 commandés au sein de la filiale Aeromarine afin de pratiquer des salaires « compatibles avec l'exploitation des vols charters ».

ROYAUME DU MAROC

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'INFORMATION
PROVINCE DE TĒTOUAN
MUNICIPALITÉ DE TĒTOUAN

AVIS DE PRÉQUALIFICATION INTERNATIONALE N° 186/89

La municipalité de Tétouan lance une préqualification qui sera suivie d'une consultation restreinte, pour retenir les services d'un bureau d'étude (ou groupement de bureaux d'études) qui sera chargé de l'établissement du schéma directeur d'assainissement liquide de la ville de Tétouan. Le démarrage de ces études est prévu en octobre 1989.

Ces études seront financées en partie par un don USAID. Les bureaux d'études désirant faire acte de candidature devront faire parvenir leur demande au plus tard le 19-05-1989 à midi à Monsieur le président du conseil municipal de la ville de Tétouan.

Les candidatures devront être présentées dans les formes prescrites par le dossier de préqualification qui pourra être retiré à la municipalité de Tétouan (bureau des marchés) ou adressé sur demande au prix de 500 DH, majoré des frais d'envoi.

Les dossiers de candidature comporteront en particulier :

1. Une demande d'inscription du bureau d'étude ou du groupement.
2. Un questionnaire rempli.
3. Une déclaration sur l'honneur.
4. Un dossier de références techniques, administratives et financières.
5. Une note sur l'organisation, les moyens en personnel et en matériel ainsi que la méthode de travail que le consultant compte mettre en œuvre.

LE PRÉSIDENT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

METALEUROPE

Le conseil de surveillance de la société METALEUROPE SA a pris connaissance lors de sa réunion du 4 avril 1989 des comptes sociaux de l'exercice 1988, tels qu'ils ont été arrêtés par le directeur.

L'évolution des comptes de METALEUROPE SA s'analyse comme suit, en millions de francs :

	Exercice 1987	Exercice 1988
Chiffre d'affaires	2 557	2 820
Résultat courant	- 102	+ 115
Éléments exceptionnels	+ 172	+ 142
Résultat net	+ 70	+ 257
Capitaux propres	202	1 003

Le directeur et le conseil de surveillance ont observé que les importants programmes de restructuration industrielle et financière lancés au cours des dernières années avaient mis la société en situation de tirer profit dans ses résultats de l'amélioration très sensible de son environnement conjoncturel intervenue dans le courant de l'exercice, en particulier à partir du second semestre pour le prix du zinc.

Les éléments exceptionnels enregistrés durant l'exercice concernent essentiellement la cession des intérêts miniers dans l'or du Limousin et un abandon de créance de la société Imetal de 80 millions de francs. Le résultat net de 257 millions de francs permettra d'apurer totalement le report à nouveau négatif au 31 décembre 1987, qui était égal à 236 millions de francs.

L'exercice a été marqué par le rapprochement de la société Penarroya avec les activités métallurgiques du groupe allemand Preussag pour former sous le nom de METALEUROPE un groupe métallurgique européen de dimension mondiale dans ses différents secteurs d'activités. L'évolution des capitaux propres, qui s'élève au 31 décembre 1988 à plus de 1 milliard de francs contre 202 millions de francs à la fin de 1987 traduit l'effet des mesures de restructuration financière qui ont accompagné ce regroupement industriel. Corrélativement, l'endettement financier a été ramené de 768 à 446 millions de francs.

Au cours du premier trimestre 1989, la conjoncture est restée favorable pour la société, en particulier en ce qui concerne le cours du zinc. Sauf détérioration dans les mois qui viennent, le résultat courant devrait être en amélioration sensible par rapport à celui de 1988.

Les résultats consolidés seront présentés au conseil de surveillance au cours de la séance du 28 avril 1989.

36 15
INSEE

36 15 au même tarif

L'indice du coût de la construction

36 15 au même tarif

Économie

CONJONCTURE

Les comptes de la nation pour 1988

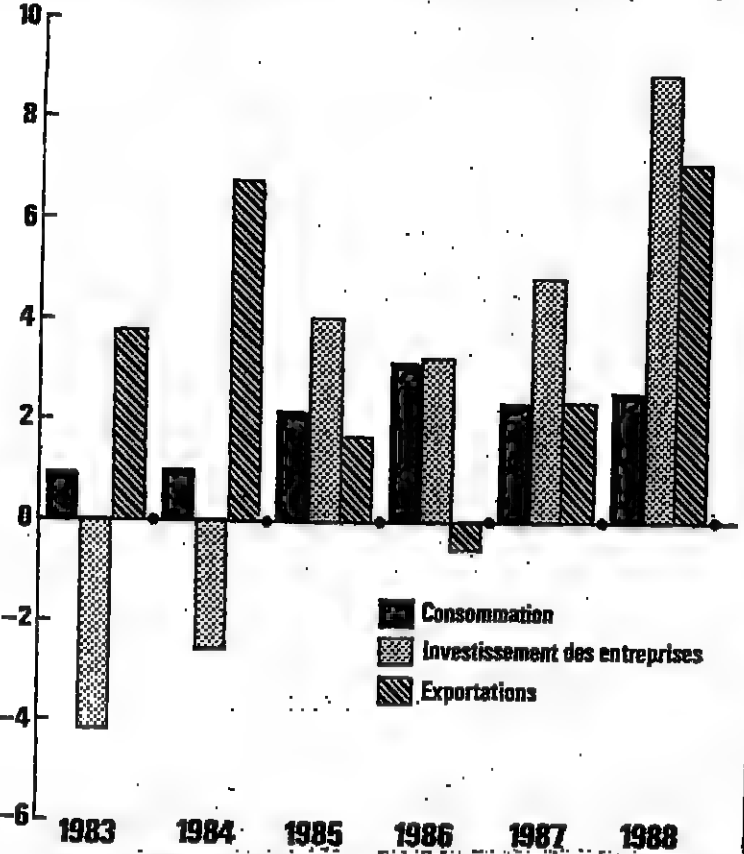
Le renforcement de l'industrie doit être « poursuivi et si possible accéléré »

« L'industrie est redevenue, en 1988, le moteur de notre économie », se félicitent les experts gouvernementaux. Ils égrènent une croissance de la production industrielle « sensiblement supérieure à celle du PIB (5,3 % contre 5,1 %), ce qui ne s'était pas produit depuis dix ans » ; une progression de l'investissement « supérieure à la moyenne nationale (11-12 % en volume contre 8 %) », et enfin « un ralentissement très sensible des pertes d'emplois » (- 18 000 contre - 120 000 par an depuis quatre ans).

On observe dans le même temps « un renforcement de notre appareil industriel et une amélioration de sa compétitivité » que démontrent :

- les résultats financiers des entreprises ;
- des gains de productivité « considérables » de plus de 10 % sur les deux dernières années, qui autorisent une évolution « très modérée des coûts de production (+ 2 %) en dépit de la hausse des cours des matières premières » ;
- des capacités de production qui « se développent à nouveau » après une stagnation entre 1980 et 1986. Néanmoins, « le rythme de croissance ne peut s'accroître que lentement en raison des délais de mise en place des nouveaux équipements ». En 1987 et 1988, il est resté « très inférieur à celui de la produc-

Les composantes de la croissance (en %)



C'est un tableau très positif de la conjoncture française qui a été présenté, le vendredi 7 avril, par le gouvernement à la commission des comptes de la nation (le Monde du 5 avril). La croissance du PIB marchand de 5,3 % en 1988, s'est en effet effectuée sur des bases saines, grâce à la pousse de l'investissement des entreprises, estimée à 8 %, et à la progression des exportations, qui ont atteint 97 milliards de francs. Cette croissance devrait, selon le gouvernement, se prolonger en 1989 et en 1990, quoiqu'à un rythme ralenti (5,1 % et 4,7 % respectivement), « en raison du caractère progressivement moins porteur de l'environnement international ».

La loi sur les « dénoyautages » en commission des finances

Les accords entre actionnaires des privatisées seront autorisés

La commission des finances de l'Assemblée nationale a entendu, le jeudi 6 avril, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, sur le projet de loi relatif aux « noyaux durs », qui sera soumis les 13 et 14 avril à l'examen des députés. M. Bérégovoy a rappelé que ce projet vise, d'une part, « à rendre leur liberté aux actionnaires des sociétés privées » et, d'autre part, « à assurer la protection des intérêts nationaux ». L'article unique du texte prévoit que jusqu'au 31 décembre 1992 toute tentative d'acquisition de plus de 10 % du capital d'une société privatisée devra être notifiée aux pouvoirs publics, qui pourront s'y opposer « si la protection des intérêts nationaux l'exige ». Selon M. Bérégovoy, cette protection n'avait été que partiellement assurée par le précédent gouvernement qui n'avait institué une

action spécifique que dans le cas de Matra et d'Havas en négligeant, par exemple, la CGE.

Répondant à M. Bérégovoy, M. Edouard Balladur, son prédécesseur rue de Rivoli, a estimé que « s'il était nécessaire de protéger les entreprises françaises, cet impératif devrait s'appliquer à toutes les entreprises privées et pas seulement les privatisées ». Pour ces dernières, M. Balladur a ajouté, que les « noyaux durs » avaient constitué une « excellente réponse » à cette préoccupation et qu'elles apparaissent comme les mieux défendues. Selon l'ancien ministre des finances, l'actuel projet cherche en fait à « réinstaurer un contrôle public sur les entreprises privatisées ».

En réponse, M. Bérégovoy a rejeté l'accusation de « nationalisation rampante » et a rappelé que « la mixité des capitaux est une réalité ancienne » et il s'agit « de fixer au grand jour les responsabilités de chacun ».

La commission a adopté un amendement déposé par M. Jean Le Garrec (PS, Nord) rapporteur du projet de loi, qui apporte une modification substantielle au texte en autorisant, à l'avenir, la conclusion d'accords ou de pactes entre actionnaires. M. Bérégovoy s'était lui-même déclaré favorable à cette mesure « à condition que les pactes soient construits par les actionnaires eux-mêmes ».

M. Le Garrec s'est d'autre part interrogé sur l'opportunité de prévoir, dans un souci de transparence, la publicité des pactes librement conclus par leur transmission à la COB. La commission a enfin adopté un amendement du rapporteur prévoyant que le gouvernement transmettrait au Parlement un rapport annuel sur les refus qu'il a opposés aux prises de participation.

P. R.-D.

(Publicité)

L'AFFAIRE DU MILLION DE FRANCS A GAGNER.

L'hebdomadaire Business Boursois vient de lancer un grand concours. « Savez-vous planter vos sous ? » Le thème est amusant : douze questions faciles pour vous aider à mieux comprendre l'univers de vos placements. Un million de francs de prix sont en jeu, dont un premier prix de 100 000 F en espèces.

La première question est dans le numéro en vente dès le 8 avril, 15 francs, chez votre marchand de journaux.

Business Boursois, 11, avenue Herbillon 94160 SAINT-MANDÉ

Les transactions courantes en 1988 : déficit de 25,3 milliards

En raison principalement du déficit persistant du commerce extérieur, la balance des transactions courantes de la France a enregistré un déficit de 25,3 milliards de francs en 1988, selon les données encore provisoires du ministère de l'économie. En 1987, ce déficit s'était élevé à 24,4 milliards de francs.

Tandis que le déficit commercial demeure presque inchangé en 1988 par rapport à 1987 (33 milliards de francs contre 31,7 milliards respectivement en données définitives), les invisibles, deuxième composante de la balance des transactions courantes, ont vu leur déficit se creuser, à 6,2 milliards, contre 1,3 milliard en 1987. En effet, la progression de l'excédent des services touristiques (24,7 milliards de francs contre 20,3 milliards) n'a pas compensé la baisse de celui des services liés aux échanges de technologie et l'alourdissement des transferts unilatéraux, en raison de contributions plus importantes au budget de la Communauté européenne.

Par ailleurs, les entrées de capitaux à long terme, comptabilisées dans la balance de base, ont été positives de 3,6 milliards en 1988, contre 18,3 milliards en 1987. De leur côté, les investissements français à l'étranger, qui ont atteint 71,8 milliards en 1988 contre 52,3 milliards en 1987, ont progressé pratiquement au même rythme que les investissements étrangers en France (qui sont passés de 27,8 à 35,5 milliards de francs).

ÉTRANGER

Après la traditionnelle « offensive de printemps »

L'affaiblissement du mouvement syndical japonais se confirme

TOKYO
de notre correspondant

Une « offensive » sans lutte, des augmentations de salaires situées à l'intérieur des fourchettes fixées par le patronat et, pour la première fois, une réduction des heures de travail dont on se demande cependant si elles seront effectives : tels sont les résultats de la traditionnelle « offensive de printemps » (shunto) des syndicats japonais qui, depuis le milieu des années 50, concentrent leurs revendications sur cette période de l'année. Celle-ci a connu son supposé moment fort, jeudi 6 avril, lorsque ont été annoncées les propositions du patronat des principaux secteurs industriels qui devraient être acceptées telles quelles par les syndicats, ou avec de faibles modifications, et qui serviront de base aux augmentations de salaires des autres branches.

Les augmentations varient selon les industries entre 2,4 % (dans la sidérurgie) et 5,4 % (électronique), ce qui représente un accroissement de l'ordre de 1 % par rapport à l'année dernière. Cette offensive de printemps, la seconde menée par la nouvelle confédération syndicale du secteur privé (Rengo) et la dernière de Sohyo (confédération du secteur public) qui doit se fonder dans la précédente en automne prochain, confirme un déclin de combativité du mouvement syndical japonais. Les augmentations de salaires obtenues sont loin de refléter les accrois-

sements des bénéfices (de l'ordre de 20 %) enregistrés par beaucoup d'entreprises au cours de 1988. Les syndicats expliquent leur modération en invoquant un risque d'inflation par les salaires : le Japon jouit d'une grande stabilité des prix mais la Banque du Japon a récemment souligné une possibilité d'une inflation provoquée par l'entrée en vigueur de la nouvelle TVA.

Un nouveau thème de revendication aura marqué cette année l'« offensive de printemps » : la réduction des heures de travail. Dans la sidérurgie, les syndicats ont obtenu deux jours supplémentaires de congés tandis que le constructeur automobile Nissan accordait un jour supplémentaire et Honda trois. Ces augmentations des jours de congé se situent dans le cadre de la politique gouvernementale visant à ramener le nombre des heures de travail de 2 100 heures par an (soit 500 heures de plus que les Français) à 1 800 en 1993. Les fonctionnaires ont désormais droit à deux semaines par mois et dans les banques la semaine de cinq jours se généralise.

La moitié des vacances

Bien que ces revendications aient été acceptées par le patronat, on se demande cependant si ces congés supplémentaires seront effectivement pris par les salariés. L'année dernière, le syndicat des travailleurs des chemins de fer (desormais privatisés) avait obtenu une augmentation des jours de congé, mais la plupart des employés ne les ont pas pris. D'une manière générale, les salariés japonais prennent la moitié des vacances auxquelles ils ont droit préférant travailler l'autre moitié afin d'être payés en heures supplémentaires : plus que les loisirs ce sont de meilleurs revenus qui restent leur première préoccupation.

La restructuration du mouvement syndical japonais qui sera achevée en automne prochain avec la fusion de la grande confédération du secteur privé, Rengo, et de Sohyo représentant le secteur public (qui disparaîtra) reflète la réorganisation de la machine productive japonaise. Elle est notamment la conséquence des privatisations qui se sont traduites par un affaiblissement des syndicats du secteur public traditionnellement les plus combattifs. Celui-ci n'est représenté aujourd'hui que par les syndicats des enseignants et des employés des municipalités (ces derniers n'ont pas le droit de grève). Autre cause de l'affaiblissement du mouvement syndical : le taux de syndicalisation qui était de 34,5 % en 1975 est tombé à 26 % en 1988. L'année dernière, le Japon a compté 473 grèves.

Le mouvement syndical a aussi été victime, ce printemps, du scandale politico-boursier Recruit-Cosmos. Ainsi, le syndicat du géant des télécommunications NTT, qui est la première entreprise du Japon, (250 000 employés et un chiffre d'affaires de 45 milliards de dollars) n'a pu prendre, comme on s'y attendait, la tête de la revendication. En cours de privatisation, NTT est l'entreprise par excellence où pouvait se forger une stratégie d'union des secteurs privé et public. Paralyisé par le scandale frappant la direction de NTT, qui est au centre du scandale Recruit et dont l'ex-président M. Shinto a été arrêté, les syndicats ont préféré garder un profil bas.

Ph. P.

(Lire page 8 nos informations sur les répercussions politiques du scandale Recruit-Cosmos.)

● JAPON : Importations de voitures en hausse. — Les ventes de voitures étrangères au Japon ont augmenté de 35,3 % au cours de l'exercice 1988-1989 (c'est le 31 mars dernier) par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre le niveau record de 141 150 unités soit 4 % du marché, a annoncé l'Association des importateurs automobiles japonais jeudi 6 avril. Les ventes de voiture allemandes étaient au premier rang, passant de 78 468 à 95 085 unités suivies par les américaines, qui ont fait un bond passant de 4 675 unités à 16 995.

● Grève des dockers japonais des ports de conteneurs. — Les trente mille dockers des ports de conteneurs japonais — Tokyo, Yokohama, Shimonoseki, Nagoya, Yokkaichi, Osaka, Kobe, Hakata et Moji — sont en grève illimitée depuis le 7 avril. Leurs syndicats réclament des augmentations salariales, une réduction du temps de travail et une garantie d'emploi que refusent les autorités portuaires, en raison de la vive concurrence qui oppose transitaires et ports. Une grève avait déjà paralysé les neuf ports de conteneurs, en avril 1987, pendant dix jours.

SOCIAL

Le pouvoir d'achat du traitement net des fonctionnaires a légèrement baissé en 1988

Selon une étude de l'Insee, publiée dans le numéro de mars d'*Economie et statistique*, le pouvoir d'achat des fonctionnaires a été tout juste maintenu en 1988 alors qu'il a légèrement diminué en 1987. En moyenne annuelle, hors promotions et avancements l'indice du traitement brut a augmenté par rapport à 1987 de 2,7 % soit exactement comme l'indice des prix annuels. Quant à l'indice du traitement net, il a augmenté de 2,4 %, soit, en moyenne, une baisse du pouvoir d'achat de 0,3 %.

Economie et statistique rappelle que les fonctionnaires ont bénéficié en 1988 des trois augmentations générales. Quant au reclassement des instituteurs, il s'est achevé au 1^{er} janvier 1988, ce qui a représenté pour les intéressés un bonus de 1,8 %. La revalorisation indiciaire concernant les départs de carrière de catégorie B n'a eu qu'une faible incidence : + 0,15 % pour le traitement moyen de la catégorie B et + 0,06 % pour celui de l'ensemble. Enfin, le

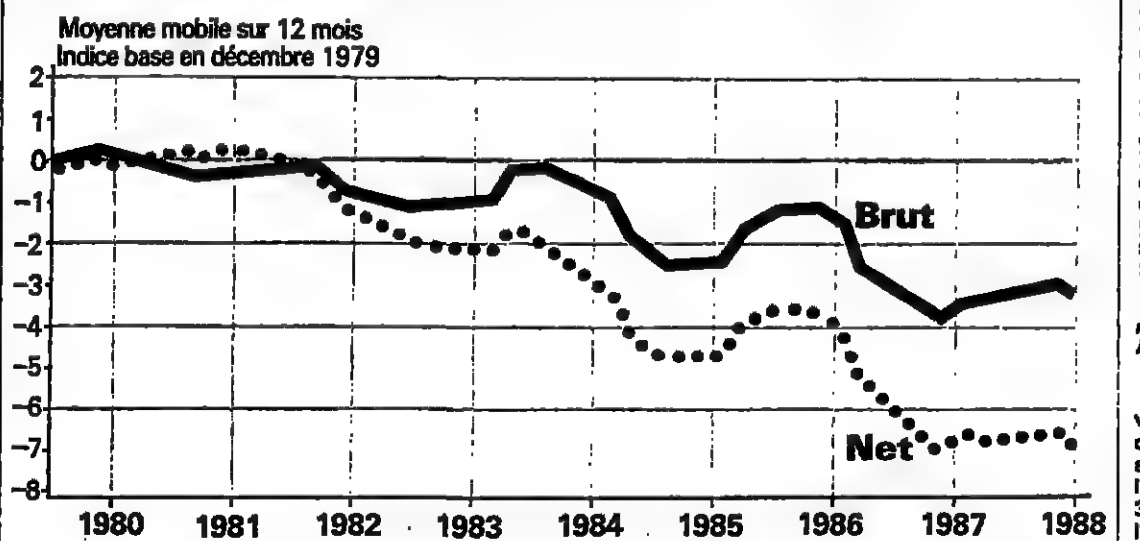
supplément familial de traitement, qui est ajouté aux allocations familiales, a été relevé en moyenne de 15 %, ce qui a entraîné une hausse de 0,3 % pour l'ensemble des fonctionnaires.

Si l'étude de l'Insee fait apparaître que, pour l'ensemble des fonctionnaires, l'indice du traitement brut a maintenu en moyenne annuelle son pouvoir d'achat en 1988, les instituteurs ont, grâce à leur reclassement, mieux tiré leur épingle du jeu avec un gain de pouvoir d'achat de 1,5 %. En brut, l'évolution du pouvoir d'achat, en moyenne, a été de - 0,4 % pour la catégorie A, de + 0,6 % pour la catégorie B, de - 0,2 % pour la catégorie C et de - 0,1 % pour la catégorie D.

En net, l'évolution est encore moins favorable : - 0,8 % pour la catégorie A, + 0,3 % pour la catégorie B, - 0,5 % pour la catégorie C et - 0,4 % pour la catégorie D. Economie et statistique souligne que « les

taux des cotisations sociales n'ont pas varié en 1988. Si néanmoins, les résultats en net sont légèrement moins favorables qu'en brut, c'est par suite de l'augmentation des cotisations sociales en juillet 1987. Celle-ci n'a pas eu sur le chiffre moyen de 1987 que pour une demi-année, alors qu'en 1988 elle a joué toute l'année ».

En définitive, l'Insee observe que les années 1980 ont été marquées par deux tendances : « D'une part, la légère baisse, d'environ 0,5 % par an, du pouvoir d'achat du traitement brut, mesuré à situation constante ; d'autre part, l'alourdissement des cotisations sociales au même rythme moyen de 0,5 % par an. La conjonction de ces deux tendances explique la baisse d'environ 1 % par an du pouvoir d'achat de l'indice du traitement net moyen. » (Voir notre graphique). Ainsi, les cotisations sociales qui représentaient environ 8,5 % du traitement brut en 1975 atteignent 14,05 % en 1989.



L'inspection du travail refuse trois licenciements chez Rufa

CAEN
de notre correspondante

L'inspection départementale du travail du Calvados a refusé, mercredi 5 avril, de donner son autorisation au licenciement de trois délégués CGT de l'entreprise de bâtiment et de travaux publics Rufa de Caen (350 salariés), estimant qu'« aucune faute grave n'a été commise ».

Depuis le 14 novembre dernier, un conflit oppose les quarante-quatre ouvriers de l'atelier de préfabrication à la direction de cette filiale du groupe Fougerolle (le Monde du 9 février). Ces ouvriers, travailleurs immigrés turcs et portugais pour la plupart, soutenus par la CGT, majoritaire dans

l'entreprise, et la CFDT, revendiquent un treizième mois, un relèvement des salaires, une amélioration des conditions de travail et la réintégration de cinq salariés licenciés dont les trois délégués syndicaux.

Après l'échec des négociations, la direction a décidé en janvier de cesser l'exploitation de l'unité de préfabrication et de procéder au licenciement collectif de son personnel pour motif économique. Aujourd'hui, après vingt semaines de grève et malgré la nomination par les pouvoirs publics d'un médiateur, il n'est pas question pour la direction de surseoir aux licenciements : « La procédure légale a été respectée et la période de préavis est en cours. »

Selon les syndicats, dix grévistes poursuivent encore le mouvement.

Les autres ouvriers de la « préfa », confrontés à d'importantes difficultés financières, se sont placés dans la situation d'un retour au travail et réclament à la direction la signature d'un protocole de fin de grève.

Pour la CGT, le refus de l'inspection du travail témoigne d'une « volonté certaine de sauvegarder les institutions représentatives des salariés dans l'entreprise ». La CFDT s'interroge quant à elle sur les stratégies syndicales. « Il n'y a jamais eu dans ce conflit d'espace réel de négociation, explique un membre du comité régional. L'Etat qui devrait être garant des gens les plus démunis ne l'a pas été dans ce cas. Pourquoi ? »

PASCALE MONNIER.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LVMH

MOËT HENNESSY • LOUIS VUITTON

CROISSANCE DES RESULTATS EN 1988

Lors de sa réunion du 5 avril 1989, le Conseil de Surveillance de LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton a examiné les comptes du Groupe au 31 décembre 1988.

Le chiffre d'affaires consolidé atteint 16.442 millions de francs, en progression de 24 % sur 1987. Le résultat net du Groupe LVMH pour 1988 s'élève à 2.003 millions de francs, soit une progression de 49 % sur le résultat de 1987. Le résultat net par action non dilué de 173 F., calculé sur la base du nombre d'actions existant au 31 décembre 1988 de 11.567.417, est en augmentation de 42 %.

Le résultat opérationnel avant frais financiers et impôts et hors incidence de la participation dans Guinness PLC progresse de 34 %.

La participation de 12 % dans Guinness PLC a apporté 5 % de croissance supplémentaire au niveau du résultat net du Groupe.

Par branche d'activité, l'évolution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel est la suivante :

En millions de F.F.	Chiffre d'affaires 1988	1988/1987	Résultat opérationnel 1988	1988/1987
Champagne et Vins	4.876	+ 10 %	1.042	+ 8 %
Cognac et Spiritueux	4.083	+ 38 %	1.348	+ 41 %
Bagages, Maroquinerie et Accessoires	3.530	+ 50 %	1.458	+ 69 %
Parfums et Produits de beauté	3.735	+ 17 %	594	+ 9 %
Divers	218	N.S.	(202)	N.S.
Total	16.442	+ 24 %	4.240	+ 34 %

Le Directoire proposera à l'Assemblée Générale du 9 juin la distribution d'un dividende de 44 F. par action qui, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor, représentera un revenu global de 66 F. La progression du dividende par action sera de 37,5 %. Un acompte de 12 F. a déjà été versé le 1er février 1989.

Le chiffre d'affaires à fin février 1989 s'élève à 2.760 millions de francs, en progression de 30 % sur 1988 et de 21 % à taux de change constants. La poursuite d'une croissance soutenue des ventes et des résultats est attendue pour l'année 1989.

Dans l'attente de leur publication au BALO, les comptes consolidés sont disponibles au siège social de la Société, 30 avenue Hoche, 75008 Paris.

Économie

ETRANGER

Après le blocage de l'Uruguay Round à Montréal

Un compromis agricole à Genève pourrait relancer les négociations commerciales multilatérales

Réunis depuis le début de la semaine à Genève, les représentants des pays membres du GATT (1) pourraient parvenir, vendredi 7 avril, à un premier compromis dans leurs discussions sur la réforme des politiques agricoles internationales. L'Uruguay Round, le cycle de négociations commerciales multilatérales lancées en 1987 à Punta-del-Este, mais bloquées depuis l'échec de la session ministérielle de décembre à Montréal (Canada), pourrait ainsi redémarrer.

Si les politiques agricoles sont à nouveau au centre des discussions à Genève, les négociateurs débattent également sur les trois autres chapitres pour lesquels un arrangement n'avait pu être trouvé à Montréal : la libéralisation du commerce des produits textiles, l'établissement de nouvelles règles pour mieux faire échec à la contrefaçon et l'amélioration des clauses de sauvegarde applicables au titre de la réglementation du GATT.

GENÈVE de notre envoyé spécial

Le blocage de Montréal était agricole. Il était lié au caractère inconciliable des positions européenne et américaine sur la manière d'assainir les marchés. Les autres points litigieux sont importants, mais la reprise de l'Uruguay Round, nécessaire pour écarter le spectre d'une guerre commerciale internationale, est d'abord subordonnée à un accord sur l'agriculture. Il devra indiquer les principales orientations de la négociation d'ici au 31 décembre 1990, terme prévu pour l'Uruguay Round.

A Genève, en dépit des affrontements de dernière minute, l'esquisse d'un *modus vivendi* entre la Communauté et les Etats-Unis rendait peu vraisemblable une nouvelle rupture.

Le chemin parcouru depuis Montréal est considérable. La nouvelle administration américaine a abandonné l'idée, défendue avec acharnement en décembre, de fixer comme objectif à la négociation l'élimination totale, en dix ou quinze ans, des subventions accordées à l'agriculture. Mais il y a davantage. A la veille des consultations de Genève, il semblait évident que l'attention se concentrerait sur les subventions accordées, en particulier par la Communauté, pour exporter des produits agricoles. De fait, le projet de compromis présenté le 22 mars par M. Arthur Dunkel, le directeur général du GATT, indiquait en bonne place, parmi les mesures à décider pour le court terme, un gel de ces subventions. La Communauté a fait savoir qu'elle n'était pas prête à mettre en cause

les instruments de sa politique agricole, en particulier ses subventions à l'exportation. Elle veut bien s'engager à réduire le soutien accordé à ses agriculteurs mais désire mener l'opération comme bon lui semble.

Les partisans du GATT allaient-ils se résigner au maintien de cette position traditionnelle des Douze? La Communauté a été aidée par la faible liberté de manœuvre dont dispose l'administration Bush par rapport au Congrès. Celle-ci n'est pas en mesure, elle non plus, de souscrire à des engagements portant sur des mesures précises de sa politique agricole, notamment sur son programme de gel des terres. Les représentants de la CEE avaient en effet expliqué que ce qu'on leur proposait s'apparentait à un marché de dupes : comment renoncer à utiliser en pleine liberté une des mesures les plus efficaces de la politique agricole commune (les subventions à l'exportation), alors que rien n'empêcherait les Etats-Unis d'augmenter leur production, et donc de faire pression sur les marchés?

Les Américains ont alors expliqué qu'après la sécheresse de 1988 et les menaces de pénurie qui sont apparues sur certains marchés, il n'était pas question pour eux de s'engager à ne pas augmenter les surfaces cultivées. Ils ont bénéficié sur ce point du soutien spectaculaire de la Chine, qui s'est élevée avec vivacité contre toute attitude malhonnête.

Bref, la convergence des situations entre la CEE et les Etats-Unis a conduit à plus de modération. Ils accepteront d'avaliser un texte ne comportant aucun engagement précis pour le court terme. Les pays du groupe de Cairns (une quinzaine de pays producteurs qui ne subventionnent pas leurs exportations)

seront évidemment d'avis d'une telle issue, mais s'inclineront probablement.

Les mesures d'assainissement envisagées pour le court terme devant paraître anodines, le programme de négociations pour le long terme revêt plus d'importance. Comment procédera-t-on pour réduire de manière concertée le soutien accordé aux agriculteurs et diminuer par là même les tensions sur le marché? Vendredi matin, la Communauté refusait encore le projet de texte sur le long terme mis au point par le secrétaire général du GATT. Elle a, certes, donné son feu vert pour que figure, parmi les mesures à étudier, la «tarification» de la protection.

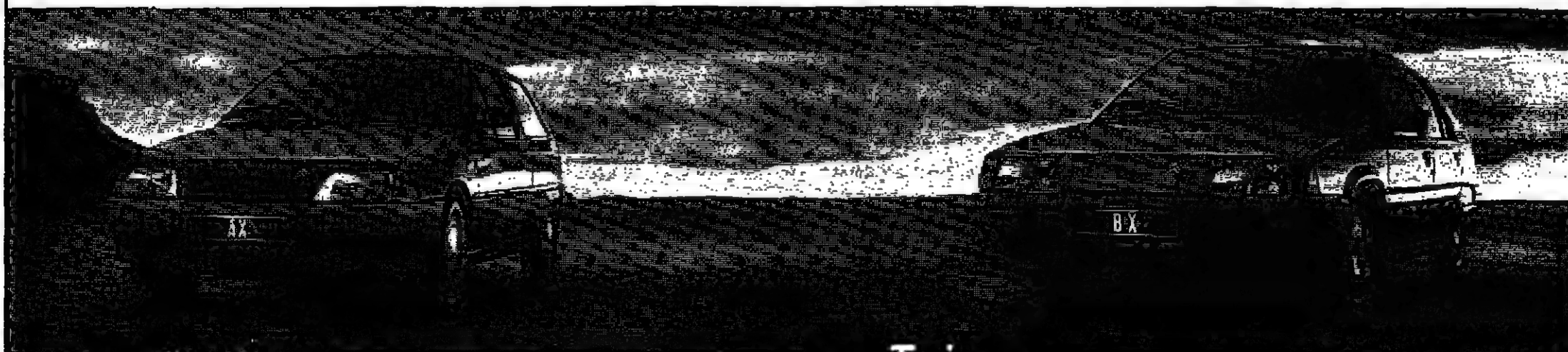
L'idée, américaine, consiste à transformer en droits de douane les autres instruments de protection des marchés que sont les prélèvements mobiles perçus par la Communauté sur les importations et les restrictions quantitatives. Des droits de douane seront existants, en effet, plus facilement négociables que les prélèvements. La Communauté, que cette perspective ne rassure guère, voudrait en contrepartie obtenir le droit de rééquilibrer sa protection agricole. Autrement dit, elle voudrait pouvoir appliquer des droits de douane sur les importations de soja et de produits de substitution de céréales (PSC), qui, pour l'instant, entrent tout à fait librement dans la Communauté. Apparemment, le succès ou bien l'échec de la rencontre genevoise dépendent maintenant de ce seul problème de rééquilibrage.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

(1) L'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, qui réglemente le commerce international.

CHEZ CITROËN DU 7 AU 17 AVRIL 1989

LES JOURS TONIC



Série spéciale

AX Tonic
3 ans à 666F
par mois.

Série spéciale AX Tonic à 49960 F: 666 F par mois pendant 36 mois après versement initial de 15 000 F (dépot de garantie de 5000 F plus un 1^{er} loyer de 10 000 F) suivis de 23 loyers à 1075 F. Option d'achat finale moins le dépot de garantie: 5000 F. Coût total en cas d'acquisition: 68701 F. Location avec option d'achat (hors assurances) sur 60 mois sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar.

Tonic

la nouvelle BX
3 ans à 888F
par mois.

BX 14 TE à 69800 F: 888 F par mois pendant 36 mois après versement initial de 20940 F (dépot de garantie de 6980 F plus un 1^{er} loyer de 13960 F) suivis de 23 loyers à 1600 F. Option d'achat finale moins le dépot de garantie: 6980 F. Coût total en cas d'acquisition: 96688 F. Location avec option d'achat (hors assurances) sur 60 mois sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar.

AX et BX:
reprise dans
3 ans à un prix
garanti.

Au bout des 3 ans et pour tout achat à ce moment d'une Citroën neuve, Citroën s'engage à vous reprendre le véhicule financé dans le cadre de ces L.O.A. à un prix garanti dès maintenant qui permettra de vous dégager ainsi de toutes les sommes restant dues, si les conditions suivantes sont remplies:

1 - Vous décidez d'interrompre votre contrat et levez l'option d'achat auprès de Crédipar au bout des 36 mois.
2 - Votre véhicule correspond au kilométrage et à l'état standard définis par l'Argus.

Le prix TTC de reprise garanti couvre alors le montant de l'option d'achat diminué du dépot de garantie.

Argus + 5000F
ou 5000F
minimum.

-15% SUR ACCESSOIRES.

Reprises aux conditions Argus* + 5000 F ou 5000 FTTC minimum quel que soit l'état de votre véhicule si la carte grise est à votre nom.

Offres réservées aux particuliers pour tout achat d'une Citroën neuve dans la limite des stocks disponibles.

*Valeur de reprise au cours moyen du jour modifiée en fonction du kilométrage, diminuée des frais éventuels de remise en état et de 15 % de frais professionnels.

Remise exceptionnelle de 15 % sur le tarif en vigueur de tous les équipements Citroën Accessoire.

100000 CADEAUX TONIC AUX 100000 PREMIERS ESSAIS!

Limité à un seul cadeau par essai et par famille.

Relateurs clientèle 05.05.24.24 (Appel gratuit) ou minitel 3615 Citroën.

CITROËN

CITROËN par TOTAL



Compagnie Générale d'Électricité

Réuni sous la présidence de M. Pierre SUARD le 4 avril 1989, le Conseil d'administration de la Compagnie Générale d'Électricité (CGE) a arrêté les comptes de l'exercice 1988. Le résultat consolidé du Groupe CGE s'est élevé à 4.152 milliards de francs, en hausse de 23 % par rapport à 1987. Ce résultat représente 3,2 % d'un chiffre d'affaires consolidé de 128 milliards de francs; ce taux de marge nette est en augmentation sensible par rapport au niveau de 2,7 % atteint en 1987 et dépasse l'objectif de 3 % qui, en 1987 lors de la privatisation de la CGE, avait été fixé pour 1990. Les progrès enregistrés en 1988 reflètent l'amélioration des performances des grandes filiales dont les résultats opérationnels étaient déjà largement bénéficiaires auparavant.

Après déduction de la part des tiers, le résultat net revenant à la CGE s'établit à 2.158 millions de francs, en augmentation de 18 %. Calculé sur la base de 87 millions d'actions en circulation, en excluant les titres détenus d'une manière stable par des sociétés du Groupe, la bénéfice par action s'élève à 24,92 francs, en hausse de 16 %.

Le résultat net de la Compagnie s'établit à 1.257 millions de francs en 1988 contre 1.184 millions de francs en 1987. Ce résultat prend notamment en compte des dividendes reçus des filiales et participations pour un montant de 502 millions de francs, en hausse de 16 %.

Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée générale de distribuer aux actionnaires un montant total de 648 millions de francs, en augmentation de 22 % par rapport aux 529 millions de francs versés au titre de l'exercice précédent. Cette distribution correspond au paiement aux 71.757.359 actions composant le capital au 31 décembre 1988 d'un dividende unitaire de 9 francs hors impôt déjà payé au Trésor public (avoir fiscal) soit un revenu global par action de 13,50 francs hors impôt fiscal compris, contre 7,50 francs hors avoir fiscal et 11,25 francs avoir fiscal compris au titre de 1987. Ce dividende serait mis en paiement à partir du 30 juin 1989. Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée d'offrir aux actionnaires l'option de recevoir le paiement de ce dividende sous forme d'actions de la Compagnie.

Afin de statuer sur les comptes de l'exercice, le Conseil a décidé de convoquer les actionnaires en Assemblée générale le 20 juin 1989 à 14 heures 30, au Théâtre de l'Empire à Paris.

CGE
BÉNÉFICE CONSOLIDÉ
4,15 MILLIARDS DE FRANCS
(+ 23 %)

Chiffres clés du compte de résultat consolidé (en millions de francs)	1988	1987
Chiffre d'affaires hors taxes	127 958	127 481
Résultat opérationnel	8 661	7 402
Résultat net courant	3 447	2 827
Résultat net	4 152	3 388
dont revenant :		
- aux intérêts minoritaires	1 994	1 556
- à la CGE	2 158	1 832

Chiffres clés du bilan consolidé (en millions de francs au 31 décembre)	1988	1987
Total du bilan	179 316	171 061
Capitaux propres après répartition	29 848	26 030
dont part CGE	17 878	16 068
Actif immobilisé	45 253	39 065
Capitaux permanents	55 557	50 130
dont dettes financières à moyen et long termes	13 118	11 185
Dettes financières à court terme	14 910	13 610
Trésorerie disponible	29 042	25 856

Par ailleurs, le Conseil d'administration a approuvé les opérations juridiques, financières et administratives liées à l'accord définitivement intervenu avec la société britannique General Electric Company (GEC) le 22 mars 1989.

Elles conduiront notamment à la création d'une société de droit néerlandais, détenue à parts égales par les groupes CGE et GEC, à laquelle seront apportées les activités actuellement exercées par Alsthom dans le Groupe CGE et par le "Power Systems Group" de GEC. La réalisation de ces opérations amènera Alsthom à se transformer en société holding qui, outre une participation de 45 % dans CGEE Alsthom et des actifs immobiliers, possèdera essentiellement 50 % de la société créée en commun avec GEC.

Après ces opérations, les principaux actifs industriels de la CGE, ceux du secteur de l'énergie et des transports d'une part, et ceux des télécommunications, de la communication d'entreprise et des câbles d'autre part, seront contrôlés à travers deux sociétés financières, holdings intermédiaires entre la CGE et ses filiales opérationnelles, Alsthom devenue holding et la Compagnie Financière Alcatel qui résulte d'un processus analogue intervenu fin 1986 quand le Groupe CGE avait pris le contrôle des activités de télécommunications d'ITT.

Le Président a indiqué au Conseil que des études sont en cours au sein du Groupe CGE pour en simplifier et concentrer les structures en rapprochant la société-mère CGE de ses filiales opérationnelles, dans la ligne de la stratégie industrielle que la CGE avait annoncée lors de sa privatisation en 1987 et qu'elle a renforcée depuis. Il a précisé que ces études devraient conduire à proposer de fusionner, avant la fin du premier semestre 1989, la CGE simultanément avec Alsthom devenue holding et avec la Compagnie Financière Alcatel. Le Président a ajouté que les premières estimations internes des pertes, dont les évaluations seraient à être soumises aux Commissaires aux apports et aux fusions, pourraient conduire à des rapports de 7 actions CGE pour 1 action de la Compagnie Financière Alcatel et de 7 actions CGE pour 5 actions d'Alsthom.

Le Président a ajouté que le Conseil sera amené à se réunir prochainement, après consultation des comités d'entreprise concernés, pour tirer la conclusion des études en cours sur cette simplification de structure en vue d'être en mesure, le cas échéant, de demander aux actionnaires de se prononcer sur ces projets de fusion lors de l'Assemblée générale du 20 juin 1989.



ALSTHOM

RÉSULTAT CONSOLIDÉ PART GROUPE : + 30 %
RÉORGANISATION LIÉE À LA CONSTITUTION
DU NOUVEAU GROUPE GEC ALSTHOM

Le Conseil d'Administration d'Alsthom s'est réuni le 4 avril 1989 sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre DESGEORGES, et a décidé de convoquer pour le 15 juin 1989 à 10 h 30, au Siège de la Société, une Assemblée générale ordinaire, à laquelle succèdera une Assemblée générale extraordinaire.

Dans cette perspective, le Conseil a arrêté les comptes sociaux et consolidés d'Alsthom pour 1988. Les éléments caractéristiques de ces comptes sont les suivants :

(en millions de francs)	1988	1987
SOCIÉTÉ		
- Chiffre d'affaires	18 425	18 519
- Résultat net	311	295
- Marge brute d'autofinancement	824	897
GROUPE		
- Chiffre d'affaires consolidé	28 104	28 238
- Résultat net consolidé	551	455
- Résultat net consolidé part Groupe	567	437
- Marge brute d'autofinancement part Groupe (*)	1 323	1 276

(*) somme du résultat net et des amortissements de l'exercice.

- Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'établit pour 1988 à 28,1 milliards de francs, très voisin de celui de 1987 (28,2 milliards de francs). La stabilité du chiffre d'affaires du Groupe est due principalement au fait qu'après la facturation en 1987, par la Division Constructions Navales du "Souverain des Mers", l'année 1988 ne comporte aucune facturation de paquebot de croisière.

- Le résultat net consolidé progresse de 21 % et représente, en 1988, 2 % du chiffre d'affaires consolidé contre 1,6 % en 1987.

- Le résultat net consolidé part Groupe augmente de 30 % et représente 31 francs par action contre 25,3 francs par action en 1987.

Sur la base de ces résultats, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée générale ordinaire de mettre en paiement, à compter du 23 juin prochain, un dividende de 16,50 francs par action, auquel sera attaché un avoir fiscal de 8,25 francs correspondant, compte tenu de l'augmentation du nombre d'actions intervenue en 1988, à une distribution totale de 301 millions de francs contre 285 millions de francs en 1987.

A la suite de la signature des accords définitifs entre la Compagnie Générale d'Électricité, General Electric Company et Alsthom intervenus le 22 mars dernier, le Conseil d'administration a également approuvé les modalités de la réorganisation liée à la constitution du nouvel ensemble GEC ALSTHOM ainsi que les résolutions correspondantes destinées à être soumises à l'Assemblée générale extraordinaire du 15 juin 1989.

Cette opération conduit d'abord Alsthom à apporter l'ensemble de ses activités industrielles et certaines participations à trois sociétés nouvelles :

- l'activité "constructions navales" et certaines participations liées à cette activité seront apportées à une société détenue à 100 % qui prendra la dénomination de Chantiers de l'Atlantique ;
- l'activité "turbines à gaz" sera apportée à une autre société détenue à 100 % qui prendra la dénomination de EGT ALSTHOM ;
- les autres activités et participations d'Alsthom, y compris sa nouvelle participation dans les Chantiers de l'Atlantique seront apportées à une dernière société détenue à 100 % qui prendra la dénomination de GEC ALSTHOM S.A.

Ces apports qui prendront effet au 1^{er} janvier 1989 seront effectués après alignement des méthodes comptables du Groupe sur les normes internationales en ce qui concerne le niveau de valorisation des travaux en cours et la prise en compte du chiffre d'affaires et du résultat des contrats à long terme au prorata des expéditions. Le profit exceptionnel résultant de ce changement de méthodes (en cours d'audit), évalué à environ 1100 millions de francs avant participation, intéressement et impôt, bénéficiera en totalité aux actionnaires d'Alsthom.

Les participations d'Alsthom dans CGEE ALSTHOM (45 %) et dans la Société Immobilière Kléber Lauriston ("SIKL") ne sont pas incluses dans les apports. Toutefois la SIKL, filiale à 100 % d'Alsthom, apportera l'ensemble de ses actifs, à l'exception des immeubles du siège social d'Alsthom, à la société GEC ALSTHOM S.A.

A l'issue de ces opérations, Alsthom apportera avec effet au 1^{er} avril 1989, à GEC ALSTHOM NV, société de droit néerlandais, la totalité des actions qu'elle détient dans GEC ALSTHOM S.A., EGT ALSTHOM, ainsi que toutes ses participations autres que CGEE ALSTHOM, SIKL, et celles apportées à GEC ALSTHOM S.A. De même SIKL apportera à GEC ALSTHOM NV les titres qu'elle détient dans GEC ALSTHOM S.A. En rémunération de ces apports, Alsthom et SIKL recevront au total 50 % des actions de GEC ALSTHOM NV.

L'accord avec GEC, nécessaire au développement international d'Alsthom, conduit ses actionnaires à devenir des détenteurs de titres d'une pure société intermédiaire avec des actifs principalement centrés sur la seule participation de 50 % dans la société créée en commun avec le groupe britannique.

Le Président a informé le Conseil qu'il a demandé que des études soient réalisées concernant cette future structure. Elles ont été engagées en liaison avec des études en cours au sein du Groupe de la Compagnie Générale d'Électricité (CGE), actionnaire majoritaire d'Alsthom, pour en simplifier et concentrer les structures. Il a indiqué que ces études devraient conduire à proposer de fusionner, avant la fin du premier semestre 1989, CGE simultanément avec Alsthom après sa transformation en holding et avec son autre filiale la Compagnie Financière Alcatel.

Cette fusion aurait l'avantage de maintenir les actionnaires d'Alsthom au capital de CGE dont l'action jouit d'une excellente notoriété et d'une bonne appréciation sur les marchés financiers internationaux, ainsi que d'une grande liquidité. Il a indiqué que les premières estimations des pertes découlant des études en cours, dont les évaluations seraient à être soumises aux Commissaires aux apports et aux fusions pourraient conduire à un rapport de 7 actions CGE pour 5 actions Alsthom.

Le Président a annoncé que le Conseil sera amené à se réunir prochainement, après consultation du Comité Central d'Entreprise, pour tirer la conclusion des études en cours sur ce projet de fusion en vue d'être en mesure, le cas échéant, de demander aux actionnaires de se prononcer à son sujet lors de l'Assemblée générale du 15 juin 1989.



Compagnie Financière Alcatel

Réuni sous la présidence de M. Pierre SUARD le 4 avril 1989, le Conseil d'administration de la Compagnie Financière Alcatel a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

BÉNÉFICE CONSOLIDÉ
PART GROUPE
563 MILLIONS DE FRANCS,
EN HAUSSE DE 15 %

Le résultat net consolidé global s'est établi à 567 millions de francs contre 493 millions de francs en 1987, soit une progression de 15 %.

Le bénéfice net consolidé revenant à la Compagnie a atteint 563 millions de francs contre 491 millions de francs en 1987. Cette augmentation de 15 % reflète les bonnes performances enregistrées en 1988 par la principale participation de la Compagnie, Alcatel NV.

Le résultat net social de la Compagnie Financière Alcatel s'établit à 231 millions de francs contre 222 millions de francs en 1987.

Le Conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale des actionnaires, convoquée le 19 juin 1989, de fixer la rémunération totale par action à 112,50 francs, soit 75 francs à titre de dividende et 37,50 francs à titre d'impôt déjà payé au Trésor public (avoir fiscal). Cette rémunération s'appliquerait au 3.405.960 actions composant le capital social au 31 décembre 1988. Compte tenu de l'augmentation du nombre d'actions en circulation intervenue en 1988 par conversions d'obligations, la distribution totale du dividende aux actionnaires serait portée de 235 millions de francs au titre de 1987 à 255 millions de francs au titre de 1988.

Par ailleurs, le Président a informé le Conseil qu'il a demandé que des études soient réalisées sur la structure de la Compagnie qui, depuis la création d'Alcatel NV à la fin de 1986, est une société intermédiaire à l'intérieur du Groupe de la Compagnie Générale d'Électricité (CGE), son actionnaire majoritaire. Elles sont menées en liaison avec d'autres études en cours au sein du Groupe CGE pour en simplifier et concentrer les structures. Il a indiqué que ces études devraient conduire à proposer de fusionner, avant la fin du premier semestre 1989, la CGE simultanément avec la Compagnie Financière Alcatel et avec son autre filiale Alsthom.

Le Président a ajouté que pour les actionnaires de la Compagnie Financière Alcatel, qui sont actuellement détenteurs de titres d'une pure société intermédiaire dont l'actif essentiel est une participation minoritaire dans la société de télécommunications Alcatel NV, une telle fusion aurait l'avantage de les rendre actionnaires de la CGE, société contrôlant Alcatel NV ; l'action CGE jouit d'une excellente notoriété et d'une bonne appréciation sur les marchés financiers internationaux, ainsi que d'une grande liquidité. Il a indiqué que les premières estimations des pertes découlant des études en cours, dont les évaluations seraient à être soumises aux Commissaires aux apports et aux fusions, pourraient conduire à un rapport de 7 actions CGE pour une action de la Compagnie Financière Alcatel.

La Président a annoncé que le Conseil sera amené à se réunir prochainement pour tirer la conclusion des études en cours sur ce projet de fusion en vue d'être en mesure, le cas échéant, de demander aux actionnaires de se prononcer à son sujet lors de l'Assemblée générale du 19 juin 1989.



SUR VOTRE MINITEL
3615 CODE CGE

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES
ET BOURSIÈRES SUR LE GROUPE CGE.
MESSAGERIE DES ACTIONNAIRES.

Une permanence téléphonique est également à la disposition des actionnaires : (1) 42 561 561



Marchés financiers

BOURSE DU 7 AVRIL

**Cours relevés
à 15 h 00**

Réglement mensuel												VALEURS												
Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	
3585	CLE 3% *	3940	3940	3910	- 0 76	1009	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	103	Edo Bay Mines	93 05	91 87	91 80	- 1 56	103	Edo Bay Mines	93 05	91 87	91 80	- 1 56
1061	B.A.P. T.P. *	1209	1209	1095	+ 2 03	1010	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1009	De Beers	96 50	97 90	97 90	+ 0 52	1009	De Beers	96 50	97 90	97 90	+ 0 52
1261	G.C.F. T.P. *	1209	1220	1220	+ 0 83	1011	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1010	Deutsche Bank	1804	1787	1785	- 0 15	1010	Deutsche Bank	1804	1787	1785	- 0 15
1166	Châf. Lian T.P. *	1154	1154	1154	+ 0 95	1012	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1011	Orléans	61 80	61 81	61 81	- 0 45	1011	Orléans	61 80	61 81	61 81	- 0 45
1221	Renault T.P. *	1695	1695	1695	...	1013	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1012	Du Pont-Helm	659	648	648	- 1 17	1012	Du Pont-Helm	659	648	648	- 1 17
1321	Phone-Pol T.P. *	1815	1815	1815	...	1014	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1013	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1013	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
1262	Goldfin T.P. *	1320	1320	1320	...	1015	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1014	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1014	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
1321	Thomson T.P. *	1320	1320	1320	...	1016	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1015	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1015	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
590	Aacor	589	589	589	+ 0 15	1017	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1016	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1016	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
590	Al-Liquid	589	589	589	- 1 19	1018	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1017	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1017	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
2740	Alcanat *	2885	2820	2851	- 1 19	1019	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1018	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1018	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
1740	Al. Superna *	2010	2015	2015	+ 0 25	1020	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1019	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1019	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
1010	A.L.S.P. *	348	332	340	- 1 73	1021	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1020	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1020	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
590	Alphonse *	578	574	586	- 1 57	1022	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1021	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1021	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
2580	Alphonse *	578	574	586	- 1 57	1023	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1022	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1022	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
675	Alphonse-Roy *	675	675	2580	- 0 18	1024	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1023	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1023	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
740	Aur. Extrême *	867	875	875	+ 0 76	1025	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1024	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1024	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
695	Aur. Extrême *	864	860	860	+ 0 92	1026	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1025	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1025	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
410	B.A.P. *	394	432	437	+ 0 18	1027	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1026	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1026	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
615	Compt. G.L. *	313	320	313	...	1028	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1027	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1027	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
305	B.A.P. C.J. *	215	316	320	+ 0 68	1029	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1028	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1028	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
525	Edo-Berkeley *	558	562	572	+ 0 88	1030	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1029	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1029	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
495	Braz. H.-V. *	535	544	538	- 0 82	1031	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1030	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1030	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
650	Brighton-Guy *	854	843	848	- 0 82	1032	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1031	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1031	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1033	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1032	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1032	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1034	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1033	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1033	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1035	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1034	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1034	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1036	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1035	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1035	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1037	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1036	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1036	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1038	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1037	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1037	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1039	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1038	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1038	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1040	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1039	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1039	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1041	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1040	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1040	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1042	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1041	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1041	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1043	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1042	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1042	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1044	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1043	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1043	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1045	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1044	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1044	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1046	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1045	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1045	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1047	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1046	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1046	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1048	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1047	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1047	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1049	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1048	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1048	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1050	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1049	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1049	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1051	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1050	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1050	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1052	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1051	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1051	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1053	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1052	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1052	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1054	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1053	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1053	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1055	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1054	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1054	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1056	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1055	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1055	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1057	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1056	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1056	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1058	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1057	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1057	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1059	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1058	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1058	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1060	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1059	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1059	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1061	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1060	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1060	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1062	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1061	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1061	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75
725	Brighton-Guy *	854	838	838	+ 1 19	1063	Compt.	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	1062	East Rand	26 75	26 95	26 95	+ 0 75	1062	East Rand	26 75	26 95	26 95</	

Comptant (sélection)

Comptant (septembre 2001)															
VALEURS			Cours	VALEURS			Cours	VALEURS			Cours	VALEURS			Cours
	% du nom.	% du coupon		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours	
Obligations															
Emp. 0,80 % 77	128	7 801	C.I.C. Financ. del C.I. Mentone	....	....	Loeuvre (Sd.)	2620	2480	Vieqnt	....	....	1245	....	....
5,90 % 78/93	101 30	7 222	Citons (B)	1522	880	Lucie	1480	1485	Vieon	....	....	1480	....	....
10,25 % 79/94	102 05	8 362	Chaux	....	909	Mouchon (B)	....	111 10	Winterson S.A.	....	....	832	....	....
12,25 % 80/90	104 40	11 191	Cofindis	....	561	Magnette (Sd.)	....	141	Wonder	....	1472	1472	....	....
16,20 % 82/90	105 25	3 728	Co Industrielle	....	2680	Magnette S.A.	....	827	Bess. de Mare	....	....	139	....	....
16 % jan 83	107 05	13 328	Comp. Lign-Alum.	....	435 70	Mifal (Sd.)	....	87	....	....	....	....	....	....
14,80 % 79, 83	109 70	1 800	Concorde (L)	....	180	Monp. (Nat. del)	....	146 20	....	....	....	....	....	....
14,00 % 83/85	116 05	3 908	C.N.P.	....	16	Navy	....	352 70	A.E.G.	....	685	....	695	....
12,20 % oct. 84	119 20	6 950	Crd. Gds. Ind.	....	675	Ontary	....	465	Alcan	....	430	....	....	....
11 % nov. 85	130 80	10 680	Co. Industrial (C)	....	570	Orcl (C) C.I.	2275	2250	Algonquin Bld	....	123	....	....	....
10,25 % mars 86	108 50	0 721	Co. Indust. 86	....	151 80	Palm (Sd.)	....	138	American Brands	....	415	....	390	....
CRF 12 % 86	102 50	6 231	Dublay S.A.	....	603	Palm Woodmont	....	732	Am. Patrons	....	448	....	405	....
OAT 5,50 % 2000	104 55	1 798	Dupont	....	320 50	Parfume Montoni	....	645	Arbed	....	638	....	....	....
OAT 5,50 % 1987	104 55	1 798	Dukela S.A.	....	1590	Pellat	221 50	211	Australians	....	172	....	....	....
OAT 5,80 % 1986	104 55	1 798	Dumas-Viel, (Sd.)	....	....	Perkins-CP	....	530	Banco del Santander	....	365	....	....	....
Co. Franco 7 %	....	....	Duke-Donat	....	....	Pire France	....	290	Rio Pp Espanol	....	465 20	....	465 60	....
CNE (Sd) prev. 82	101 94	2 358	Eau Des. Michy	....	....	Pire-Orlins	....	220	Banque Commerc.	2070	700	....	....	....
CNE Paris	102 78	2 358	Eau Vaul	....	2770	Prest-Orlins	....	145	B. Rgh. Interne	38210	38000	....	....	....
CNE Sd	102 78	2 358	E.C.I.A.	1784	1780	Preston	....	214	B. Lombard	680	680	....	....	....
CRJ juv. 82	101 84	2 358	Electro-Serap	....	389 70	P.P. Valais	....	1800	Canadian-Pacif.	....	121	....	121 60	....
CRF 10,30 % 85	104 60	1 956	El-Aranjor	....	725	P.L.M.	....	180	Chrysler cooperation	....	159	....	159 10	....
CRF 11,50 % 85	107	7 734	E.L.I. Leblanc	....	610	Porchet	....	571	Com. Interne	....	25 80	....	24 10	....
CRH 10,30 % 85	109 20	2 634	Enfil-Environ	....	208	Promodis	....	....	Connecticut	....	810	....	789	....
C.N.C.A. T.P.	....	....	Environ (Sd)	....	....	Promodis S.A.	....	....	Car. and Kraft	....	....	....	....	....
C.G.E. 6 % juv. 89-89	....	....	Europ. Account	....	....	De Sene (Int. del)	....	780	Dow Chemical	....	630	....	594	....
Dreont Aen. C.N.C. 1986	....	....	Europ. Soudin Indus.	....	100	Northern S.A.	....	780	Gds. Belgiques	....	750	....	750	....
Métallurgie 1 6% 6% 1986	8 300	....	Europ. Soudin Indus.	....	100	Rosario (F.L.)	....	685	Gemert	1259	1290	....	1290	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Rougier et Fil	....	....	Glen	....	138	....	135 10	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Sacer	....	....	Gold-Sol	....	308	....	303	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	Grace and Co	....	205	....	196 50	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	GTI corporation	....	282	....	279	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	Hayway Inc.	....	420	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin Indus.	....	100	Saf	....	....	....	....	....	....	....	....
			Europ. Soudin												

SICAV (sélection)[illegible]

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	Foncia
			Formar <th>.....</th>
			Fougère <th>.....</th>

[illegible]

458	Salins du Midi	475
...	Satan	89 10
650	Sauvignonne (M)	225 60	234

650	Switzerland (M)	225 60	234
660	SCAG		636
670	SEAC		416
680	S.E.P. (M)	170 170	
690	SIN		471 90.
700	Slender (L)		....
710	Slender (L)		....
720	Slender (L)		....
730	Slender (L)		....
740	Slender (L)		....
750	Slender (L)		....
760	Slender (L)		....
770	Slender (L)		....
780	Slender (L)		....
790	Slender (L)		....
800	Slender (L)		....
810	Slender (L)		....
820	Slender (L)		....
830	Slender (L)		....
840	Slender (L)		....
850	Slender (L)		....
860	Slender (L)		....
870	Slender (L)		....
880	Slender (L)		....
890	Slender (L)		....
900	Slender (L)		....
910	Slender (L)		....
920	Slender (L)		....
930	Slender (L)		....
940	Slender (L)		....
950	Slender (L)		....
960	Slender (L)		....
970	Slender (L)		....
980	Slender (L)		....
990	Slender (L)		....
1000	Slender (L)		....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	
	prix	7/4	Achat	Vente
Etats-Uns (\$ 1)	8 913	8 914		
ECU	7 024	7 027	6 100	6 089
Belgique (100 B)	337 540	337 610	327	347
France (100 F)	16 120	16 122	15 990	16 050
Pays Bas (100 fl.)	259 240	259 310	258 500	259 500
Denemark (100 kr)	86 800	86 800	86 500	86 800
Hongrie (100 H)	10 738	10 744	10 400	11 150
Grèce (100 drachmes)	3 977	3 976	3 700	4 000
Irlande (1 000 Ir)	4 400	4 401	3 700	4 500
Suède (100 kr)	98 120	98 050	95 500	102 500
Autriche (100 sch)	47 865	47 865	47 500	48 000
Allemagne (100 M)	5 441	5 442	5 200	5 500
Pologne (100 zlot)	4 052	4 057	3 700	4 500
Portugal (100 esc.)	5 501	5 501	5 100	5 500
Caracas (100 c)	4 774	4 788	4 630	4 860

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 7/4
Or fin (500 en barres)	78300	78400
Or fin (en lingot)	78350	78500
Pièces françaises (20 fr)	450	448
Pièces françaises (10 fr)	338	.....
Pièces suisses (100 S)	470	470
Pièces suisses (50 S)	452	451
Suèdoises	868	870
Pièces de 20 dollars	2730	2725
Pièces de 10 dollars	1382 50	1380
Pièces de 5 dollars	872 50	.....
Pièces de 50 pence	2920	2940
Pièces de 10 pence	478	478
Or 900 pur	.....	.....
Or 240 pur	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

Hamour (M.)	978	Epargne-Grande	1092 40	10
ochery	235	235	Epargne-Union	1313 89	12
ogentor	77 30	72	Epargne-Valor	435 40	4
David Emotions	180

Occid. Française	180	14	Spécial-Valeur	438 00
Occid. Française	340	360	Spécial	1159 50
Occid. Française	64 10	64 10	Formule Limitée	1807 48
Op. D'urgence	89 10		Swedish	1975 70
Op. D'urgence	210 20		Swedish	1975 70
Op. D'urgence	278	278	Swedish	1975 70
Op. D'urgence	25	24 50	Swedish	1975 70
Op. D'urgence	525	910	Formid. Placement	62 29 94
Op. D'urgence	378		Formid. Violation	14172 29
Op. D'urgence	261		Formid. Violation	14172 29
Op. D'urgence	182 50	182 10	Formid. Violation	14172 29
Op. D'urgence	380 30	380 40	Formid. Violation	14172 29
Op. D'urgence	85 30		Formid. Violation	14172 29
Op. D'urgence	484 50	502 d	Formid. Violation	14172 29
Op. D'urgence	457		Formid. Violation	14172 29
Op. D'urgence	144		Formid. Violation	14172 29
Op. D'urgence	144	132 50	Formid. Violation	14172 29

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d

16	Office Montreal	9062 55	8528 52	Office Vancouver	1501 15	1501 15
40	Office Région	1096 67	1079 67	Valcourt	562 83	549 10
75	Obligations Convert.	419 91	408 67	Valcourt	1604 91	1603 31
77	Office	101 28	155 88	Valcourt	47557 83	47546 51

78	Océanographie	419 91	157 67	Vahel	426 67 K	426 46 51
79	Océlogie, toutes confs	761 98	128 68	Vachon	223 49 K	222 27 08
80	Océans	2038 22	1057 64			
81	Océans	10082 13	10082 19			
82	Océanologie	227 64	222 08			
83	Océanographie	1227 14	1188 79			
84	Océanographie	5576 87	5575 30			
85	Océanographie	531 22	605 48			
86	Océanographie	15742 77	15711 35			
87	Océanographie	956 42	941 30			
88	Océanographie	121 60	118 05			
89	Océanographie	555 54	532 88			
90	Océanographie	93 18	92 24			
91	Océanographie	179 84	176 12			

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

demandé — ♦ : prix président — ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 M. Gorbatchev à Londres. — M. Shamir à Washington. 4 Le conflit libanais. 6 L'islam en fièvre (VI). 7 La situation en Namibie. 8 Les négociations sur l'avenir du Cambodge.	9 Les négociations entre les préfets et les syndicats se poursuivent en Corse. 10 La préparation de élections européennes. 11 La loi Pasqua sur les étrangers devrait être sensiblement modifiée.	12 Deux incidents relancent le débat sur les bavures policières. 14 Les nouvelles rémunérations des enseignants. 26 Un télescope d'un nouveau type installé au Chili.	21 De Sade, Juliette, au Théâtre de l'Atalante et Ossie, au Poche-Montparnasse. — La Huitième Symphonie de Mahler au Châtelet. 22 Bataille d'experts autour d'Utrillo. — Sicilianaire. 20 Communication.	26 L'industrie pharmaceutique française à la dérive. 27 Les comptes de la nation. 28 GATT : vers un compromis agricole à Genève. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 20 Carnet 12 Loto 24 Météorologie 25 Mots croisés 18 Philatélie 25 Radio-télévision 24	● Le temps ce week-end ● Consultez votre portefeuille, la Bourse en direct : BOURSE ● Abonnez-vous au Monde : ABO 3615 taping LEMONDE ● La mini-journal JOUR 3615 taping LM

HAÏTI : après la tentative de putsch Nouveaux affrontements entre militaires

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyé spécial

La situation était toujours bloquée, jeudi 6 avril, à Port-au-Prince, où deux des principales unités de l'armée haïtienne et la marine demandent la démission du général Prosper Avril et son remplacement par un président civil. Engagés dans l'après-midi, des négociations entre le colonel Guy François, commandant des casernes Dessalines, la principale unité rebelle, et le général Hérard Abraham, commandant en chef de l'armée, restent fidèles au général Avril, semblent avoir tourné court. Toute la journée, des tirs d'armes automatiques ont retenti dans la capitale, où au moins six civils ont été blessés.

En fin d'après-midi, un nouvel affrontement a opposé des soldats du corps des Léopards qui tentaient de prendre le contrôle de la radio-télévision nationale dans le quartier de Delmas, à un engin blindé de la garde présidentielle. Quatre stations de radio — Radio-Métropole, Radio-Haïti International, Radio-Antilles et Radio-Liberté — ont cessé d'émettre, selon un employé de l'une d'elles, leur matériel de transmission a été saboté par des soldats de la garde présidentielle. L'activité de la capitale est restée paralysée toute la journée.

De petits groupes de jeunes manifestants ont érigé dans les rues désertées des barrières de vieux pneus qu'ils ont incendiés. Répondant au président Avril, qui avait lancé jeudi à l'aube un ferme appel à « l'unité de l'armée pour éviter l'effondrement de la nation », un groupe de militaires des casernes Dessalines a réaffirmé jeudi la détermination de cette unité. Au cours d'une conférence de presse, ils ont à nouveau exigé le départ du général Avril et demandé la satisfaction des revendications du peuple et des « petits soldats ». Ils ont appelé « leurs frères d'armes » de la garde présidentielle à les rejoindre, insistant sur leur volonté d'éviter un affrontement sanglant. Selon des informations non confirmées, plusieurs soldats de la garde présidentielle auraient déserté.

Affrontements à la mosquée Al-Aksa de Jérusalem

An premier jour du ramadan, des affrontements se sont produits vendredi 7 avril à la mosquée Al-Aksa, sur le Mont du Temple à Jérusalem, où des centaines de manifestants palestiniens ont lapidé les forces de l'ordre et scandé des slogans nationalistes.

La police a lancé des grenades lacrymogènes et tiré en l'air pour disperser les manifestants après la prière à laquelle 15 000 musulmans avaient assisté. Les protestataires ont lapidé un poste de police et frappé plusieurs journalistes. La mosquée Al-Aksa est le troisième lieu saint de l'islam après La Mecque et Médine. — (Reuters.)

MODE : NON AUX DÉPENSES EXCESSIVES !

Pour que vos achats vous plaisent vraiment, il faut que les prix soient « géniaux ». C'est-à-dire archi-séduisants, carrément modiques. Encore plus évident pour la mode et les vêtements. Chez Rodin, les tissus sont chics, nouveaux et de qualité. Entre 30 F et 300 F le mètre, vous trouverez, superbes, des jerseys, des lainages, des soies, des polyester et même des cachemires. A ces prix-là, la Mode est un plaisir...

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

A C D E F G H

Cloturé au palais national, le général Avril a reçu la visite de l'ambassadeur des États-Unis, M. Brunson McKinley, qui a affirmé à l'issue de cet entretien qu'il semble à présent vraisemblable que des exilés appartenant au régime précédent avaient été mêlés à la tentative de coup d'État, dont le succès aurait constitué un véritable désastre pour le peuple haïtien.

Fragile

L'autorité du président et de l'État apparaît cependant de plus en plus fragile. Dans les quartiers populaires, le couvre-feu instauré de la tombée de la nuit à l'aube n'est pas respecté, et les militaires sont trop absorbés par leurs querelles pour se préoccuper du maintien de l'ordre. La paralysie des transports et la fermeture des commerces, des banques et des bureaux posent de sérieux problèmes : des difficultés d'approvisionnement en nourriture et en carburant commencent à être signalées.

La classe politique réfugiée dans un prudent silence au début de la crise s'est soudain manifestée face au risque de chaos que fait peser sur le pays la désintégration de l'institution militaire. M. Marc Bazin, président du Mouvement pour l'instauration de la démocratie en Haïti (MITH), s'est prononcé en faveur de l'appel à l'unité de l'armée lancé par le général Avril. M. Serge Gilles, dirigeant de tendance socialiste, a dénoncé le rôle des duellistes dans les derniers événements et a suggéré la constitution d'un « comité national de crise », composé de représentants du gouvernement, des militaires dissidents et du secteur démocratique, afin de dénouer la situation.

A mesure que le temps passe, la préoccupation croît dans les ambassades, qui ont réactivé les plans de regroupement et d'évacuation de leurs ressortissants.

JEAN-MICHEL CARROT.

URSS

1 958 députés (sur 2 250) ont été élus le 26 mars

La participation au scrutin du 26 mars pour les élections des membres du congrès des députés a été en moyenne en URSS de 89,8 %, ont indiqué mercredi 5 avril les *Izvestia*. La participation maximale a été enregistrée en Azerbaïdjan, soumis au couvre-feu et peu arctique par la perestroïka (98,5 %) et minimale en Arménie (71,9 %) : suite à l'appel au boycottage lancé par les nationalistes arméniens, le quorum d'électeurs n'a pas été atteint dans trois circonscriptions d'Erevan, malgré une prolongation subite de deux heures des opérations de vote.

Parmi les 1 958 députés déjà élus (sur un total de 2 250), la commission électorale a dénombré 17,1 % de femmes, 18,6 % d'ouvriers, 11,2 % de kolkhoziens, 87,6 % de membres du PC et soixante nationalités différentes. Les *Izvestia* en publient la liste par ordre alphabétique, sans préciser le nombre de voix obtenues ni le nom des candidats battus. Dans certaines rédactions soviétiques, on se plaint de ce que la commission électorale n'ait pas divulgué de données permettant d'analyser les résultats. On y cite cependant des chiffres, non publiés, faisant état de trente-deux premiers secrétaires régionaux du Parti (sur 160) qui n'ont pas été élus.

A Leningrad, où les élections se sont soldées par l'échec des cinq plus hauts dirigeants du parti local, dont son chef M. Soloviev, membre suppléant du bureau politique, une réunion de quelque trois cents cadres locaux a eu lieu mardi 4 avril, mais la question de la démission des responsables battus n'y a pas été soulevée, a déclaré un porte-parole officiel à l'envoyé spécial de l'AFP.

Toutefois, la résolution proposée à l'issue du plénum n'a pas été considérée comme satisfaisante et une commission de rédaction s'est réunie mercredi pour la revoir. Selon l'agence Tass, le plénum de Leningrad a qualifié les résultats locaux de « sérieuse leçon politique » entraînant la nécessité d'« abandonner les styles d'action obsolètes ». Le premier secrétaire du parti pour la ville, M. Anatoli Guerassimov, considéré comme le moins conservateur des dirigeants locaux, a

demandé une autocritique « plus profonde » du parti de Leningrad. Par ailleurs, M. Ligatchev, considéré généralement comme le porte-parole des conservateurs au bureau politique, a accordé au quotidien libéral *Corriere della Sera* un entretien, publié jeudi 5 avril, dans lequel il affirme que la défaite de plusieurs dirigeants aux élections « n'est pas l'expression d'une défiance à l'égard du parti ».

M. Ligatchev déclare aussi n'avoir aucune divergence idéologique avec M. Gorbatchev, ajoutant : « Nous avons de franches discussions, mais nous arrivons toujours à une opinion commune. Et si nous ne trouvons pas d'accord, nous laisser les faits décider qui de nous deux a raison ». — AFP, Tass.

Centre Pompidou : la grève se poursuit

M^{me} Hélène Ahrevelier, président du Centre Georges-Pompidou qui est fermée depuis une semaine en raison d'une grève du personnel de sécurité, a décidé, jeudi 6 avril, d'attribuer cinq postes aux agents qui réclament essentiellement des augmentations d'effectifs et des améliorations financières.

Toutefois, les agents en grève ont jugé « insuffisantes » ces propositions et ont décidé la poursuite de la grève. En outre, un appel à la grève de l'ensemble du personnel a été lancé, mercredi, pour lundi prochain.

M^{me} Ahrevelier a demandé aux autorités de tutelle, les ministères des finances et de la culture, des négociations de fond sur le statut de l'ensemble du personnel. En revanche, « elle est opposée à toute augmentation de traitement ponctuelle », une « satisfaction immédiate » qu'elle qualifie de « ruse », et qui, selon elle, « ne réglerait pas les questions de fond ».

Le numéro du « Monde » daté 7 avril 1989 a été tiré à 485 700 exemplaires.

REDÉCOUVREZ LA CITOYENNETÉ
40 ANS DE LIBERTÉ LE DROIT ET LE FAIT
NATHAN Le Monde

AFRIQUE DU SUD : prélude au retrait du chef de l'État

Le président Botha annonce des élections législatives anticipées

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Il semble désormais acquis que le président Pieter Botha ne sera pas candidat à sa succession après les élections générales qui devraient avoir lieu au début du deuxième semestre de cette année. Dans son premier discours prononcé au Parlement depuis la contestation électorale dont il a été victime le 18 janvier, le chef de l'État a annoncé, jeudi 6 avril, que les trois Chambres (blanche, indienne et métisse) seraient dissoutes « à une date appropriée vers la fin du mois de mai ». La Constitution prévoyant un délai minimum de cinquante-six jours entre la dissolution et le scrutin, celui-ci ne pourra donc pas avoir lieu avant la fin de juillet, sans doute en août ou début septembre.

Conformément au compromis intervenu le 21 mars entre M. Botha et le nouveau chef du Parti national, M. Frederik De Klerk, le président de la République a accepté de revenir sur sa décision d'appeler à des élections générales seulement en mars 1990, afin de permettre le redécoupage des circonscriptions. Si le chef de l'État n'a pas dit expressément qu'il avait l'intention de passer la main, il a évoqué l'élection « d'un nouveau président » et a parlé de la cérémonie du passage du pouvoir en citant la Constitution (le Monde du 25 mars).

Il est donc clair que M. Botha, qui avait repris ses fonctions le 15 mars, entend céder la place, dans quatre ou cinq mois, à son rival après avoir été unanimement désavoué par son parti le 13 mars. Il en avait abandonné la direction le 2 février, ce qui avait provoqué une crise politique sans précédent. La voie est donc ouverte à présent pour M. De Klerk après presque onze années de règne pour M. Botha.

MICHEL BOLE-RICHARD.

EN BREF

● M. Alain Pompidou soutient les rénovateurs de l'opposition. — M. Alain Pompidou, fils de l'ancien président de la République Georges Pompidou, a apporté, vendredi 7 avril, son soutien à l'initiative des rénovateurs de l'opposition en faveur de la constitution d'une liste de renouvellement aux européennes.

● La prise de position rendue publique le 6 avril par douze députés de l'opposition, a ainsi déclaré M. Pompidou, constitue une initiative positive d'un grand espoir. « A la suite de réflexions menées au sein d'un groupe réunissant des industriels, des scientifiques et des responsables de la vie socio-économique, a-t-il ajouté, je fais confiance et je suis déterminé à apporter mon soutien actif aux personnalités ayant manifesté leur volonté d'un tel renouvellement car je les sais à l'écoute des besoins des Français ».

● Un nouveau commandant des forces de l'OTAN en Europe du Nord. — Le général britannique Patrick Palmer succédera le 24 avril au général Geoffrey Howlett à la tête du commandement des forces de l'OTAN en Europe du Nord. Le général Palmer a été commandant de la septième brigade blindée stationnée en RFA. — (AP.)

● Tchakarov, « premier chef invité » à Leningrad. — Le chef d'orchestre bulgare Emil Tchakarov vient d'être nommé « premier chef invité » de l'Orchestre de Leningrad. Le poste a été créé pour lui. Rappeler que cette prestigieuse formation, longtemps dirigée par Evgeni Mrevinski, auquel a récemment succédé Youri Temirkanov, effectue ce

Sur le vif

Chapeau !

Vous avez vu un peu, cette lutte à mort pour le pouvoir à droite ? C'est pas humain. On a l'impression d'assister au combat de rat, comme à Rome, entre des gladiateurs ou des bouffons. Terrifiant. Ils sont vaches quand même, les jeunes Turcs. Ils leur ont filé un coup de vieux pas possible, à tous ces dinosaures de Pasqua, Chirac, Balladur et autres Giscard. On peut plus les voir passer à la télé sans avoir envie de les aider à traverser les encombrements de la circulation sur la route de Strasbourg et à se ranger des voitures.

C'est vrai, ils sont là, aveugles au changement, durs d'oreille, ils n'entendent pas un mot de ce qu'on leur sert depuis six mois, complètement sclérosés, radotant. Ils arrêtent pas de raconter leur guerre ! Moi, m'sieur, j'ai fait Dunkerque, je suis gaulliste, oui, parfaitement. Et alors ? On s'en fout. Le gaullisme, on sait même pas ce que c'est. C'est comme la Renaissance, le siècle de Louis XIV, la Commune ou le Second Empire, un truc qu'on apprend à l'école, quand on l'a au programme. Ils sont écroulés de rire, les correspondants étrangers à Paris. Non, mais, imaginez, faisait observer ce matin celui de la BBC, Maggie Thatcher

exhauissant les casements de ce pauvre Churchill pour les brandir au nez de ses contradicteurs toriers. Ils en tomberaient à la renverse.

Remarque, il y a pas d'âge pour la connerie, hein, mon petit Léo ! C'est vrai qu'il y a promis la France si tu l'aides à se fâcher l'Europe, papé Valéry ? Et tu l'as cru ? T'aurais pas dû. Les portes du château, c'est pas lui qui les ouvre. Il a pas le clé. Tu veux que je te dise où elle est ? Pardeus au tableau de l'hôtel de ville de Lyon.

Moi, à ta place, j'hésiterais pas, je le tromperais vite fait, VGE. Les aventures extraconjuguales, ça se connaît. Rappelle-toi, en 1985, tu t'es bien tapé Babar tout en pelotonnant mon Jaquot sous la table du conseil des ministres. Maintenant, il y a pas à tortiller, faut faire ta cour à Noir. Il est super, ce mec. C'est un joueur d'échecs, un vrai, encore plus fort que mon Mimi. Il a joué contre Kasparov, lui.

Ouais, je sais, c'est loupé le coche, Simone Veil vient de le demander en mariage. Mais elle, c'est en tout bien tout honneur. L'honneur retrouvé du mélier. Chapeau, madame !

CLAUDE SARRAUTE.

TURQUIE

« Les jeunes musulmans » à la défense du Christ

ISTANBUL
De notre correspondant

Un groupe d'une cinquantaine de jeunes gens barbus et porteurs de tracts signés « Les jeunes musulmans », a tenté d'empêcher, mardi 4 avril, la projection du film *La Dernière Tentation du Christ* de Martin Scorsese, programmée dans le cadre du Festival international du film d'Istanbul. Un policier a été blessé lors d'un affrontement, avant que les manifestants, de plus en plus nombreux, ne remontent, en bloquant le trafic, l'avenue de l'Istiklal, la plus grande artère de la ville, et finissent par se disperser.

Les slogans des manifestants affirmaient que « les prophètes ne commettent pas de péché » et que

« Jésus va revenir, les menteurs vont mourir » : ils rappelaient ainsi la tradition coranique, selon laquelle le prophète Jésus n'a été « ni tué ni crucifié, mais remplacé par un autre qui lui ressemblait » et qu'il est le « Messie attendu », qui reviendra sur terre le jour du Jugement dernier. Les manifestants ont également dénoncé dans le film « un complot des forces sionistes », animées des mêmes intentions que celles de Rushdie et de ses défenseurs.

Pour ne pas être en reste sur les manifestations musulmanes, deux fondamentalistes américains ont également distribué des tracts, avant d'être interpellés par la police.

M. F.

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois **PIRELLI** inclinable tête et pied soutient bien la colonne vertébrale **CAPELOU**
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 43 57 36 35 • MÉTRO PARMENTIER

JOURNÉES DE LA HAUTE FIDÉLITÉ
3 MILLIONS D'HOMOS
SONDAGE COMMENTÉ PAR MONSIEUR GAILLOT
8-10 AVRIL 1989
SOFITEL 37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 43 57 36 35 • MÉTRO PARMENTIER

GLOBE
D'AVRIL
VOYAGE DANS LA FRANCE GAY
SONDAGE EXCLUSIF GLOBE/CSA
40 ANS DE LIBERTÉ LE DROIT ET LE FAIT
NATHAN Le Monde

كسوة ليل